

# ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

## Bordeaux

Les tribunaux font leur rentrée

## Le Haillan

Tiki Smart : la vigie des accidents domestiques

## VINCENT KRAUS

cofondateur de Fermes en Vie, à Bordeaux

Agriculture

# Les jeunes pousses du changement



# 12



# 20



**ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS** Édités par la Société ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS - SAS au capital de 45 000 € - Siège social : 108 rue Fondaudège CS 71900 - 33081 Bordeaux Cedex • SIRET 456 200 476 00038 • 05 56 52 32 13 • Réunion des cinq journaux d'informations judiciaires : **AFFICHES BORDELAISES** (fondées en 1904) **ANNALES DÉPARTEMENTALES** (fondées en 1933) **ANNONCES DU SUD-OUEST** (fondées en 1924) **INFORMATEUR JURIDIQUE** (fondé en 1948) **PETITES AFFICHES DE LA GIRONDE** (fondées en 1848) • Directeur de la publication : Guillaume **LALAU** • Directeur adjoint : Nicolas **THOMASSET** • Directeur des rédactions : Vincent **ROUSSET** • Rédactrice en chef : Astrid **GOUZIK** • Direction artistique : David **PEYS** • Maquettistes : Sarah **ALBERT**, Noëlle **SANZ**, Raphaëlle **MOURET** & Cyrielle **MICHAUD** • Secrétaire général des rédactions : Michel **CASSE** • Rédaction : Nathalie **VALLEZ**, Jennifer **WUNSCH** & Marie-Amélie **HUSSON** • Responsable Organisation et Systèmes d'Information : Ophélie **BROUTTIER** • Chargée de Webmarketing et Community Manager : Cyrielle **MORFEA** • Assistante Communication Digitale : Magalie **RICCETTI** • Responsable Annonces Légales : Emmanuelle **GESLAIN** • Service Annonces légales : Nicolas **KARNAY**, Adèle **BROCHARD** & Sandrine **CARCENAC** • Direction financière et administrative : Katia **DE STEFANO** • Responsable comptabilité : Florence **MANOEUVRIER** • Service abonnement : Catherine **DEPETRIS** • Service comptabilité : Élodie **VIGNEAU** • Service commercial annonces légales : Anthony **BLUTEAU**, Christophe **CLERTEAU** & Franck **DUPERIÉ** • **PUBLICITÉ** : Guillaume **LALAU** & Christine **SABOURIN** • Tél. 05 56 52 32 13 • [publicite@echos-judiciaires.com](mailto:publicite@echos-judiciaires.com) • Dépôt légal à parution Hebdomadaire - Parution le vendredi • Impression : **ROTIMPRES Carrer del Pla de l'Estany**, sn, 17181 Aiguaviva, Girona, Espagne • Routage **IGS (SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS)** • Commission paritaire n° 0228 I 82797 ISSN 0420-4360 • Prix unitaire : 2,20 € • Abonnement 1 an papier + web : 79 € au 05 57 14 07 55



## Dans l'actu

### Gironde

4 En bref Gironde

**12 À la une**  
Agriculture :  
les jeunes pousses  
du changement

**20 Bordeaux**

La rentrée des tribunaux

**21 Bordeaux**

Tribunal de commerce :  
passage de témoin

**22 Le Haillan**

Tiki Smart : la vigie des  
accidents domestiques

### En région

24 En bref Nouvelle-Aquitaine

**26 Dordogne**

Vins de Bergerac :  
le monde selon Grape

**28 Lot-et-Garonne**

Atelier Duho : vues de haut

**30 Béarn**

Club Henry XV :  
l'esprit rugby

## Le cercle des experts

**32 La veille techno**

Microfluidique :  
ce monde invisible aux possibilités infinies

**36 La tribune du Barreau de Bordeaux**

Associer ses salariés aux  
performances de l'entreprise

## Tendances Business

**40 Entreprises**

Entreprises étrangères :  
un moteur pour l'emploi ?

**42 Entreprises**

Assurances, les nouveaux risques

**44 Entreprises**

Mobilisation pour  
l'entrepreneuriat féminin

**46 Économie**

Sites culturels : fréquentation en hausse

## Vini & Culture

48 En bref Sortir en Gironde

**50 Le coup de cœur de Philippe**

Duclot : le négociant bordelais  
joue carte sur table !

**52 Cinéma**

Daaaaaali !

56 Annonces légales





# Gironde En bref

**JEAN-PHILIPPE ROMERO**  
PDG du Groupe CF

## Bordeaux **LE GROUPE CF S'IMPLANTE EN AUVERGNE- RHÔNE-ALPES**

Il s'agit de la 4<sup>e</sup> acquisition du Groupe CF (ex-Compagnie Fiduciaire) en un an. Basé à Bordeaux, le groupe d'expertise-comptable qui compte 25 cabinets répartis en Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Île-de-France, a racheté le cabinet SOFEG dans le Rhône. Ce cabinet emploie 58 collaborateurs et accompagne 1 100 clients depuis ses sites de Lyon et Feurs dans la Loire. Cette nouvelle acquisition représente pour CF un premier ancrage dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et amorce une phase d'expansion territoriale. « C'est un premier pas audacieux vers de nouvelles régions, de nouveaux défis », a déclaré Jean-Philippe Romero, PDG du groupe bordelais. Fondé en 1980, CF accompagne les chefs d'entreprise dans l'expertise comptable traditionnelle et digitale, les formalités juridiques et sociales, l'audit légal, le conseil, la gestion de patrimoine ou encore la finance d'entreprise. Le groupe qui emploie plus de 1 000 collaborateurs réalise 83 millions d'euros de chiffre d'affaires (+20 % de croissance par rapport à 2022). Il annonce 200 postes à pourvoir en 2024.

## Bordeaux LA DIRECTION ACCÉLÈRE SON DÉVELOPPEMENT

Le cabinet de Directeurs administratifs et financiers (DAF) externalisés, La Direction, créé à Bordeaux en 2020 par Thibault Salou, termine l'année 2023 sur une forte dynamique, marquée par l'ouverture d'un bureau à Toulouse, l'élargissement de son offre aux PME et le lancement d'une offre dédiée à l'audit financier, « Transactions services ».

« En tant que spécialiste de la direction financière, nous ne nous contentons pas de formuler des recommandations, nous avons aussi la capacité de les mettre en action. Notre équipe de DAF est là pour appliquer les recommandations formulées lors des due diligences financières, adaptant nos services aux besoins spécifiques de nos clients.

Notre force provient de notre capacité à proposer des due diligences financières ajustées aux investissements envisagés », affirme dans un communiqué Thibault Salou, fondateur de La Direction. Avec 150 clients déjà accompagnés depuis son lancement dans de nombreux secteurs, La Direction compte 11 collaborateurs fin 2023. Et prévoit de doubler ses effectifs en 2024, avec l'ouverture de nouveaux bureaux en région et à Paris.



## Bordeaux ACORUS RECRUTE 25 COLLABORATEURS EN 2024

Le groupe français Acorus maintient le cap de sa croissance. Il prévoit le recrutement de 25 nouveaux collaborateurs à Bordeaux en 2024. Cette ETI du secteur de l'écorénovation en sites occupés recherche notamment des professionnels du bâtiment (plombiers, chauffagistes, électriciens, peintres, carreleurs, maçons, menuisiers, serruriers...) qui travailleront sur quatre jours à partir du mois de mars. Initialement spécialisé dans la rénovation de logements pour le compte de bailleurs sociaux, le groupe qui emploie 1 900 personnes s'est diversifié vers d'autres marchés. Il travaille pour des clients des secteurs hôtellerie santé, industrie tertiaire, bailleurs privés et syndicats de copropriété.





© Christophe Launay

Le navigateur Yves Parlier a fondé l'entreprise Beyond the Sea.

## La Teste-de-Buch TEAM FOR THE PLANET RÉINVESTIT 4,5 MILLIONS D'EUROS DANS BEYOND THE SEA

Le fonds citoyen Team for the Planet a voté un réinvestissement de 4,5 millions d'euros dans l'entreprise Beyond the Sea, créée par le navigateur Yves Parlier. Après un premier investissement d'un million d'euros en décembre 2021, la dernière assemblée générale des actionnaires de Team for the Planet a validé à 99,92 % des voix ce réinvestissement. Il doit permettre à l'entreprise de poursuivre le développement de son SeaKite, système automatisé de traction par kite des navires. Fonctionnant en mode dynamique avec des ailes de 25 et 50 m<sup>2</sup>, le SeaKite a déjà été vendu à deux armateurs français et sera installé dans les prochains mois sur leurs navires.

## Gironde EMPLOI : ANNÉE CONTRASTÉE POUR LES START-UPS ACCOMPAGNÉES PAR UNITEC

La structure d'accompagnement de start-ups Unitec publie son enquête annuelle sur l'emploi. Sur 672 jeunes entreprises accompagnées depuis sa création en 1990, la technopole recense 443 start-ups toujours actives en 2023, représentant 6 662 emplois, soit une croissance des emplois de 4 % (contre + 10 % en 2022), portée principalement par le secteur de la santé et des sciences de la vie. Cependant, les résultats sont contrastés : 86 % des start-ups ont augmenté ou maintenu leurs effectifs, mais 14 % ont enregistré des baisses. Plus de la moitié des entreprises ayant perdu des effectifs n'ont perdu qu'un seul poste, qu'elles prévoient de récupérer en 2024. En revanche, près d'un quart des entreprises déclarent avoir perdu une dizaine d'emplois en 2023. 141 emplois disparus sont dus aux 26 faillites enregistrées, dont la moitié par l'arrêt de Lucine, Luos, Lumm et Marbotic. Un nombre de faillites qui correspond au double des années précédentes. En 2023, Unitec a accompagné 158 projets, dont 55 nouveaux. Le taux de pérennité à 5 ans des entreprises accompagnées reste malgré tout stable depuis 3 ans, à 86 %.





## Bègles

### UN CAMPUS POUR FORMER LES PROFESSIONNELS DU BTP

L'École Gustave, qui forme aux métiers du BTP, annonce l'ouverture de son cinquième campus à Bègles le 4 mars 2024. Créée en 2021 par Marie Blaise, cette école gratuite - déjà présente à Paris, Lille, Marseille et Lyon - s'adresse aux adultes en reconversion professionnelle et recrute selon la personnalité et la motivation sans condition de diplôme. L'ouverture de ce nouveau campus à Bordeaux a pour objectif de pallier le manque de main-d'œuvre et de faire face à la demande de professionnels en Nouvelle-Aquitaine. La première promotion accueillera 30 apprenants plombiers chauffagistes. Au programme : trois mois de cours intensifs et un an en alternance au sein d'une entreprise partenaire de l'école. Une seconde promotion prévue pour le mois de juillet formera de futurs électriciens.

### Bordeaux UN APPEL À PROJETS POUR SOLARISER LA BASE SOUS-MARINE

Après avoir équipé plusieurs bâtiments municipaux, la Ville de Bordeaux voudrait maintenant équiper les toits de la base sous-marine de panneaux solaires avec une contrainte supplémentaire : ce bâtiment emblématique de Bordeaux est labellisé Architecture contemporaine remarquable. Un appel à projets est officiellement lancé pour l'installation, l'exploitation et la maintenance d'une ou plusieurs centrales photovoltaïques dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire. Le modèle économique envisagé est celui de la revente de l'énergie produite aux fournisseurs d'énergie.

Le projet consiste à solariser entre 9 000 et 25 000 m<sup>2</sup>. Les entreprises intéressées ont jusqu'au 19 avril pour présenter une offre à Bordeaux Métropole Aménagement (BMA) qui sélectionnera le projet. Objectif, que la centrale soit opérationnelle en juillet 2025. La Ville a l'ambition d'atteindre d'ici 2 ans, 41 % d'autonomie énergétique sur son patrimoine public, contre 19 % aujourd'hui.

La partie la plus complexe sera de poser des panneaux photovoltaïques au dessus des pare-bombes.



## Nouvelle-Aquitaine **LES DIRIGEANTS D'ETI CONFIANTS POUR 2024**

Malgré un contexte incertain en 2024, en France et à l'international, 75,5 % des dirigeants d'ETI (entreprises de taille intermédiaire) néo-aquitains pensent que la situation de leur entreprise va rester stable ou s'améliorer en 2024, selon une enquête réalisée par le Club des ETI de Nouvelle-Aquitaine auprès de ses adhérents. 87,7 % d'entre eux jugent même la situation économique de leur entreprise saine ou très saine. Près de 90 % prévoient d'ailleurs de réaliser des embauches en 2024, dont plus d'un sur quatre plus de 50 recrutements. Et près de 80 % prévoient des investissements, en grande partie sur le territoire néo-aquitain.

« Les ETI sont des entreprises stables et durables, qui assurent une dynamique économique, une attractivité territoriale et un lien social décisifs quelles que soient les inconnues du contexte national et international. Pour les accompagner dans ces défis, le Club des ETI de Nouvelle-Aquitaine s'appuie sur la force du collectif en mettant en place des solutions communes. C'est le cas de l'Université des ETI qui propose des parcours de formation mutualisés, afin que nos entreprises soient prêtes à relever ces défis en 2025 », commente dans un communiqué Marc Prikazsky, PDG de Ceva Santé Animale et président du Club des ETI Nouvelle-Aquitaine, qui fédère 30 entreprises pesant 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 100 000 emplois.



**MARC  
PRIKAZSKY**  
président du Club  
des ETI Nouvelle-Aquitaine

© Sébastien ORTOLA



Nouvelle-Aquitaine  
**ANNABELLE VIOLET,  
 NOUVELLE DIRECTRICE  
 RÉGIONALE DE LA  
 BANQUE DES TERRITOIRES**

Gisèle Rossat-Mignod, directrice du réseau de la Banque des Territoires, a procédé à la nomination d'Annabelle Viollet en tant que directrice régionale de la Banque des Territoires en Nouvelle-Aquitaine. Diplômée de Sciences Po et titulaire d'un DESS de communication et politiques de développement territorial du Celsa, Annabelle Viollet a intégré la Caisse des Dépôts (qui chapeaute la Banque des Territoires) en 2003. Elle a occupé différentes fonctions au sein de la direction des ressources humaines au sein du groupe avant de devenir directrice adjointe de l'appui au développement en 2016, puis directrice régionale d'Occitanie en 2021. Elle succède à Patrick Martinez nommé directeur régional en Occitanie.



**ANNABELLE  
 VIOLET**



Le nouveau président du  
 Ceser de Nouvelle-Aquitaine,  
 Yves Jean.

Nouvelle-Aquitaine  
**CHANGEMENT  
 DE PRÉSIDENTIE  
 AU CESER**

180 conseillères et conseillers nouvellement désignés au Conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) de Nouvelle-Aquitaine pour 6 ans (2024-2029) ont élu, le 23 janvier, Yves Jean président du Ceser NA. Président honoraire de l'université de Poitiers, Yves Jean est professeur émérite de géographie et possède une expérience d'économiste à la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt de Poitou-Charentes. Ce spécialiste des questions agricoles et rurales « souhaite consolider la place de l'Assemblée socioprofessionnelle à l'échelle régionale, auprès des acteurs institutionnels mais également des organisations représentatives, et favoriser la présence de l'instance consultative dans les territoires », précise le Ceser NA dans un communiqué. Cette séance d'installation des nouveaux conseillers a également été l'occasion pour eux d'élire le nouveau Bureau du Ceser. Composé de 32 membres élus (16 femmes et 16 hommes), du président, de 20 vice-présidents et 11 secrétaires, il a été fortement renouvelé.




## Pessac UN NOUVEAU PORTAL POUR LES ENTREPRISES

Citéco, un nouveau portail pour réunir les entreprises, a été présenté fin janvier, par la cellule attractivité économique et la direction emploi économie de la Ville de Pessac. L'objectif : permettre à la ville de communiquer avec les entreprises, faciliter l'échange d'information entre les entreprises locales et constituer un annuaire des sociétés de Pessac. Ainsi, une quinzaine d'entreprises a déjà testé la plateforme en avant-première. Pour avoir accès à cette solution, la société doit obligatoirement être active sur la commune. Ensuite, cette dernière complète une présentation succincte. Elle figure dans l'annuaire et peut aussi indiquer lorsqu'elle embauche. «Avec Citéco, nous disposons d'un outil qui va dynamiser les relations entre les entreprises de Pessac, la ville, et les Pessacais», conclut Marc Gatti, adjoint au maire délégué à l'économie et aux entreprises.

## Bordeaux LA FONDATION BERGONIÉ LÈVE DES FONDS POUR LE PROJET HYPNO-AJA

Le 23 janvier dernier, à l'occasion de la journée mondiale contre le cancer, la Fondation Bergonié (fondation d'entreprises pour soutenir le Centre Régional de Lutte contre le Cancer dans le grand Sud-Ouest) a souhaité mettre en avant le projet Hypno-AJA, soutenu depuis 2021. Ce dernier a pour but de démontrer que l'hypnose, en service de médecine, a un impact positif sur les symptômes ressentis par les adolescents et jeunes adultes traités pour un cancer. La Fondation a ainsi pour objectif de récolter 189 000 euros dans le but de permettre à plus de patients d'en bénéficier. Le projet consiste à intervenir sur les différents effets secondaires qu'ils subissent lors des chimiothérapies : anxiété, nausées, douleurs, perceptions de soi, etc. 485 séances ont ainsi déjà été réalisées à l'institut Bergonié depuis le lancement de ce dernier. « Nous avons besoin de l'engagement fort de nos mécènes afin d'améliorer la vie des jeunes patients qui luttent au quotidien contre le cancer », déclare Marina Mas, directrice de la Fondation Bergonié.



**LOUER  
OU ACHETER  
VOS FUTURS BUREAUX  
?**

**PRENEZ L'AVIS D'UN EXPERT.**

**TOURNY MEYER**, 30 ans d'expérience en immobilier professionnel :  
**bureaux, locaux d'activités, entrepôts, commerces, hôtels.**

**Tourny  
Meyer.**

**LA CONNAISSANCE DES TERRITOIRES •**

RENNES | BREST | LORIENT/VANNES | NANTES  
**BORDEAUX** | BAYONNE | TOULOUSE | MONTPELLIER

 **JLL**<sup>®</sup>  
PARTENAIRE

Tourny Meyer, 318 rue de Fougères, Immeuble le Noven, 35 700 RENNES - Transaction sur immeubles et fonds de commerce (loi Hoguet) - conseil en stratégie immobilière de locaux professionnels - CPI N° 3301 2018 000 036 727 délivrées par la CCI d'Ille et Vilaine - Garantie financière : GALIAN 89 rue de la Boetie, 75008 PARIS pour un montant de 120 000 € - La société Tourny Meyer ne doit recevoir ni détenir d'autres fonds, effets ou valeurs que ceux représentatifs de sa rémunération ou de sa commission.

# AVANCE



© Shutterstock

# Agriculture

# Les jeunes pousses du changement

**GIRONDE** • Fermes en vie, Hectarea et ReGeneration ont toutes trois imaginé des manières innovantes de financer l'installation de nouveaux agriculteurs, tout en accompagnant la transition agroécologique des exploitations. Rencontre avec des start-ups engagées dans le renouvellement de l'agriculture et le soutien à ses forces vives.

Par Jennifer Wunsch

**L**es manifestations d'agriculteurs sur tout le territoire national en témoignent : le monde agricole vit une crise profonde. Parmi leurs principales difficultés, un revenu moyen trop faible en regard de coûts de production qui ne cessent d'augmenter. En Gironde, où le secteur employait environ 30 000 personnes en 2022, dont 80 % dans la viticulture, 70 % des agriculteurs avaient des revenus annuels nets en dessous du Smic (16 236 euros), selon l'observatoire régional de santé économique des exploitations

agricoles de Nouvelle-Aquitaine. En 2021, 34 % déclaraient même un revenu négatif.

À cela s'ajoutent deux enjeux de taille : le renouvellement générationnel des agriculteurs, dont plus de la moitié partira à la retraite dans les 10 prochaines années. Et la transition agroécologique, rendue nécessaire pour maintenir notre souveraineté alimentaire. À Bordeaux, 3 start-ups se sont saisies de la question et ont imaginé de nouvelles manières de financer d'une part l'installation des agriculteurs et d'autre part l'accompagnement à la mise en place de pratiques agroécologiques.



# Fermes en vie

## LA FONCIÈRE AGRICOLE

**C'**est le cas de Fermes en Vie (Feve), cofondée en 2020 par Marc Batty, Simon Bestel et Vincent Kraus, deux ingénieurs agronomes et un polytechnicien, tous trois ayant précédemment été chefs d'entreprise. Reposant sur « une foncière qui facilite l'installation de porteurs de projet en agroécologie, Feve achète des fermes pour les mettre à leur disposition à la location avec option d'achat », explique Vincent Kraus, cofondateur et directeur général de Feve. Cette foncière se finance principalement par l'épargne citoyenne des particuliers, mais aussi avec quelques investisseurs institutionnels, dont la Banque des territoires et un fonds du Crédit Mutuel. Ces derniers pèsent 1 million d'euros sur les 13 millions collectés par Fermes en vie, qui ont déjà permis de financer l'achat de 16 fermes, représentant 1 200 ha dans la moitié ouest de la France et 27 agriculteurs et agricultrices accompagnés.

L'objectif de l'entreprise étant d'arriver rapidement à une cinquantaine de fermes financées chaque année. Se considérant comme un « tiers de confiance entre les investisseurs et les agriculteurs qui ont besoin d'être financés », Feve propose « un placement à impact social et environnemental ; peu risqué, le prix des terres agricoles étant peu volatile ; et générant une rentabilité financière importante, l'agrément ESS de Feve offrant une réduction d'impôt de 25 %. Avec la contrepartie de garder les titres pendant au moins



Camille et Raphaël, agriculteurs à la ferme de Magnantru, dans les Deux-Sèvres, accompagnés par Feve.

7 ans », détaille Vincent Kraus. Soit la durée nécessaire aux agriculteurs pour commencer à rentrer dans leurs frais, et ainsi pouvoir exercer leur option d'achat.

### OUTILS ET CONTENUS

L'entreprise porte une attention forte à la viabilité économique des projets qu'elle soutient, mais aussi à leur aspect agroécologique.

### FERMES EN VIE EN BREF

**Date de création :** 2020

**3 cofondateurs :** Marc Batty, Simon Bestel et Vincent Kraus

**Effectifs :** 14 personnes

**CA 2023 :** environ 500 000 euros

**Fermes achetées :** 16 (1 200 ha)

Vivian,  
agriculteur  
à la ferme du  
Trey, dans  
les Landes.



Les 3 fondateurs  
de Fermes en vie (Feve) :  
Simon Bestel,  
Marc Batty et Vincent Kraus.



« Notre charte agroécologique, basée sur le socle de l'agriculture biologique, la diversification des productions ainsi que des infrastructures écologiques, définit les principes que l'agriculteur doit respecter », assure Vincent Kraus. Au final, Fermes en vie réunit 3 métiers : la collecte d'argent auprès des particuliers, sur laquelle elle prend environ 3 % de frais de souscription ; la foncière, qui verse

## « Le placement dans les terres agricoles est stable, rentable et à impact social et environnemental »

à Feve une commission d'environ 5 % du coût d'acquisition ; et la gestion locative, financée par un prélèvement annuel sur les loyers d'environ 0,4 % de la somme investie à l'achat.

« Il y a aussi une partie très tech, puisque tout se fait en ligne, comme la signature du bulletin de souscription des titres déposés à l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour investir dans la foncière. Nous avons aussi créé La Grange, une plateforme digitale de services gratuits, avec des outils et des contenus pour accompagner les jeunes qui souhaitent s'installer en agriculture », note Vincent Kraus. Fin 2023, Fermes en vie employait 14 personnes, dont 9 à Bordeaux, pour un chiffre d'affaires annuel de près de 500 000 euros.

# Hectarea

## RAPPROCHER CONSOMMATEURS ET AGRICULTEURS

**A**vec les mêmes objectifs, l'approche d'Hectarea est quant à elle légèrement différente. « Nous souhaitons créer un lien économiquement viable entre les particuliers et les agriculteurs qui les nourrissent, à travers l'investissement dans la terre agricole », décrit Paul Rodrigues. Originaire

de Castres-Gironde, il a cofondé Hectarea avec Adime Amoukou en 2022, tous deux ayant « des liens très forts avec le milieu agricole : mon père était agriculteur et celui d'Adime, agronome », confie-t-il.

Leur plateforme beta.hectarea.io permet aux particuliers d'investir directement sur un terrain pour le compte d'un agriculteur. « Nous l'aidons à amorcer sa transition, concrètement et financièrement.

Le fait de louer la terre achetée par des tiers permet de libérer la pression foncière », affirme le CEO. La plateforme agrège à destination des investisseurs de la documentation autour de la ferme mais aussi des prises de parole de l'agriculteur : « Nous humanisons l'investissement, en apportant ce concret que recherchent les particuliers », assure Paul Rodrigues.

En face, l'entreprise bordelaise réalise l'étude des dossiers investisseurs : « il y a un vrai travail de sélection, comme pour un fonds ». Déposé auprès de l'AMF, le produit d'Hectarea leur offre « de la stabilité, de l'impact et de la rentabilité. La rentabilité annuelle de notre premier terrain, issue des loyers dits de fermage, sera de 3 %, auxquels il faut ajouter l'augmentation du prix des terrains, de l'ordre de 4 % par an. L'espérance de rentabilité à long terme est ainsi de 5 à 7 % », estime Paul Rodrigues. Pour se rémunérer, Hectarea prélève une commission à l'entrée entre 8 et 10 %, puis un pourcentage d'environ 15 % sur les loyers versés.

### CHARTRE AGROÉCOLOGIQUE

Après une levée de fonds de 500 000 euros finalisée en octobre 2023 auprès de 25 business angels spécialisés dans les secteurs de l'agriculture (auprès du fondateur d'Ynsect ou d'Agriconomie), de la collecte d'épargne (Enerfip ou Nalo) et de la tech (Recommerce ou Doctolib), leur permettant de financer la structure de l'entreprise et de recruter 3 personnes, les fondateurs d'Hectarea ont déjà réuni une communauté de 1 600 investisseurs inscrits sur leur

« Nous ne sommes pas là pour donner des leçons aux agriculteurs »



Paul Rodrigues  
et Adime Amoukou,  
cofondateurs  
d'Hectarea.

© Amaury Cibot - Hectarea



plateforme. « Nous sommes parvenus à collecter 175 000 euros en un mois et demi auprès de 91 investisseurs pour financer notre premier terrain de 26,7 ha à

## HECTAREA EN BREF

**Date de création :** 2022

**2 cofondateurs :**  
Paul Rodrigues et  
Adime Amoukou

**Effectifs :** 3 personnes

**CA 2023 :** NC

**Ferme financée :**  
1 (26,7 ha)

Saint-Christophe-de-Double, en Gironde », annonce Paul Rodrigues.

Chaque investisseur en sera propriétaire à hauteur des parts investies et tous pourront suivre l'évolution de la parcelle au quotidien grâce à un tableau de bord. Là encore, c'est une charte *ad hoc* intégrée au bail qui doit pousser l'agriculteur vers la transition, à travers l'obtention de labels bios et la mise en place de pratiques de production durables. « Cependant, nous ne sommes pas dogmatiques. Nous ne sommes pas là pour donner des leçons aux agriculteurs et n'avons pas d'exigences de court terme. L'idée est surtout de permettre aux agriculteurs de s'installer et que leur exploitation soit économiquement viable », tranche Paul Rodrigues. Hectarea espère financer une dizaine de fermes en 2024.



© Amaury Cibot / Hectarea



© Amaury Cibot / Hectarea

Jérôme, le premier agriculteur accompagné par Hectarea sur son exploitation de Saint-Christophe-de-Double, en Gironde.

ReGeneration

# FINANCER L'AGRICULTURE RÉGÉNÉRATRICE



**S**i Fermes en vie et Hectarea financent l'installation des agriculteurs avec l'épargne des particuliers, c'est à une autre entreprise bordelaise qu'elles font appel pour accompagner concrètement la transition agroécologique des fermes : ReGeneration. « Nous sommes une entreprise à mission qui a pour objet de financer et d'accompagner la transition de l'agriculture vers des pratiques régénératrices », commence Thomas Rabant, ancien avocat d'affaires et cofondateur, avec

Felix Noblia, de ReGeneration. Leur idée : « accompagner le risque des changements de pratiques des agriculteurs, qui peuvent engendrer une perte de rendement et nécessitent des investissements, en valorisant les externalités environnementales obtenues. Ces dernières sont mesurées, puis vendues dans les schémas de contribution environnementale des entreprises », décrit Felix Noblia, expert en agriculture génératrice, membre d'un groupe de travail de la Commission européenne sur le sujet, et agriculteur au Pays basque.

Concrètement, cela consiste à accompagner les agriculteurs avec des experts agronomes dans la durée (environ 5 ans), pour améliorer le stockage de carbone dans les sols, la biodiversité et les ressources en eau sur les exploitations. « L'agriculture régénératrice est un modèle vertueux positif pour l'environnement. C'est aussi un modèle robuste permettant une production alimentaire stable dans un environnement climatique chaotique. C'est enfin un moyen de construire des exploitations agricoles soutenables économiquement, puisqu'elles se passent d'azote de synthèse et d'énergie fossile, tout en conservant des niveaux de rendements satisfaisants », énumère Thomas Rabant.

ReGeneration  
accompagne déjà la conversion  
de 30 000 ha en France



Felix Noblia et Thomas Rabant, cofondateurs de ReGeneration, et Mathilde Le Roy, directrice marketing.

## REGENERATION EN BREF

**Date de création :** 2021

**2 cofondateurs :**  
Felix Noblia et Thomas Rabant

**Effectifs :** 7 personnes

**CA 2023 :** NC

**Surface en conversion :**  
30 000 ha

### CRÉDIT TRIPLEC

Pour assurer le financement de ses programmes, gratuits pour les agriculteurs, ReGeneration a créé un outil inédit : le « Crédit de contribution climatique » (TripleC), en cours de certification par l'organisme international Gold Standard. « Nous mesurons périodiquement très précisément l'amélioration des 3 externalités environnementales. L'augmentation de chaque paramètre est inscrite dans ce crédit. Les entreprises, qui ont aujourd'hui des obligations de tendre vers une empreinte carbone nulle, peuvent compenser l'empreinte résiduelle de leur activité en achetant ces crédits. Nous leur proposons la mise en place d'actions sincères, traçables, avec un impact mesurable et mesuré, et finalement, une véritable comptabilité environnementale », estime Thomas Rabant.

Le spectre des entreprises qui peuvent souscrire au TripleC va des entreprises du CAC40 aux entreprises locales, qui ont la volonté d'améliorer leur environnement direct. « Compte tenu des enjeux, toutes les entreprises sont les bienvenues », conviennent les fondateurs. Après une levée de fonds d'un million d'euros auprès du Crédit Agricole Centre France, du groupe bordelais Touton, de la branche néo-aquitaine de Bpifrance et de business angels comme Francis Nappez, cofondateur de Blablacar et dirigeant de l'école Hectar de Xavier Niel, qui l'a incubée, ReGeneration accompagne déjà la conversion de 30 000 ha en France. Rémunérée par une quote-part entre 20 et 25 % sur les crédits vendus, l'entreprise espère à terme transformer 6 millions d'ha de terres agricoles en Europe. Elle a reçu le Grand Prix Impact Finance Durable du World Impact Summit en 2023. ■

# Justice Les tribunaux font leur rentrée



Les chefs de la cour d'appel Pierre-Yves Couilleau et Isabelle Gorce avec la directrice de greffe et la greffière des Assises.

**FRÉDÉRIQUE PORTERIE**  
procureure de la République



**ÉRIC RUELLE**  
président du Tribunal Judiciaire

**BORDEAUX** · Le tribunal judiciaire et la cour d'appel ont tenu leur audience solennelle de début d'année 2024, dans un contexte d'augmentation des budgets et des effectifs mais également des affaires tant au civil qu'au pénal.

Par Nathalie VALLEZ

**L**a traditionnelle rentrée solennelle de la cour d'appel s'est tenue dans un contexte particulier, marqué par l'augmentation sans précédent des moyens, tant sur le plan budgétaire qu'en matière de création d'emplois. « Une opportunité pour faire de manière plus incarnée », a jugé la première présidente de la cour d'appel Isabelle Gorce.

« J'ai fait un rêve », a déclaré le procureur général Pierre-Yves Couilleau, « celui d'une confiance retrouvée et de délais raccourcis. » Le procureur a ainsi annoncé l'arrivée de 34 magistrats (10 au parquet et 24 au siège) ainsi que de 28 greffiers et 28 attachés de justice sur 5 ans. « Alors peut-être que mon rêve deviendra réalité ? » s'est interrogé Pierre-Yves Couilleau qui a développé sur cette hausse des effectifs.

Isabelle Gorce a, quant à elle, relevé la baisse des stocks : de 10 % au civil et de 13 % au pénal mais a relevé une hausse importante des affaires criminelles de 30 %. La séance a permis également l'installation de 2 nouveaux magistrats.

## AUGMENTATION DU STOCK

C'est un turn-over sans précédent qu'a relevé le président du tribunal judiciaire Éric Ruelle, avec l'arrivée de 25 nouveaux magistrats au siège cette année. « Tous les services du siège demeurent globalement sous tension », a-t-il noté, relevant une dégradation de performance en matière civile. Il a ainsi relevé une augmentation du nombre de protections des majeurs (19 000 mesures suivies) et de protection de l'enfance en danger qui a augmenté de 13 % en 5 ans. « Sans surprise, il en résulte une augmentation des stocks de 7 % », a regretté le président.

Cette situation s'accompagne d'une dégradation de la situation des acteurs économiques : le nombre des oppositions aux contraintes a triplé entre 2022 et 2023 (240 à 787) et le nombre des ouvertures de procédures collectives et des recours au règlement amiable des difficultés des entreprises ont augmenté respectivement de 95 % et 38 %.

## LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ

La Procureure de la République Frédérique Porterie a, quant à elle, relevé une augmentation de la délinquance et des délits tant en zone gendarmerie (+8 %) qu'en zone police (+6,25 %). La Procureure a également mis en exergue la lutte incessante contre le crime organisé : « 2024 sera une année charnière pour le parquet JIRS (juridictions interrégionales spécialisées, N.D.L.R) », a-t-elle assuré. Elle a également plaidé pour une séparation des pouvoirs assurant l'indépendance des magistrats du ministère public « car les magistrats du parquet dirigent seuls 99 % des enquêtes pénales ». ■

# Tribunal de commerce

# Passage de témoin

**BORDEAUX .**

Après avoir dressé le bilan d'une année 2023 « difficile et douloureuse », Caroline Ricou-Bourdin a cédé sa place à Marc Salaün à la présidence du tribunal de commerce.

Par Astrid GOUZIK



Marc Salaün a pris ses fonctions de président du tribunal de commerce de Bordeaux, lors de l'audience solennelle de rentrée

## UN « ACTE DE GESTION »

Parallèlement, le nombre de procédures de prévention a aussi fortement augmenté : 120 ouvertures de conciliation en 2023 contre

**L**ors de l'audience solennelle de rentrée du tribunal de commerce de Bordeaux, le mardi 23 janvier, c'est avec une certaine morosité que la présidente, Caroline Ricou-Bourdin, a dressé le bilan de l'année écoulée. « L'an dernier, j'avais formulé le vœu d'une année moins rude. Force est de reconnaître que l'année 2023 a été difficile et douloureuse », a-t-elle déclaré en guise de préambule.

## UNE NETTE AUGMENTATION

Un constat tangible au regard du rapport d'activité de la juridiction. Une nette augmentation des affaires portées au tribunal a été constatée. 43 procédures de sauvegardes ont été enregistrées (contre 16 en 2022), 356 redressements (contre 214 en 2022) et une augmentation de 45 % du nombre de liquidations (931 contre 641 en 2022).

« À tel point que votre tribunal s'est vu contraint d'augmenter le nombre d'audiences dédiées à ces contentieux », a souligné le procureur Jean-Luc Puyo.

70 en 2022 et 105 ouvertures de mandat *ad hoc* contre 68 l'année dernière.

« Nous pouvons nous réjouir de l'augmentation du nombre de procédures de prévention, elles doivent être considérées comme un acte de gestion », a appuyé Marc Salaün, nouveau président du tribunal de commerce, élu à l'unanimité en novembre dernier.

## UN NOUVEAU PRÉSIDENT

À l'occasion de cette audience de rentrée, Caroline Ricou-Bourdin a passé le témoin à son successeur, soulignant ses « compétences et son dévouement ». Fondateur et dirigeant de la société de promotion immobilière Aquiprom depuis 2005, Marc Salaün était déjà vice-président du tribunal.

Après 18 ans passés au sein de la juridiction, dont deux années en tant que présidente, Caroline Ricou-Bourdin a fait part, non sans émotion, de son départ. Cinq autres juges ont également quitté leur fonction. Six nouveaux juges, élus pour deux ans, ont été installés : David Begu, Anaïs Blanchard, Olivier Deveze, Olivier Goutal, Rémi Mene et Ludovic Partyka. ■



Sylvain Le Bozec avec le trophée Reviewed Awards dans le stand de Tiki Smart au CES de Las Vegas.

# Tiki Smart **La vigie des accidents domestiques**

**LE HAILLAN** • Michel Sirvent et Sylvain Le Bozec ont lancé Tiki Smart : un système censé prévenir les accidents domestiques des enfants jusqu'à six ans. La start-up était sélectionnée pour participer au CES Las Vegas, en janvier dernier.

Par Marie-Amélie HUSSON

**C**hutes, intoxications, ou encore brûlures : 720 000 enfants, de 0 à 6 ans, sont victimes d'accidents domestiques chaque année en France. C'est partant de ce constat que Sylvain Le Bozec et Michel Sirvent ont créé Tiki Smart, une start-up basée au Haillan. Elle conçoit et développe des systèmes de prévention de ces accidents du quotidien dans le but de protéger les enfants. L'innovation combine ainsi une box sonore équipée d'un flash lumineux (Smart box), un bracelet pour les enfants et une balise Bluetooth (Tag) qui sert à délimiter une zone de danger ou

détecter un mouvement, comme l'ouverture de porte.

Le système communique avec la Smart box et une application mobile afin d'alerter lorsque l'enfant s'approche d'un danger. Le bracelet dispose de deux fonctions intégrées : la détection de la chute et celle de l'immersion. « Par exemple si, lorsque vous êtes à la plage, l'enfant s'éloigne de la box vous serez directement avertis, cela fonctionne aussi si vous ne voulez pas qu'il s'approche d'une piscine », développe Sylvain Le Bozec.

## UNE TECHNOLOGIE BREVETÉE

Cette idée, Michel Sirvent l'a eu il y a 23 ans, lorsqu'il a failli

perdre son fils après une noyade. Il lance officiellement le projet avec Sylvain Le Bozec en août 2022. Ils embauchent trois ingénieurs, afin de concevoir cette innovation technologique. Cette dernière est désormais brevetée et la marque, ainsi que les dessins et les bracelets, ont été déposés en France et aux États-Unis.

« Aujourd'hui nous sommes encore en phase de prototypage. L'un d'eux est fonctionnel, les designs sont arrêtés, nous n'avons plus qu'un autre prototype à réaliser et automatiser les algorithmes », indique Sylvain Le Bozec. La partie plastique des produits est pour le moment réalisée à Bègles, par la société Innoproduct. Depuis

les deuxièmes prototypages, la start-up s'occupe du reste de la production.

## À LA RECHERCHE DE FONDS

« Maintenant, nous recherchons des fonds afin de commercialiser le produit le plus tôt possible », annonce Sylvain Le Bozec. Jusque-là, la start-up fonctionnait en autofinancement, elle a aussi bénéficié de la Bourse French Tech. « J'arrive un peu au bout de ce que je peux faire financièrement », révèle ce dernier. Actuellement six dans l'équipe, l'entreprise souhaiterait pouvoir embaucher. Ils expliquent avoir des objectifs de croissance importants mais qui dépendent de la prochaine levée de fonds. « Si nous réunissons les fonds nécessaires, le produit pourra voir le jour avant la fin de l'année », ajoute-t-il.

Il ambitionne ainsi un chiffre d'affaires de deux millions d'euros trois ans après la sortie du produit. Pour la commercialisation, les deux cofondateurs visent dans un premier temps les réseaux de distributions spécialisés.

## PRÉSENTS AU CES LAS VEGAS

Les deux fondateurs reviennent par ailleurs tout juste du CES Las Vegas, qui s'est déroulé du 9 au



L'équipe de Tiki Smart avec au centre Sylvain Le Bozec et Michel Sirvent cofondateurs de Tiki Smart.

12 janvier dernier. 1 500 start-ups étaient présentes pour l'édition 2024. « Nous avons eu beaucoup de retours positifs là-bas concernant notre produit et nous espérons maintenir les contacts récoltés pour pouvoir avancer », résume Sylvain Le Bozec. La start-up a ainsi pu participer à cet événement grâce à son incubateur, Unitec. Ils ont par ailleurs reçu le prix décerné par le média national USA Today. « Chaque année, ils décernent un trophée aux 50 stands du CES qui les marquent

le plus, ce qui nous a offert une belle visibilité lors du salon. Aussi, lorsqu'on lancera notre projet, ils seront notre support de communication aux États-Unis », précise le cofondateur.

Tiki Smart envisage également de développer d'autres produits pour les enfants, mais aussi pour les personnes âgées ou encore les animaux domestiques. « On espère que d'ici cinq ans, on aura la possibilité de sortir de nouveau produit grâce à notre technologie », annonce Sylvain Le Bozec. ■





# Nouvelle-Aquitaine En bref

## Landes MAÏSADOUR SIGNE UN PARTENARIAT AVEC SIKIG

Maisadour et Sikig, société internationale des kiwis des Gaves, ont annoncé la signature d'un partenariat afin de développer une filière kiwi auprès des adhérents de la coopérative. Rappelons que Sikig a, depuis 2003, créé un partenariat exemplaire avec l'entreprise néo-zélandaise Zespri, leader mondial du kiwi (700 000 tonnes) et s'est imposé comme un acteur majeur du kiwi en France. Sikig proposera aux agriculteurs identifiés par Maisadour un accompagnement sur mesure et apportera son expertise technique et commerciale : projet clé en main, gestion du chantier de plantation, appui pour la culture et le recrutement du personnel intérimaire, soutien économique, mutualisation des équipements nécessaires à la culture, accompagnement logistique et en ressources humaines pendant la haute saison, proposition de logements pour les saisonniers, gestion complète de l'exploitation de l'agriculture. La coopérative Maisadour vise l'implantation de 5 hectares pour 2025.



## Mont-de-Marsan L'HÔPITAL POURSUIT SA TRANSFORMATION

Au titre du Ségur de la santé, le centre hospitalier intercommunal de Mont-de-Marsan et du Pays des Sources a déposé un projet d'investissement de 111,3 millions d'euros. Le projet ambitieux prévoit la réhabilitation des bâtiments de médecine, chirurgie, obstétrique (MCO) du site de Layné, la reconfiguration pour mise aux normes du site de Sainte-Anne actuellement dédié à la psychiatrie, la construction d'un nouvel Ehpad à Sainte-Anne, la restructuration de celui de Lesbazeilles et de l'Argenté ainsi que la transformation du bâtiment du GCS du Marsan (anciennement clinique des Landes) de Saint-Pierre-du-Mont en un établissement de soins de suite et de réadaptation (SSR).



LUCIEN  
GEORGIN

## Virazeil

### 2 MOIS DE RÉPIT POUR LUCIEN GEORGIN

Hasard du calendrier ? La nouvelle audience de Lucien Georgelin au tribunal de commerce d'Agen avait lieu le 23 janvier alors que les agriculteurs manifestaient devant la préfecture voisine. Contrairement à la précédente audience de novembre dernier, le confiturier de Virazeil n'avait pas souhaité de rassemblement public pour le soutenir. Et pourtant, ce sont bien 200 tracteurs et plusieurs centaines d'agriculteurs qui l'ont accueilli sur la place Armand-Fallières à la sortie de cette nouvelle étape judiciaire. Et les juges du tribunal de commerce ont à nouveau accordé un répit de 2 mois, jusqu'au 19 mars, dans la procédure de redressement enclenchée depuis juillet 2023. À ranger du côté des bonnes nouvelles : la réduction de la dette à 40 millions d'euros, une trésorerie positive, un soutien de la grande distribution et de nouveaux marchés gagnés. De quoi envisager la fin de la tutelle consulaire ? Pas encore mais les signaux sont positifs. Et c'est avec les agriculteurs que Lucien Georgelin, fils de paysans lui-même, est allé partager la bonne nouvelle.



## Lot-et-Garonne

### UN NOUVEAU TRIO POUR FRANCE 2030

20 entreprises de Nouvelle-Aquitaine viennent d'être ajoutées par le Gouvernement à la liste des lauréats du plan France 2030.

Parmi elles, un trio se situe en Lot-et-Garonne : le Marmandais Ima Bois, les forestiers de Swiss Krono et l'incontournable agenais UPSA. Le montant du soutien accordé à ces entreprises est de 51 millions d'euros. Jusqu'à présent, 359 projets ont été soutenus en Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 754 millions d'euros.

Pour entrer dans les critères de ce plan national, il est nécessaire de remplir deux conditions : participer à la décarbonation de l'économie et innover sans impacter défavorablement l'environnement. Au total, l'État français a prévu d'investir 54 milliards d'euros dans le dispositif France 2030 au niveau national.

# Vins de Bergerac Le monde selon Grape



**ADRIEN  
IMBERT**  
cofondateur  
de Grape

**STEVEN  
GARCIA**  
cofondateur  
de Grape

**DORDOGNE** • Adrien Imbert et Steven Garcia, deux commerciaux aux têtes pleines d'idées, ont créé Grape. Leur entreprise vise à promouvoir les vins du Bergeracois par de l'événementiel et de l'e-commerce.

Par Marie LEMAITRE

**A**ux manettes de Grape, il y a Steven Garcia, 30 ans et Adrien Imbert, 27 ans. Commerciaux à Paris, ces experts du digital, de la vente et de la finance n'ont jamais oublié leur amour pour leur terroir d'origine : Bergerac. « Quand nous étions étudiants à Bordeaux, c'était un bonheur de tomber sur un vin de chez nous dans un bar tellement c'était rare », plaisante Adrien Imbert.

C'est un peu comme ça que Grape est née, d'un constat : les vins de Dordogne, pourtant de qualité, ne jouissent pas de la notoriété qu'ils méritent. « Avant cela, j'ai été saisonnier à la maison des vins de Bergerac, il y a cinq ans, et j'ai découvert un lieu magnifique, mais inutilisé, avec trop peu d'événements. Alors j'ai été le premier, là-bas, à faire des soirées festives pour faire découvrir des viticulteurs. Ça a super bien marché. »

“ Les vins de Dordogne, pourtant de qualité, ne jouissent pas de la notoriété qu'ils méritent ”



© Loïc Mazalrey - La Vie Économique

## UNE PREMIÈRE RÉUSSIE

Le vignoble des Verdots a accueilli la soirée latino de Grape cet été. Et si touristes et locaux sont avant tout venus pour le thème, le domaine en a profité pour faire découvrir ses vins, en proposant visites et dégustations, puis en installant un bar à vin au fil de la soirée. « On a fait quelques ventes, mais le but c'est avant tout de faire marcher le bouche-à-oreille, que les gens reviennent et soient fidélisés », résume Claire Blais, commerciale au vignoble.

## DES SOIRÉES À THÈMES POUR AMENER UNE NOUVELLE CLIENTÈLE

Le fruit de Grape a germé et les deux fondateurs se sont donné une mission : promouvoir et apporter de la visibilité aux vins de Bergerac, « de manière originale », souligne Adrien Imbert, avec de l'événementiel. En 2023, le duo a organisé quatre soirées à thème – Périgourdine, Latine, Andalouse et Africaine – avec les premiers vignobles partenaires à se lancer dans l'aventure : le domaine du Haut Montlong, le vignoble des Verdots, le château de Tiregand, et le Château Michel de Montaigne. « Avec ces soirées, on veut attirer les touristes, et les locaux pour amener une nouvelle clientèle », note Adrien Imbert.

## DES SOIRÉES À BORDEAUX, PARIS, LONDRES ?...

Pour la jeune entreprise, organiser une soirée à thème est aussi un prétexte pour apporter une vitrine aux viticulteurs partenaires qui peuvent proposer leurs vins et les accorder aux mets proposés lors de la soirée. « Ces soirées ont ramené un public plus jeune, et on a pu montrer aux Bergeracois que le vin de leur terroir est tellement varié qu'il peut s'associer avec de la cuisine du monde entier, que ce vin a sa place partout. » Pour les prochains événements, Adrien Imbert et Steven Garcia espèrent réunir encore plus de viticulteurs. Les deux commerciaux sont déjà en pourparlers avec dix propriétaires... Et pour ces soirées, ils voient grand, et loin. « On essaie d'organiser un événement à Darwin, à Bordeaux, et peut-être un autre à Paris. Mais le vin de Bergerac est aussi destiné à l'exportation, alors pourquoi pas des soirées à Londres, Berlin, et aux États-Unis un jour », ambitionne Adrien Imbert.

## DES « PÉPITES »

Les deux jeunes Bergeracois en sont convaincus, les vins de Dordogne ont de belles perspectives devant eux. « Ici, beaucoup de vignobles sont en train d'être repris, il y a du dynamisme et le vin de Bergerac pourrait prendre une nouvelle ampleur, on a tout à jouer ici à Bergerac, seulement aujourd'hui, l'activité est tirée par les grandes appellations comme le monbazillac, mais on a de très belles choses qu'il reste à promouvoir. » Intarissable sur son terroir, Adrien Imbert évoque notamment l'appellation Rosette, une « pépite » qui doit être connue.

Et pour lui, c'est tout l'enjeu de son entreprise, qui va venir au service des vins et surtout des viticulteurs.

## VENTE EN LIGNE

« L'e-commerce est le futur pour tous les biens de consommation, c'est un virage à ne pas rater pour les vins de Bergerac », relève Adrien Imbert. La vente en ligne est proposée sur le site Internet de Grape depuis décembre 2023. « Ça a été un succès, on a reçu pas mal de commandes avec un panier moyen de 100 à 150 euros. Les gens ont pris plusieurs bouteilles pour tester et le rouge a bien plu », se réjouit Adrien Imbert. Les deux jeunes entrepreneurs en ont profité pour proposer un concours sur la page Instagram, afin de faire connaître leur site et générer davantage de trafic.

“ L'e-commerce est un virage à ne pas rater pour les vins de Bergerac ”

## FÉDÉRER POUR RAYONNER

« On veut permettre aux viticulteurs qui n'ont pas les moyens d'investir dans ce type de site Internet de pouvoir malgré tout vendre en ligne, et aussi de communiquer. » Car la jeunesse d'Adrien et Steven les mène aussi à communiquer sur les réseaux sociaux. « Les petits viticulteurs pourraient ainsi passer par nous aussi pour leur communication, comme une agence de pub », note le cofondateur. Pour les deux fondateurs de Grape une chose est sûre, le vin de Bergerac n'en sortira que plus fort si les viticulteurs travaillent ensemble, et leur entreprise est là pour les y aider. « C'est gagnant-gagnant », sourit Adrien Imbert. ■



# Atelier Duho **Vues** de **haut**



**LOT-ET-GARONNE** · Droniste professionnel, le lot-et-garonnais Cédric Zacchia a survolé tous les plus beaux paysages de l'Hexagone. Travaillant principalement pour le secteur audiovisuel avec sa société l'Atelier Duho, il a réalisé plus de 300 vidéos et 1 500 photos.

Par Mathieu DAL'ZOVO

**L**es nombreux téléspectateurs du film *La Nuée*, tourné en 2019 en grande partie en Lot-et-Garonne et actuellement diffusé avec succès sur la plateforme Netflix, l'ignorent sans doute, mais les premières images du long-métrage ont été réalisées par le droniste professionnel lot-et-garonnais Cédric Zacchia, avec sa société : l'Atelier Duho. S'il travaille occasionnellement pour le cinéma, Cédric Zacchia est surtout connu dans l'univers audiovisuel, de plus en plus friand de belles images aériennes. Une direction voulue par cet ancien chef d'entreprise au moment de créer sa société en 2016 quand le métier de droniste faisait ses premiers pas : « Je suis parti de rien ! Il y avait plusieurs options pour développer l'activité, notamment l'agriculture ou bien les équipes sportives professionnelles, mais l'audiovisuel m'offrait plus de perspectives. L'idée était de réaliser des images de haute qualité pour répondre aux attentes croissantes des chaînes de télévision et boîtes de production nationale », confie Cédric Zacchia.

## ÉCRITURE AÉRIENNE

C'est lors d'un premier contrat avec France Télévisions, qui recherchait un pilote en Lot-et-Garonne dans le cadre d'un reportage pour le journal télévisé, que l'Atelier Duho met un pied, ou plutôt une aile, dans le petit écran. Après un premier contrat concluant, Cédric Zacchia est régulièrement sollicité pour survoler les divers paysages enchanteurs du Sud-Ouest alimentant les reportages des journaux du groupe France Télévisions quand il rencontre le réalisateur de l'émission *Carnet de vol* sur France 3, un précurseur de l'utilisation d'images filmées par drone : « Son écriture était pensée pour les images aériennes, une première en France ! Jusque-là, les réalisateurs pensaient d'abord aux caméras au sol. J'ai pu franchir un cap grâce à lui en participant à ma première émission », souligne Cédric Zacchia tout en ajoutant apprendre encore aujourd'hui, malgré plus des 400 reportages pour le groupe France Télé, à chaque nouvelle expérience.

## GARE AU GOÉLAND

Droniste passionné, Cédric Zacchia travaille aujourd'hui partout en France et pour toutes les chaînes de télévision. Répondant aux différentes demandes ou aux appels d'offres de collectivités, l'Atelier Duho s'est étoffé grâce à l'arrivée de collaborateurs pouvant répondre aux différents besoins. Ainsi, lors de tournages importants, l'équipe se compose d'un pilote professionnel, en règle avec la législation drone, d'un chef d'opération dédié au cadre de la caméra et d'un directeur technique chargé quant à lui du pointage de la caméra afin d'assurer la netteté de l'image : « Nous effectuons un travail de repérage en amont de nos missions pour prendre en compte le décor, le vent, la météo, la lumière... ou bien les goélands en bord de mer qui peuvent attaquer les drones, »



Le château de Bonaguil (47)

© Atelier Duho



**CÉDRIC ZACCHIA**  
créateur de l'Atelier Duho

DANS L'ACTU

EN RÉGION

© Atelier Duho

précise le fondateur de l'Atelier Duho qui garde comme meilleur souvenir un tournage au musée du Bourget réalisé à bord d'un cinébulle (une montgolfière motorisée biplace) ou bien encore la modélisation en 3D, une autre de ses offres, du hameau de la Reine à Versailles ou pour le compte de l'INRAP (Institut national de recherches archéologiques préventives), l'un de ses principaux clients.

### CONCURRENCE SAUVAGE

Ayant connu les premiers drones, Cédric Zacchia peut témoigner de l'évolution rapide de la technologie ! Alors que les premiers vols se faisaient à l'aveugle, avec une caméra GoPro accrochée et surtout sans retour vidéo au sol, pour des durées de vol n'excédant pas les 5 minutes, il est désormais possible de pouvoir intervenir directement sur la caméra en temps réel pour soigner le cadre.

## “ Le drone propose aussi de belles prises de vues en intérieur ”

L'essor de l'utilisation des drones s'accompagne toutefois d'une contrepartie beaucoup plus sombre pour les professionnels comme l'Atelier Duho, celle d'une concurrence sauvage en dehors d'une réglementation pourtant très stricte dans le domaine aérien. En effet, en plus des assurances et brevets de pilotages obligatoires, tout vol de drone doit être signalé aux zones aéroportuaires, préfectures, mairies, zones militaires...

### DES PROJETS ARTISTIQUES

Après un parcours semé d'embûches, le responsable de l'Atelier Duho ne regrette pas son choix en se remémorant quelques tournages marquants tels que les barrages sur la Loire, l'aéroport de Toulouse-Blagnac ou bien encore l'opéra de Bordeaux où il fut le premier à y faire entrer un drone : « On pense souvent aux images en extérieur, mais le drone propose de belles prises de vues en intérieur ». En ce début d'année, le droniste prépare un beau projet, en partenariat avec France 3 Nouvelle-Aquitaine et le jeune pianiste agenais Marco Poingt. Il s'agit en effet de filmer ce jeune prodige en pleine composition musicale, accompagné de son piano qu'il porte sur son dos, dans un décor prestigieux du Sud-Ouest comme le canal des Deux-Mers, un sommet pyrénéen... ■



# Club Henry XV

# L'esprit rugby

**BÉARN** • Le club affaires Henry XV de la Section paloise a fêté son quart de siècle en présence de sommités du monde de l'ovalie et de pas moins de 150 personnes, pour la plupart chefs d'entreprise. Preuve, s'il en faut, du poids de cette entité par ailleurs 4<sup>e</sup> actionnaire du club de rugby palois.

Par Eustelle  
LOUSTALET-TURON

**C**e mercredi 31 janvier, vers 19 heures, le parking du centre d'embouteillages de la Cave de Gan affichait complet : les invités à l'anniversaire des 25 ans du club affaires Henry XV de la Section paloise n'avaient visiblement aucune envie de passer à côté de cet événement. La table ronde réunissant Max Guazzini, ancien président emblématique du Stade français, Yann Roubert, Jean-François Fontenau et Bernard Pontneau, respectivement présidents du Lyon OU, du SU Agen et de la Section paloise, avait en effet de quoi attirer n'importe quel amateur d'ovalie. Pour autant, la star de la soirée était bel et bien ce club d'entreprises qui, depuis sa création par un groupe de chefs d'entreprise passionnés de rugby et premiers supporters des Verts et Blancs, est indissociable du club palois.

## ACTIONNAIRE HISTORIQUE

Fort de ses 120 membres, dirigeants de grosses PME comme de plus modestes TPE, le club Henry XV est un moteur essentiel à la bonne marche du club, actionnaire

historique siégeant au conseil d'administration. « Le club s'est formé lorsque le rugby est passé pro, avec l'idée d'accompagner financièrement la Section et d'augmenter son capital », resitue Alexandre Roussille, son président depuis près de 10 ans. « Au fur et à mesure, il a fédéré de plus en plus de chefs d'entreprise et a traversé les tempêtes jusqu'à aujourd'hui. » Si l'appui financier est d'importance pour l'économie de la Section paloise, le club Henry XV ne se réduit pas à ce seul objet : il se veut aussi un lieu privilégié de rencontres et de business.

## FÉDÉRER LES CHEFS D'ENTREPRISE

« Nous l'avons fait évoluer en club entreprises », se satisfait ainsi son président. Le club Henry XV veut « donner les moyens à ses membres de développer des contacts professionnels, de faire des affaires dans le respect des valeurs qu'il partage avec l'esprit rugby ». Si les jours de match sont de fait immanquables, le club Henry XV cherche à fédérer ses membres autour d'une dizaine d'événements annuels pour notamment les fidéliser. « Il nous faut faire en sorte que les résultats sportifs n'influent pas sur leur motivation », avoue Alexandre Roussille, qui parle en connaissance de cause, ayant vécu la descente en deuxième division en 2006 avant la remontée en Top 14 en 2015. « Malgré tout, on s'est rendu compte à ce moment-là que ça ne bougeait pas. C'est plutôt rassurant ».

## UNE ÉCONOMIE DU RUGBY

Une fidélité à toute épreuve dont Bernard Pontneau s'est fait l'écho, sur scène : « Il est vrai que tout devient plus simple quand on gagne ! », a ainsi reconnu le



**ALEXANDRE ROUSSILLE**  
président du club Henry XV

© Cyril Garrabos - La Vie Économique

“ Le club Henry XV est un moteur essentiel à la bonne marche du club, actionnaire historique siégeant au conseil d'administration ”

président de la Section paloise, en référence aux difficultés budgétaires possiblement rencontrées. Ce dernier s'est ainsi laissé aller à plusieurs réflexions autour du thème choisi de la soirée : « Le nouveau rôle des présidents de club de rugby ». Tour à tour, les dirigeants de club ainsi que Max Guazzini ont saisi le micro pour évoquer notamment « l'économie du rugby », leur place à la tête d'un club « cette entreprise qui peut peser 30 millions d'euros » ou encore la complexité de manager des équipes de plusieurs centaines de personnes... Pour autant, malgré la nécessité de se positionner et d'opérer des ajustements « dans un contexte qui devient un marché » selon Bernard Pontneau, tous se sont accordés sur le premier moteur de leur engagement : leur passion commune pour un sport définitivement fédérateur. ■



**BERNARD PONTNEAU**  
président de la Section paloise

© Cyril Garrabos - La Vie Économique

# Microfluidique Ce monde invisible aux possibilités infinies

**LA VEILLE TECHNO** · Décrypter, proposer une vision prospective et une application concrète pour mieux comprendre les enjeux pour nous, pour la société et la planète... Cette semaine, plongée vers l'invisible.

Par Alexandre Bertin, responsable Innovation et Prospective chez Unitec

Quel point commun entre un arbre, le système sanguin du corps humain et la micropuce d'un laboratoire biologique ? La microfluidique ! À la fois science de l'écoulement des fluides et technologie des systèmes les manipulant à l'échelle micrométrique (1/1 000<sup>e</sup> de mm), la microfluidique est promise à un avenir radieux. Les applications sont nombreuses et les avancées pour notre société et notre santé prodigieuses. Éléments d'explications et mise en perspective pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

## DES PRINCIPES PHYSIQUES REMIS EN CAUSE ?

Qu'il s'agisse de la sève qui monte des racines pour atteindre les feuilles de la canopée, ou des échanges gazeux et de nutriments dans le système sanguin, tous répondent à des principes qui défient les lois de la physique. La gravité, principe essentiel à la vie sur Terre, devient caduque dès lors que l'on s'intéresse à la circulation des fluides à l'échelle micrométrique. Les effets de la tension superficielle, de la viscosité et des forces capillaires dépassent ceux de la gravité. À cette échelle, les flux s'écoulent sans turbulence, en couche parallèle, propriété indispensable quand il s'agit d'étudier les réactions chimiques et biologiques.

## UN MARCHÉ EN PLEINE EXPLOSION

En 2023, la taille du marché de la microfluidique a été estimée à environ 28,38 milliards de dollars et pourrait atteindre 56,57 milliards d'ici 2028. Une croissance attribuée à l'augmentation de la demande pour les diagnostics au point de service (le diagnostic rapide de maladies), à l'adoption croissante de la technologie microfluidique dans les applications médicales et de recherche, et aux innovations technologiques continues. L'explosion de maladies comme les cancers (29 millions de nouveaux cas en 2040) participe également à la forte croissance du marché. Source : Mordor Intelligence



ALEXANDRE  
BERTIN

©Louis Piquemil - Echos Judiciaires Girondins





## UNITEC

Principale structure d'accompagnement des start-up de la région bordelaise, Unitec a contribué à la création de 672 start-ups sur le territoire. Forte d'une équipe de 8 start-ups managers, Unitec accompagne trois filières (numérique, sciences de la vie et sciences de l'ingénieur) de l'idée à la création de l'entreprise (incubateur), dans sa structuration et son développement (pépinière), dans sa croissance stratégique (développement).

En 2023, Unitec a accompagné 153 start-ups et affiche un taux de pérennité des entreprises suivies de 86 % à 5 ans.

[www.unitec.fr](http://www.unitec.fr)

Car contrairement aux systèmes fluidiques macroscopiques, la microfluidique présente des avantages indéniables : précision et contrôle des flux, possibilité de mener les essais et études sur des dispositifs de la taille d'une tête d'épingle ! Cette miniaturisation a un atout : celui de la portabilité. Grâce à ces technologies, il sera bientôt possible de réaliser des analyses et des diagnostics directement là où se trouvent les populations.

## VERS UNE OPTIMISATION DES COÛTS

Et c'est en cela que la microfluidique est une technologie d'avenir. Sa précision permet de réduire la quantité d'échantillons (sanguins, plasmiques, etc.) et de réactifs, diminuant de fait les coûts économiques et écologiques des analyses, tout en accélérant le travail de diagnostic. Demain, il sera possible d'obtenir les résultats d'une analyse de sang à partir d'une seule goutte prélevée, et ce en quelques minutes.

Autre avantage : la possibilité de mener en parallèle plusieurs études à partir de très petites quantités d'échantillons. Chaque gouttelette devient ainsi un laboratoire : toutes sortes d'analyses y sont réalisables simultanément.

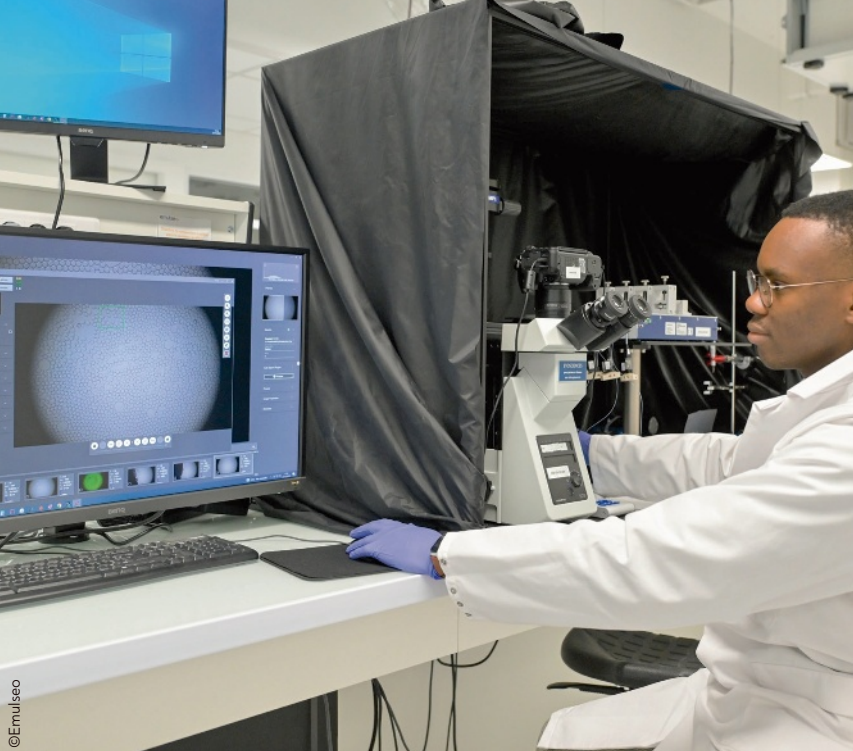
## UNE TECHNOLOGIE AU SERVICE D'UNE SCIENCE PROMETTEUSE

La microfluidique a besoin de supports capables de reproduire les phénomènes naturels liés à la mécanique des fluides, à l'échelle microscopique. Ce sont les puces microfluidiques, protéiformes selon les finalités.

Les plus accessibles : les dispositifs de microfluidique basée sur du papier. Un échantillon (une goutte suffit) est prélevé, stocké sur un papier buvard et introduit dans une « puce microfluidique ». Terminés les stocks de prélèvements et les piqûres à répétition. Quel potentiel extraordinaire d'innovation dans les pays où entreposer et transporter des échantillons s'avèrent compliqués comme sur les zones de conflit !

Autre dispositif : les laboratoires sur puce. Véritable prouesse technologique, ces micro laboratoires reproduisent sur un substrat miniaturisé, une ou plusieurs fonctions habituellement réservées aux laboratoires. Chaque « microlaboratoire » est organisé en canaux de quelques dizaines de micromètres de diamètre (plus fin qu'un cheveu !) dans lesquels circulent des fluides. Cette technologie passe au crible des échantillons biologiques contenant des molécules pour les détecter, les identifier et les isoler, dans le cas de pathologies.

Et dans cette logique... La prouesse technique qui promet de révolutionner la médecine de demain : les organes sur puce. Il est déjà possible de recréer, in vitro, le fonctionnement d'un cœur, d'un poumon, d'un rein



©Emulseo

ou de la moelle osseuse sur une puce microfluidique de la taille d'une carte de visite. L'avantage ? Intégrer le mouvement des substances de manière réaliste, opération impossible dans les milieux de culture cellulaire hermétiques comme les boîtes de Petri (boîte cylindrique transparente peu profonde, en verre ou en plastique, munie d'un couvercle. Facilement manipulable, empilable et peu coûteuse, elle est utilisée en microbiologie).

### UNE GOUTTE COMME TUBE À ESSAI

Parmi les dispositifs existants, celui de la microfluidique en gouttes offre de belles perspectives. Cette branche consiste en la manipulation de petites gouttes - entre 50 et 100 micromètres de diamètre - créées à partir d'une émulsion de deux liquides non miscibles (ex. huile/eau). Si l'analyse biologique a besoin de puits d'environ 200 microlitres chacun, grâce à ce dispositif, chaque goutte générée devient un micropuits de 0,00002 microlitre, soit un volume d'échantillon 1 million de fois plus petit. Chaque goutte sert de tube à essai : il est possible d'isoler des éléments biologiques de façon unique (ADN, cellule, bactéries, etc.) ; des gouttes pouvant être générées et analysées à raison de plusieurs milliers à la seconde, et manipulées avec une très grande précision.

### QUELS SONT LES SECTEURS CONCERNÉS ?

La santé : le diagnostic médical rapide et précoce, la recherche en cancérologie, le criblage de médicaments... et la personnalisation des traitements : chaque goutte contenant des cellules peut recevoir un traitement différent ; ou encore l'industrie cosmétique à l'image de Capsum qui crée des produits uniques basés sur la microfluidique ; l'environnement : analyse des polluants par exemple. Et tant d'autres encore à imaginer. ■

## 3 QUESTIONS À

**Florine MAES**, CEO de la société Emulseo et **Sophie BOURZEIX**, présidente de Hekat. Ces start-ups, accompagnées par Unitec, illustrent le transfert de technologies : d'une expertise scientifique sont nées une application et une entreprise

### Qu'apporte votre solution / innovation à notre société du quotidien ?

**F.M.** : Emulseo accompagne les utilisateurs et développeurs de la technologie microfluidique, et leurs applications en développement, tout en participant à l'industrialisation et à la montée en échelle de leur besoin. Ces technologies, en croissance et prometteuses ont un impératif : disposer de formulations et de produits d'analyse adaptés et performants. Emulseo fournit des produits clés comme le tensioactif (i. e. une substance qui modifie la tension superficielle des gouttes et permet manipulation et analyse).

**S.B.** : Hekat développe un instrument microfluidique et optique qui compte et trie à grande vitesse des nano objets biologiques, pour répondre à des problématiques cruciales de l'industrie de la santé.

### Pourquoi avoir choisi de travailler ensemble ?

**F.M.** : Travailler avec Hekat qui développe une plateforme extrêmement performante en optimisant une formulation tensioactive était tout naturel. Et voir se développer des start-ups en microfluidique dans notre région est la preuve que l'écosystème est moteur dans l'innovation du secteur de la santé.

**S. B.** : Emulseo est un spécialiste mondialement reconnu qui fabrique le meilleur tensioactif pour notre application : travailler ensemble était évident ! Les critères de choix de nos sous-traitants stratégiques sont primordiaux : la proximité géographique, comme la synergie fructueuse pour le territoire en font partie.

### Quelles perspectives

#### presentez-vous pour ce marché ?

**F. M.** : Au-delà de la santé, la microfluidique investit les champs de la cosmétique et de l'agroalimentaire. Emulseo ambitionne d'être leader en formulations pour cette technologie, en développant un panel de formulations, de produits de qualité et performants, et en préparant la montée en échelle de leur production.

**S. B.** : Pour Hekat, 3 marchés distincts : l'instrumentation pour la recherche académique et/ou privée sur les nano objets (virus, exosomes) ; celui des vecteurs viraux évalué à 2 milliards de dollars par an, dont 50 % pour le contrôle et la purification ; enfin, le diagnostic lié aux exosomes : un marché gigantesque et naissant (3 milliards de dollars par an à partir de 2028 dont 50% pour l'instrumentation.)

# PAROLE À L'AVOCAT

LA TRIBUNE DU BARREAU  
DE BORDEAUX

CONNIE  
KNEPPER

# Associer ses salariés aux performances de l'entreprise

**CYCLE DU DROIT DES AFFAIRES (3/4)** · Impliquer, fidéliser, créer une cohésion dans l'entreprise : les raisons de recourir aux dispositifs d'actionnariat salarié sont nombreuses. Ils permettent à une entreprise d'associer ses salariés à son capital. Quels sont les outils juridiques d'association d'un salarié ? Quelles contraintes y sont associées ? Éléments de réponse.

Par Conny KNEPPER,  
avocat associé au Barreau de Bordeaux et  
du Luxembourg, CMC AVOCATS

**P**lus que jamais, il apparaît que le challenge des entreprises françaises, peu importe leur taille, réside dans la recherche et l'embauche de nouveaux talents, ainsi que la pérennisation de ses équipes. En effet, il semble clair que la nouvelle génération a mis l'accent non seulement sur une recherche de contrepartie financière, mais également sur une quête de sens au travail et de richesse extra-économique que peut lui procurer une entreprise.

Néanmoins, une entreprise est aussi là pour générer des bénéfices et permettre à ses salariés de gagner correctement leur vie. Les start-up l'ont compris, les investisseurs aussi : l'association des salariés au capital de l'entreprise peut être gagnant-gagnant, à condition de

bien choisir le mécanisme d'intégration et de l'encadrer dans le temps.

L'enjeu est crucial. Il s'agit pour un salarié d'être récompensé de ses efforts au service du développement de l'entreprise et pour un dirigeant de fidéliser ses forces clés, sans toutefois mettre en péril son développement par l'intégration d'une nouvelle catégorie d'actionnariat salarié.

## I - LES OUTILS JURIDIQUES D'ASSOCIATION D'UN SALARIÉ

Il existe en droit français plusieurs moyens pour associer ses salariés. En effet, on peut distinguer les voies « classiques » de l'association que sont la cession de titres à des salariés ou l'augmentation de capital afin de créer



de nouvelles actions cédées aux salariés, des mécanismes moins connus et plus spécifiquement dédiés à l'association des salariés.

**Une entreprise peut ainsi émettre différents « bons »** permettant à ses salariés d'acquérir, s'ils le souhaitent, des actions à des conditions en principe plus avantageuses que celles du marché :

**1. Les stock-options**, qui permettent d'accorder une option d'achat ou de souscription d'actions à ses salariés, que ces derniers pourront lever selon les conditions définies par l'entreprise émettrice dans le plan de stock-options. Ce mécanisme est réservé aux seuls salariés ou mandataires sociaux de l'entreprise. Le régime fiscal de ce mécanisme a connu de profondes modifications depuis 2012. Les stock-options sont exonérées de l'impôt sur le revenu à certaines conditions, notamment de détention minimum de 5 ans, mais sont cependant soumises aux prélèvements sociaux. Ce sont souvent les grandes entreprises établies (Apple, Google...) qui offrent des stock-options à leurs salariés, même si les entreprises non cotées peuvent aussi en émettre.

**2. Les bons de souscription d'actions (BSA)** qui ont le même objectif que les stock-options, mais qui visent un public plus large que les seuls salariés puisqu'ils peuvent également être proposés à des tiers de la société et bénéficient d'une plus grande souplesse dans leur

mise en œuvre. Notamment, ils sont adaptables aux différentes contraintes que les investisseurs souhaitent imposer à des managers via des « management package » (ensemble des outils d'intéressement ou participation au capital offerts aux cadres ou dirigeants) ou des « ManCo » (sociétés holdings dans lesquelles sont logées les participations de cadres ou dirigeants).

**3. Les bons de souscription des parts de créateurs d'entreprise (BSPCE)** qui permettent également l'attribution gratuite de bons conférant le droit de souscrire à des actions à un prix fixe, et ce pendant une période donnée. Il s'agit toutefois d'un régime particulier et qui n'est réservé qu'à certaines entreprises. Ainsi, l'entreprise émettrice doit être créée depuis moins de 15 ans et son capital détenu directement ou indirectement pour au

## « L'émission des BSPCE est un instrument financier intéressant en forte croissance »

moins 25 % par des personnes physiques. Elle doit, en outre, être soumise à l'impôt sur les sociétés et ne pas avoir été créée dans le cadre d'une opération de concentration, restructuration, extension ou reprise d'activité. À la différence des deux mécanismes précédents, les BSPCE bénéficient d'un régime fiscal particulier consacré à l'article 163 bis G du C.G.I., ce qui peut le rendre d'autant plus attractif pour les salariés concernés. L'émission des BSPCE est un instrument financier intéressant en forte croissance. Aussi, les entreprises peuvent notamment les utiliser en faisant des pools de catégories de salariés distinguant les conditions d'exercice (par exemple, couplant celles des managers à la performance du Taux de Rentabilité Interne).

**4. Les attributions gratuites d'actions (AGA)** qui permettent à certaines catégories de salariés (jusqu'à 10 % du capital social) ou à tous les salariés (jusqu'à 30 % du capital social) de se voir attribuer des actions gratuitement à une valeur prédéterminée. Dans le cadre de ce mécanisme, le salarié devra respecter deux périodes distinctes : une

### L'INSTITUT DU DROIT DES AFFAIRES DU BARREAU DE BORDEAUX

L'IDABB regroupe une centaine d'avocats inscrits au Barreau de Bordeaux, experts en droit des affaires et procédures commerciales. Il s'est donné pour mission de proposer aux entrepreneurs un accompagnement global afin que le droit soit l'outil qui permette le développement, l'optimisation et la protection de leurs projets et de la valeur de leurs actifs. Il propose des consultations gratuites, organise des interventions auprès des entreprises et assure la diffusion de l'information fiscale et juridique.

# “ Pour mettre en place l'un de ces outils, l'entreprise devra être structurée sous forme de SA, SAS ou de SCA ”

première période dite d'acquisition durant laquelle le salarié s'engage à rester dans l'entreprise, mais n'est pas encore propriétaire des actions. Puis, après l'acquisition, une seconde période dite de conservation minimale pendant laquelle le salarié s'engage à conserver ses actions. Le cumul des périodes d'acquisition et de conservation ne peut pas être inférieur à 2 ans. Ce mécanisme permet aussi bien de fidéliser le salarié en l'intéressant au capital, que de garantir le chef d'entreprise du maintien de ses équipes dans la structure du fait de la période de blocage. De plus, ce régime bénéficie également d'un régime fiscal favorable, et notamment l'exonération des cotisations de sécurité sociale (salariale et patronale), à condition de respecter les conditions de mise en œuvre.

Le choix parmi l'un de ces mécanismes doit s'opérer après une étude juridique et fiscale approfondie, tant de la situation de l'entreprise et de son actionariat déjà en place, que des objectifs recherchés pour l'entreprise comme pour les bénéficiaires.

## II - LES CONTRAINTES GÉNÉRALES DE CES MÉCANISMES

Dans le cas où une société voudrait mettre en place un de ces outils pour intéresser ses salariés au capital, celle-ci devra être structurée sous forme de SA, SAS ou de SCA. À défaut, il faut avant tout qu'elle procède à un changement de sa forme sociale. Attention toutefois, cela peut entraîner des conséquences fiscales et sociales autres et notamment changer le régime social du dirigeant associé majoritaire, qui en SARL est celui des travailleurs non-salariés, contrairement à la SAS où le régime des assimilés salariés s'applique.

Il convient en outre de vérifier que l'entreprise désireuse d'utiliser un de ces moyens juridiques particulier d'association des salariés, remplit les autres critères imposés par la loi à cet effet. Par exemple, elle ne peut attribuer des actions gratuites ou des BSPCE à des salariés, qui, par ailleurs, sont déjà des associés de la société.

Par ailleurs, l'ensemble de ces outils d'association des salariés est aujourd'hui confronté à un risque de requalification fiscale et sociale en traitements et salaires et ce suite à un revirement de la jurisprudence du Conseil d'État.

Par trois arrêts de principe du 13 juillet 2021<sup>1</sup>, le Conseil d'État a estimé que les gains issus des cessions de l'exercice des BSA étaient en réalité un revenu non pas de cession de valeur mobilière, mais un revenu lié à l'activité de leur propriétaire, soit de dirigeant ou de salarié. Il a par conséquent imposé ces gains dans la catégorie des traitements et

des salaires. Cette position a été également celle adoptée par la Cour de cassation en matière de cotisations sociales et ce afin d'assujettir les plus-values de cession aux cotisations sociales.<sup>2</sup>

Ce risque de requalification est d'autant plus avéré lorsqu'il s'agit des outils non soumis à un régime fiscal particulier, et qu'ils dépendent des régimes généraux, ce qui est notamment le cas des BSA.

Par conséquent, un soin particulier devra être apporté à la rédaction des clauses contractuelles de mise en œuvre de ces régimes afin notamment d'éviter l'existence d'un lien trop étroit entre l'investissement au capital et l'activité du salarié, ce qui constituerait une preuve supplémentaire pour l'administration fiscale de considérer les gains issus de la participation au capital comme un complément de salaire.

## III - LA NÉCESSITÉ D'UN ENCADREMENT CONTRACTUEL DE L'ASSOCIATION DES SALARIÉS

Que ce soit dans le cadre d'une ManCo ou d'un pacte d'actionnaires, il convient d'encadrer l'association des salariés et dirigeants d'entreprise par des clauses contractuelles.

Ainsi, il faut prévoir avec précision les éventuelles étapes d'investissement, les contraintes d'exercice des options de souscription des actions ou encore le calendrier d'exercice de ces options (vesting). Les investissements sont souvent conditionnés à la présence du salarié dans l'entreprise.

En parallèle, les pactes d'associés doivent aussi encadrer les différentes hypothèses de départ de l'entreprise des associés salariés, que ce soit volontairement ou non (clause de good ou bad leaver). Souvent, il est alors prévu qu'ils doivent céder leurs actions et, en fonction de leur cas de sortie, une décote de valorisation est appliquée.

Parmi les autres clauses à prévoir, il est notamment opportun pour l'associé majoritaire de prévoir une clause d'entraînement qui permet d'obliger les associés salariés à céder leurs titres en cas de cession globale d'entreprise (clause de drag along) et ce, dans un but très clair d'éviter qu'une minorité de blocage puisse faire échec à des nouvelles levées de fonds ou à une cession globale de la société. ■

<sup>1</sup> 428 506, n° 435452 et n° 437498

<sup>2</sup> Arrêt Cour de Cassation 2e civ, 4 avril 2019 n° 17-24.470, reprise par la CA de Paris pôle 6ech 13, 11 juin 2021 n° 18/12 159

Retrouvez la quatrième et dernière chronique de l'Institut du droit des affaires du Barreau de Bordeaux dans notre magazine, le 23 février.

# Entreprises étrangères un moteur pour l'emploi ?

**ENTREPRISES** • Quelque 17 500 entreprises installées en France sont contrôlées par des investisseurs étrangers. Plus de deux millions de personnes y travaillent, soit 13 % de la main-d'œuvre employée dans les secteurs marchands, en 2021.

Par Aïcha BAGHDAD et B. L.

**L**es 17 500 entreprises sous contrôle étranger implantées sur le territoire français ont généré l'emploi de 2,2 millions de personnes (salariés, non-salariés et intérimaires) en 2021, d'après une étude de l'Insee publiée fin 2023. En comparaison, les multinationales françaises emploient à l'étranger 6,9 millions de personnes, via les 51 000 filiales qu'elles y contrôlent.

Les sociétés américaines sont les principales pourvoyeuses étrangères d'emplois en France, avec un total de 481 400 emplois. Suivent les entreprises allemandes et suisses, également bien implantées dans l'Hexagone, employant, respectivement, 346 700 et 264 000 personnes, devant un groupe de trois autres pays, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Belgique, qui comptent chacun plus de 100 000 emplois en France, selon les données publiées. La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne a eu un impact sur la répartition des emplois sous contrôle étranger dans l'Hexagone. Désormais, plus de la moitié (51 %) de ces emplois dépend de pays hors UE. Sur les 109 pays présents sur





## UN POIDS ÉCONOMIQUE SIGNIFICATIF

Les entreprises à capitaux étrangers implantées dans l'Hexagone ont réalisé, en 2021, 20,3 % du chiffre d'affaires total en France, soit 841 milliards d'euros (dont 318 milliards dans l'industrie et 351 dans le commerce).



le sol français, 15 concentrent 95 % des emplois sous contrôle étranger.

Au total, ces entités étrangères occupent 13 % des effectifs des secteurs marchands non agricoles et non financiers, alors qu'elles représentent moins de 1 % de l'ensemble des entreprises.

## DANS LES GROUPES DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

L'emploi sous contrôle étranger est essentiellement concentré dans les ETI et grandes entreprises : elles représentent, respectivement, 44 % et 40 % des effectifs totaux des entreprises étrangères implantées en France.

Côté secteurs, celui industriel accueille près d'un tiers des postes proposés par ces multinationales étrangères (32 %), dont la quasi-totalité dans l'industrie manufacturière. La répartition de ces emplois industriels diffère fortement en fonction du pays d'origine. Les entreprises japonaises, italiennes, suédoises et allemandes dominent avec environ 40 % de leurs postes dans ce secteur, tandis que les firmes américaines y emploient 31 % de leurs effectifs.

Le commerce regroupe, quant à lui, plus d'un emploi sur quatre (26 %) dépendant de l'étranger en France, contre 16 % pour les multinationales françaises et 23 % pour les autres entreprises françaises. Suivent, les services aux entreprises (administratifs et de soutien) avec

## “ L'industrie accueille près d'un tiers des postes proposés par les multinationales étrangères ”

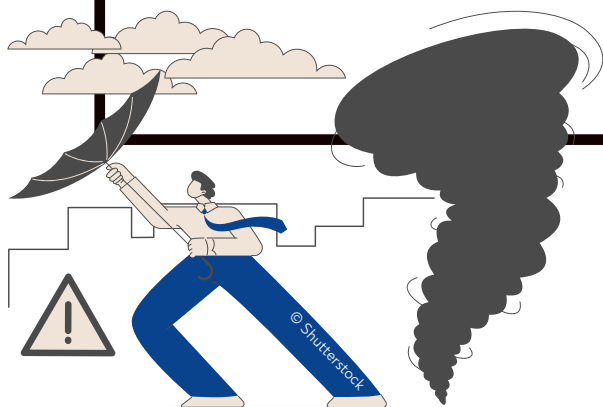
une proportion de 20 % des effectifs. L'intérim y occupe une place prépondérante (16 %), les trois principales agences présentes en France étant étrangères (Adecco, Manpower et Randstad), précise l'Insee. À l'inverse, seuls 2 % des emplois des firmes sous contrôle étranger s'exercent dans le secteur de la construction.

En termes de salaires, ces postes engendrent des dépenses plus conséquentes pour les entreprises étrangères que pour leurs homologues françaises. « À 63 300 euros sur l'année, les coûts salariaux moyens par tête en France sont plus élevés dans ces entreprises que dans les multinationales sous contrôle français (58 300 euros) », précise l'étude, en particulier dans le commerce. Cet écart pouvant s'expliquer par des facteurs structurels, notamment la présence plus importante des groupes étrangers dans le commerce de gros, davantage rémunérateur. ■

# Assurances les nouveaux risques

**ENTREPRISES** • Les PME sont exposées à des menaces multiples et variées. C'est ce qu'ont mis en avant les experts réunis pour la table ronde organisée par l'AJPME, association de journalistes PME, le 13 décembre dernier « PME : quels (nouveaux) risques et quelle assurance aujourd'hui ? ».

Par Charlotte DE SAINTIGNON



« **L'**assurance est un sujet clé pour la protection et la survie de l'entreprise », assure Mathieu Montassier, directeur de Verlingue Connect, courtier en assurances spécialisé dans la protection des entreprises et PME. Objectif : que le chef d'entreprise, qui a « des montagnes et des montagnes de sujets à traiter », soit « le plus serein possible », l'assurance pouvant parfois faire partie « des sujets qui l'empêchent de dormir », indique-t-il.

Jean-Noël Gainé, qui a fondé en 2020 CréaWatt Group, une entreprise d'une centaine de salariés basée à Montargis (Loiret) qui conceptualise et fabrique des panneaux solaires innovants, fait partie de ces dirigeants

qui ont dû souffrir d'insomnies à cause de ces questions d'assurance. Pendant trois ans, il a couru après. Heureusement, après en avoir contacté vingt-sept, l'une d'entre elles lui a répondu positivement. En décembre dernier, le chef d'entreprise a signé avec Generali. Outre le fait que ce soit « le rôle des institutionnels d'accompagner la transition énergétique », revendique Régis Lemarchand, membre du ComEx en charge du marché des entreprises chez Generali, « techniquement le projet de l'entreprise est extrêmement bien monté et économiquement viable. C'est un gage de sérieux qui permet de se projeter positivement ». Jusqu'alors, elle avait sept contrats différents pour assurer une partie de l'assemblage, poussant ses investigations hors de France : « On travaillait avec des compagnies étrangères ». Malgré cela « nous avons des « trous dans la raquette » dans certaines couvertures d'assurance ».

## ACTIVITÉS EN MAL D'ASSURANCES

En cause, un manque de recul des assureurs sur les métiers innovants et l'absence de code APE pour le métier d'installateur de panneaux photovoltaïques. De

fait, « Comment demander à un assureur d'assurer un métier qui n'a pas de code APE, ni d'antériorité », s'interroge le chef d'entreprise ? Et ce malgré les six ETN (Étude de technique nouvelle) qu'elle avait passées, cette certification délivrée aux sociétés qui commercialisent des équipements d'intégration photovoltaïque sur toitures. « On nous demandait des choses qui n'étaient même pas réalisables par des laboratoires de recherche », signale le chef d'entreprise. Le problème de l'innovation est qu'ils demandaient « le plus du plus » pour « avoir des marges de sécurité ». Un préjudice qui a causé à l'entreprise un manque à gagner de 48 millions d'euros sur l'exercice 2023, qu'elle a dû décaler sur 2024. « Pour réussir à survivre, on commercialisait à l'étranger », explique ce dirigeant qui a néanmoins réalisé 20 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023.

À l'image de CréaWatt Group, certaines PME, selon leur secteur d'activité, leur degré d'innovation ou leur emplacement, peinent à se faire assurer. « Sur une activité innovante, les petites industries ne trouvent pas d'assureur », expose Bernard Cohen-Hadad, président de la CPME Paris IDF et courtier en assurances, fondateur de BCH assurances. « Il y a des activités ciblées qui ont des difficultés, voire une impossibilité de s'assurer », renchérit Mathieu Montassier. Et de citer, entre autres, les activités du bois, de la scierie, du traitement de déchets, du recyclage, du transport de voyageurs ou de marchandises ou de la location longue durée. Pour le courtier en assurances, il y a sur ces secteurs « un désengagement » des assurances qui peuvent, quand elles acceptent finalement d'assurer l'activité, appliquer « de fortes majorations ». Pourtant, « une entreprise peut difficilement travailler sans assurances. C'est une exposition trop forte », explique Régis Lemarchand. Ce que confirme Jean-Noël Gaine, qui travaille notamment avec l'État (l'entreprise équipe toutes les bases militaires françaises) et de gros industriels comme des GMS ou L'Oréal. « Nous devons être en mesure de couvrir les pertes d'exploitation, en cas de sinistre. »

## ÉMEUTES, CLIMAT ET NUMÉRIQUE

Autre problème, la perte d'assurance et « le risque de ne plus être assurable », explique Bernard Cohen-Hadad. « Il y a des petites entreprises qui ne trouvent pas d'assurance, car elles ont été victimes de manière trop régulière de sinistres. » Ou quand elles trouvent un assureur, « la prime explose », affirme-t-il, prenant l'exemple

d'une entreprise ayant eu quatre fois sa vitrine brisée, l'assureur ne veut plus l'assurer car « le risque n'est plus rentable pour lui ». Les

émeutes du printemps 2023, qui ont représenté au global 700 millions d'euros d'indemnisation, interrogent ainsi les assureurs : « Est-ce que les émeutes vont se reproduire tous les ans ? Est-ce que c'est un phénomène structurel que l'on doit intégrer dans les statistiques pour mieux comprendre et tarifer le risque ? », questionne Régis Lemarchand. Indiquant que les assureurs s'assurent pour un temps limité et sur une zone limitée, il explique que dans le cas des émeutes, ils se sont retrouvés « sur un temps long et dans tous les centres urbains de France ». Ils n'avaient auparavant « jamais fait face à une telle sinistralité en France en termes d'émeutes, grèves, attentats ».

Le risque « climat » pose lui aussi question. « Sur les tempêtes, on sait qu'il va y avoir une intensification avec le scénario de dégradation du climat. Ciaran, qui a eu lieu dans l'Ouest de la France à l'automne dernier, est le premier épisode d'une série qui va ne faire que s'accroître », commente-t-il. Le coût pour le marché français ? Deux milliards de sinistres. Néanmoins, les tarifs des assurances n'augmentent pas d'autant. « Si les assureurs avaient dû répercuter le coût des remboursements qu'ils ont payés aux sinistrés, les primes auraient doublé ou quadruplé », explique Bernard Cohen-Hadad qui ajoute que les assurances font néanmoins face à une difficulté de taille : « lorsque l'on a six mois de grèves des retraites, avec des mouvements sociaux, des dégradations de vitrines et des incendies d'établissements, la sinistralité dépasse le rapport de la prime ».

Autre nouveau risque clé, le risque cyber, qui monte en force à l'approche des JO 2024. L'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) annonce « une vraie hausse ». « Cela va être un défi sur le plan de la sécurité numérique avec un nombre d'attaques qui va être relativement fort et des PME qui vont être ciblées », explique Bernard Cohen-Hadad. Pour lui, le risque vient principalement d'une erreur humaine de la part d'un fournisseur, d'un collaborateur ou d'un client. Il avertit que l'« on ne peut pas penser l'entreprise sans penser sa dimension numérique et son rapport avec les salariés dans le cadre du numérique », mettant en avant les statistiques de l'ANSSI : « une entreprise victime d'un risque cyber ferme dans les trois mois ». Or, « peu de PME sont assurées ». Pour prévenir ces cyberattaques, la clé reste la prévention. « La protection numérique dans les PME n'est pas un sujet d'assurance, c'est un sujet de prévention », avertit Régis Lemarchand. « La prévention fait ainsi l'objet d'une vigilance accrue pour réduire les risques », abonde Mathieu Montassier. D'autant que le risque est souvent sous-estimé par les chefs d'entreprise. « Seulement 48 % des dirigeants de TPE-PME expriment des craintes relatives à la sécurité des données de leur entreprise », selon les derniers chiffres de France Num, indique Bernard Cohen-Hadad. ■

« Une entreprise peut difficilement travailler sans assurances »

# Mobilisation pour l'entrepreneuriat féminin

**ENTREPRISES** - Environnement critique, tendance à sous-dimensionner ses projets... Les causes de la faiblesse de l'entrepreneuriat féminin sont multiples. Sous la houlette d'Initiative France, plusieurs réseaux mobilisés sur ce sujet se réunissent pour apporter des réponses pertinentes.

Par Anne DAUBRÉE

**M**obilisation générale autour de la cause de l'entrepreneuriat féminin. Le 19 décembre 2023, à Paris, lors d'une conférence de presse intitulée « Libérer tout le potentiel entrepreneurial des femmes », Initiative France, réseau de financement et de soutien à l'entrepreneuriat, officialisait ses ambitions en la matière. Ce, en présence de plusieurs entrepreneuses et acteurs engagés pour cette cause et dont la diversité illustre déjà la complexité du sujet : Action'elles, réseau d'entrepreneuses, Femmes des territoires, association qui accompagne des porteuses de projet, Force Femmes, dédié à l'emploi et à l'entrepreneuriat des femmes de plus de 45 ans, et enfin, Les Premières, un réseau d'incubateur (1 300 entrepreneuses chaque

année depuis 20 ans). Si Initiative France a choisi de se mobiliser de manière aussi importante, c'est parce que le pourcentage de projets féminins soutenus par l'association peine à décoller : 43 % du total des projets en 2023, 40 % en 2018, et 41 % les trois années suivantes.

Pourtant, l'association a déjà commencé à déployer plusieurs dispositifs en faveur de l'entrepreneuriat féminin. Dans plusieurs régions, en Île-de-France, Bourgogne, Nouvelle-Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes, les plateformes locales ont organisé des concours d'entrepreneuriat au féminin. « Plusieurs centaines de femmes se présentent, et l'écho est important au niveau régional. Des exemples d'entrepreneuses dont l'entreprise est bluffante sont mis en lumière », précise Guillaume Pepy, président d'Initiative France. Au total, 24 lauréates sont distinguées chaque année et

60 000 euros de dotations financières versés. Autre dispositif déjà initié par l'association qui entend le déployer plus largement dans les années à venir : le programme « Vis ma vie » permet à des porteuses de projet de passer quelques jours en immersion avec une entrepreneuse. « L'effet est un peu magique », commente Guillaume Pepy, évoquant la confiance en soi que retirent les participantes de l'expérience.

## « LE PROBLÈME COMMENCE À SE POSER LORSQUE LA FEMME DEVIENT MÈRE »

Au-delà du nombre limité de projets féminins soutenus par l'association, un sondage réalisé par celle-ci auprès des entrepreneuses qu'elle suit témoigne des difficultés qu'elles rencontrent : elles sont 71 % à déclarer avoir fait face à des clichés et des préjugés en tant que femme. Dans le même sens, 65 % d'entre elles ont eu du mal à faire reconnaître leur légitimité et 27 % à accéder à des financements. Cette perception négative est particulièrement forte chez les entrepreneuses de moins de 35 ans : 35 % considèrent qu'il est plus facile d'entreprendre quand on est un homme, contre 21 % des plus de 45 ans.



## PROFIL MODESTE DES CHEFFES DE PETITES ENTREPRISES

Les femmes, qui représentent 49 % de la population active, ne sont que 12 % à diriger une PME ou une ETI et 6 % une entreprise de plus de 1 000 salariés, selon une étude de Bpifrance Le Lab (2022). Ces cheffes d'entreprises de plus de 10 salariés ont en moyenne 50 ans. Plus souvent célibataires ou divorcées que les hommes, elles ont en général moins d'enfants. Leur rémunération (salaires, dividendes, avantages en nature, etc.) apparaît comme nettement plus faible que celle des dirigeants, quels que soient la taille de l'entreprise, le secteur d'activité et le taux de détention du capital.

En fait, le constat des difficultés de l'entrepreneuriat féminin ne fait pas vraiment débat. En revanche, la question du diagnostic, cruciale pour réaliser un choix pertinent des actions à mener s'avère complexe. Lors de la conférence, représentantes des réseaux spécialisés et entrepreneuses ont témoigné de réalités très diverses et qui ne s'excluent pas les unes des autres.

## « Je m'étais mise des freins toute seule »

« Comme chercheuse, je rencontrais les mêmes difficultés que dans l'entrepreneuriat. Cela reflète simplement les blocages de la société », estime par exemple Marie Cambot. Après une carrière de chercheuse, elle a fondé Innovhem, solution de prédiction de l'aggravation de l'état des malades de drépanocytose (Val-de-Marne). Le ressenti d'Aïcha Blili, fondatrice de Dress lab, une marque de prêt-à-porter, (sa deuxième entreprise), est différent. « Pour moi, le problème commence à se poser lorsque la femme devient mère », juge la jeune femme qui a obtenu le prêt pour sa société au moment où elle accouchait. « J'ai dû faire face aux préjugés. Même mes parents, qui sont pourtant entrepreneurs, pensaient qu'il fallait que je sois d'abord mère (...). Mais travailler me donne de l'énergie », témoigne-t-elle.

## DES PROJETS SOUS-DIMENSIONNÉS ET DES REVENUS AUSSI

Plus pernicieux encore, les blocages à l'entrepreneuriat féminin pourraient bien provenir des intéressées elles-mêmes. Ainsi, Marjolaine Pierrat-Feraille, présidente de Les Premières, constate que les entrepreneuses ont tendance à

sous-estimer leurs projets. « C'est chronique. Dans les business plans, les prix sont inférieurs à ce qu'ils devraient être. C'est logique, puisque les femmes sont sous-payées. Mais une femme qui ne se rémunère pas bien se met en danger, et elle met aussi son projet en danger », regrette-t-elle. Johanny Grandclaude, cofondatrice, avec son mari, de l'agence Senior compagnie, spécialisée dans l'aide à domicile pour personnes âgées et dépendantes, à Metz, ne peut que se reconnaître dans cette description. Il lui a fallu tout l'encouragement de ses proches pour qu'elle se lance enfin dans l'aventure entrepreneuriale. « Je m'étais mise des freins toute seule. Mais autour de moi, on m'a dit « pourquoi est-ce que tu ne le fais pas ? » », témoigne-t-elle. Deux ans après le lancement de la société, le succès est au rendez-vous. Le regard de l'entrepreneuse a évolué. « Je suis fière et à l'aise de défendre mon prix, car je sais ce qu'il recouvre, mais c'est quelque chose que j'ai dû apprendre », explique-t-elle, sans oublier de souligner, à plusieurs reprises, les diverses aides et accompagnements dont elle a bénéficié...

Au-delà des difficultés, il existe une autre dimension spécifique à l'entrepreneuriat féminin, souligne l'étude d'Initiative France : les projets des femmes soutenues par l'association comptent une dimension sociétale ou environnementale plus importante que les hommes au moment de la structuration de leur société (56 % contre 52 %). Et elles affirment des convictions plus fortes, qu'il s'agisse d'écologie, d'impact social ou de partage de la valeur et du pouvoir (90 % contre 83 % pour ce dernier critère). Combien comptent ces convictions ? Combien pèse la sous-estimation chronique de leurs projets évoquée par Marjolaine Pierrat-Feraille ? Quoi qu'il en soit, ces entrepreneuses sont très nettement plus nombreuses que les hommes à se déclarer insatisfaites de leur niveau de rémunération (63 % contre 56 %). ■



# Sites culturels Fréquentation en hausse

**ÉCONOMIE** · Succès de l'exposition « Manet/Degas », du Louvre, du Mont-saint-Michel et aussi de la toute nouvelle Cité internationale de la langue française de Villers-Cotterêts... La fréquentation des sites culturels a augmenté en 2023.

Par Anne DAUBRÉE



tutions culturelles ont vu leur fréquentation progresser. Parmi elles, le château de Versailles qui a attiré 8,1 millions de visiteurs (+26 %), les musées d'Orsay et de l'Orangeie (5,1 millions) ou le quai Branly (1,4 million, +40 %). Et les quatorze sites gérés par Paris Musées, parmi lesquels le Petit Palais ou le Musée d'art moderne de la ville de Paris, ont accueilli un total de 5,3 millions de visiteurs.

plus qu'en 2022. Bonne nouvelle, la répartition de ces visites s'est (un peu) diluée. Dix-huit monuments ont reçu plus de 100 000 visiteurs en 2023, contre seize l'année précédente. Pour autant, le palmarès des édifices les plus fréquentés ne change pas. L'Arc de triomphe a attiré 1,75 million de visiteurs (+7 % par rapport à 2022). Suit l'abbaye du Mont-Saint-Michel qui a connu une croissance record l'an passé

## “ Dix-huit monuments ont reçu plus de 100 000 visiteurs en 2023 ”

Au sein de toutes ces institutions, les expositions temporaires confirment leur pouvoir d'attraction. Par exemple, au musée d'Orsay, celle consacrée à « Manet/Degas » a attiré à elle seule près de 670 000 visiteurs. Mieux encore, sur les 180 000 visiteurs de l'année du petit Musée de Montmartre, 110 000 sont venus pour l'exposition « Surréalisme au féminin ? ».

Mais la croissance de la fréquentation des musées n'est pas réservée à la Capitale. Par exemple, la fréquentation du Louvre-Lens a dépassé son niveau pré-covid de 4,2 % pour atteindre 555 607 entrées. Et à Lyon, le musée des Confluences a enregistré 670 000 entrées, en hausse de 2,3 % par rapport à 2022. Le niveau reste similaire à celui de 2019. À Marseille, la fréquentation du Mucem, Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, a légèrement augmenté : elle a atteint 1,3 million de visiteurs, soit 50 000 de plus qu'en 2022.

### L'INTÉRÊT POUR LE PATRIMOINE NE S'USE PAS

Au-delà des musées, la centaine de monuments historiques gérés par le Centre des monuments nationaux est elle aussi concernée par l'accroissement du flux des visiteurs : au total, ils étaient 11 millions en 2023, soit 15 % de

(+23 %), pour atteindre 1,53 million de visiteurs. Derrière, la Sainte-Chapelle et le Panthéon ont tous les deux enregistré une augmentation de 13 % de leur public : ils atteignent respectivement 1,36 million et 980 000 visiteurs. Le château et les remparts de la cité de Carcassonne, eux, ont séduit 594 990 visiteurs (+23 %).

Et pour les monuments aussi, les événements drainent une fréquentation supplémentaire. Ainsi, la croissance record de visiteurs au Mont-Saint-Michel est concomitante à l'anniversaire des mille ans de son église abbatiale qui a donné lieu à une exposition, « La Demeure de l'Archange ». Et à Paris, la réouverture, après des années de travaux, du site historique de la Bibliothèque nationale de France, rue de Richelieu, a attiré les foules : 1,4 million de personnes s'y sont rendues depuis septembre 2022. Autre exemple, celui de la Cité internationale de la langue française, à Villers-Cotterêts, dans l'Aisne. Inaugurée par Emmanuel Macron, le 30 octobre 2023, elle a accueilli 30 000 visiteurs en deux mois. ■

**L**es touristes ont fait leur retour, et avec eux, les visites des monuments et des musées ont repris dans toute la France. Dans la catégorie des musées, le Louvre conserve sa position dominante. En 2023, il a accueilli 8,9 millions de visiteurs, soit 14 % de plus que l'année précédente. Mais bien d'autres insti-

# Sortir en Gironde En bref

## Bordeaux CONCOURS D’AFFICHE « GAVÉ BIEN »

C’est la graphiste bordelaise Klervi Aubailly qui a remporté le premier prix avec son affiche de la Foire de Bordeaux. La gagnante et sa déclinaison spéciale Salon de l’Agriculture porteront la nouvelle campagne de communication de la prochaine Foire de Bordeaux qui aura lieu du 18 au 26 mai. Cette affiche ultravitaminée annonce la couleur d’une édition qui accueillera Londres et Manchester pour une expo immersive dédiée au street art : « Festival Colors by Fever ». L’auteure, Klervi Aubailly, qui a suivi les Beaux-Arts de Bordeaux, commentait : « Cette création s’inspire du dynamisme et de la créativité du street art thématique de l’édition 2024 mettant en avant un message positif et rassembleur (...) ». En plus d’une dotation de 5 000 euros, l’artiste verra son affiche déployée dans toute la métropole et en Nouvelle-Aquitaine. Sur les 200 projets reçus, 10 ont été sélectionnés et finalement 3 affiches ont été présentées au jury final.



L’affiche gagnante de l’édition 2024



ÉLODIE BIRABEAU



## Gironde STAGES YOGA D’UNE JOURNÉE

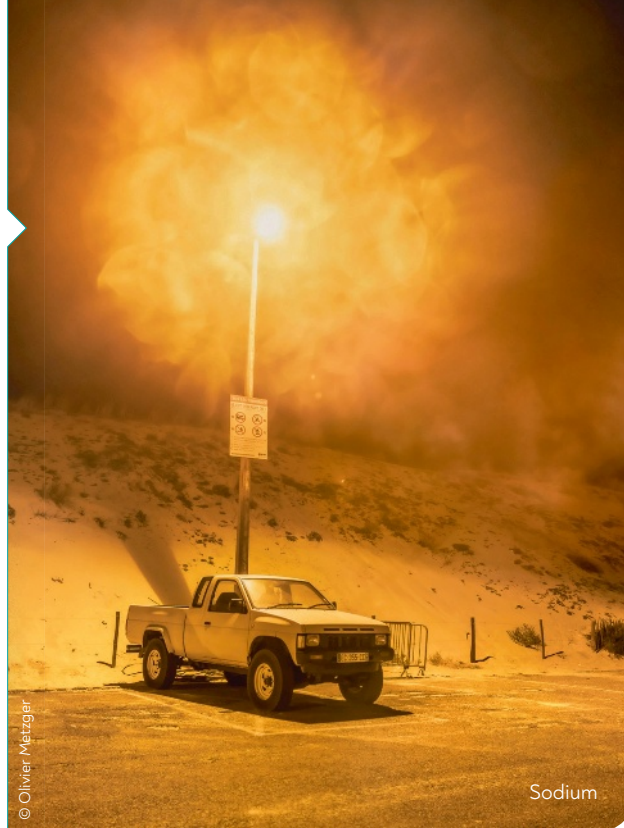
Ancienne commerciale dans le vin, Élodie Birabeau s’est reconvertie en professeure certifiée de yoga en 2022. Lors d’une retraite spirituelle à Hossegor, elle a « une révélation » et lance alors Ida Yoga Expériences. Le principe : des stages d’une journée en week-end, de 9 heures 30 à 18 heures dans des lieux d’exception : châteaux, yourtes, maisons de bien-être. Le déroulé de la journée mêle temps d’écoute/discussion, pratique du yoga, différents ateliers bien-être, repas réalisés par un traiteur. Les ateliers sont animés par des intervenants experts dans leur domaine tels que des sophrologues, réflexologues, ou des ateliers créatifs pour favoriser la synergie de groupe. Élodie Birabeau aspire à ce que son concept devienne régulier, avec un stage proposé chaque week-end. Les prochains rendez-vous et thématiques sont à découvrir sur le site <https://idaexperiences.fr>



## Bordeaux PHOTOGRAPHIES EN CLAIR-OBSCUR

Ses photographies singulières, à l'atmosphère cinématographique, avaient séduit de nombreux journaux et le portraitiste Olivier Metzger s'était fait un nom dans la presse. Ancien infirmier en psychiatrie, il s'était pourtant formé tout seul et n'avait pas tardé à s'imposer, reconnu notamment par David Lynch en 2012 pour sa série *Smile forever*. En 2022, il avait exposé une série personnelle et très cinématographique à Hossegor, sous le titre *Sodium*, produit d'une résidence initiée par l'écrivain et journaliste Erwan Desplanches et Constance de Buor (galerie Troisième Session). Il poursuivait ce travail sur l'espace périurbain et la nuit, notamment à Lyon et à Bordeaux, dans le cadre d'une commande publique de la BNF. Un travail stoppé brutalement par sa mort accidentelle en Arles fin 2022 qui avait provoqué un grand émoi. La galerie Arrêt sur l'image reprend sa série *Sodium – Landes de nuit*. Fasciné par la lumière de la nuit, du crépuscule, il bravait les dunes, pinèdes et bourgades, captant paysages naturels ou artificiels, guidé par le halo orange des lampadaires. Une série de clichés en clair-obscur fascinants à découvrir.

**Sodium – Landes de nuit, du 17 février au 23 mars à la galerie Arrêt sur l'image.**



© Olivier Metzger

Sodium

## Saint-Loubès CUVÉE 88-89 ÉCO-CONÇUE !

La Maison A. de Luze annonce le lancement de la cuvée 88-89, un AOP Bordeaux éco-conçu. Cette gamme incarne son engagement envers la préservation environnementale en repensant chaque étape de production pour minimiser son impact. Proposée en édition limitée, la cuvée 88-89 sera présentée lors du prochain salon Wine Paris / Vinexpo du 12 au 14 février. Son nom évoque les premiers pas entrepreneuriaux d'Alfred de Luze au 88-89 quai des Chartrons il y a 200 ans. Issu d'une parcelle dans l'Entre-deux-Mers, ce vin rouge AOP Bordeaux développe des notes de fruits mûrs. Partenaires locaux, agriculture biologique, recyclabilité totale et vinification parcellaire, 88-89 aspire à être une cuvée la plus décarbonée possible. Un soin particulier a été apporté au packaging, à la logistique et au transport pour assurer un impact écologique minimum (suppression des capsules de surbouchage, colle végétale sur les étiquettes, bouteilles légères issues de la consigne, etc.). Les étiquettes en papier recyclé, des 6 000 bouteilles de cette édition limitée, ont été imaginées par l'artiste bordelaise Alice Bottigliero.

<https://www.maison-adeluze.fr>

© Milena Delorme



**COUP DE  
CŒUR** de PHILIPPE

Duclot.  
**Le négociant  
bordelais  
joue carte  
sur table !**





© Carte sur table

Cette semaine, notre chroniqueur Philippe Maurange vous fait découvrir l'opération Carte sur table.

Qui n'a pas, un jour, été désagréablement surpris par le prix des grands vins à la carte des restaurants ! Il est vrai que certains établissements ne se gênent pas pour pratiquer des coefficients multiplicateurs indécents... Et de trouver une bonne bouteille, d'une grande étiquette, d'un millésime de légende reste une quête impossible pour l'amateur voulant se faire plaisir sans être obligé de casser son plan d'épargne logement.

De Paris à Bordeaux, le négociant Duclot (famille J.F Moueix), acteur majeur de la distribution des grands vins auprès de la

restauration, opère chaque année pour éduquer les prescripteurs à la sagesse des prix et pour remettre aussi des Bordeaux sur les tables. Avec « Carte sur Table », Duclot, depuis maintenant douze ans, permet à 32 restaurants, dont six à Bordeaux et deux à Biarritz de consommer des vins iconiques au prix du caviste.

Envie de boire une bouteille du blanc de Cos d'Estournel 2021 à 60 euros au nouvel hôtel Le Mondrian cours du Médoc ? Dans un deux-étoiles Michelin, Les Sources de Caudalie, dégustez un magnifique Château Potensac 2009 en magnum à 120 euros ? Ou encore savourez au Frenchie de l'Hôtel Régina à Biarritz le suprême Château d'Yquem 2014 à 420 euros la bouteille, c'est ce que propose cette ambitieuse

opération de séduction consacrée à 12 grands Bordeaux, allant des millésimes 2021 (blancs secs) à des rouges 2004. ■

Toutes les adresses et la sélection des vins sur : <https://www.cartesurtable.com>



© Louis Piquemil - Echos Judiciaires Girondins

Par Philippe MAURANGE,  
Directeur de l'agence  
OZCO BORDEAUX



# Daaaaaali !

L'ÂME D'UN ARTISTE FOUUUU

**P**harmacienne reconvertie dans le journalisme, Judith Rochant rencontre Salvador Dalí à plusieurs reprises pour un documentaire. Sa personnalité déteint sur le projet qui peine à aboutir. Mais peut-être tout cela n'est-il qu'un rêve ? Comment retracer la vie du peintre espagnol fantasque sans sombrer dans un académisme qui ne rendrait pas justice à son excentricité ? Tout simplement en ne la racontant pas ! Quentin Dupieux s'attache avant tout à faire ressentir l'impossibilité d'un tel portrait.

« Mon premier film s'appelait *Nonfilm, Daaaaaali !* c'est un non-biopic. On suit une journaliste qui veut l'interviewer puis faire un film sur lui mais à chaque tentative de le faire parler, il s'échappe et le film avec. C'est une boucle infinie, un jeu de piste qui file le vertige. Il est partout et nulle part. J'ai très vite senti qu'il ne fallait pas faire un film sur Dalí mais avec Dalí. Raconter Dalí à l'école de peinture, expliquer ses ambiguïtés, le filmer au travail, ça ne m'intéresse pas. J'aime presque plus le génie





de la communication que l'artiste. J'aime la manière dont il a constamment cherché à échapper à son image en jouant avec elle. Il n'aurait jamais voulu qu'on le mette dans une boîte. Il fallait s'aventurer pas loin de la folie. »

L'immense artiste résiste au cinéaste qui tente de nous faire pénétrer dans son esprit créatif en invitant cinq acteurs (six, en comptant la micro-apparition d'un inconnu) pour lui redonner vie : Gilles Lellouche, Pio Marmaï, les particulièrement hilarants Édouard Baer et Jonathan Cohen (ces deux derniers parfaits de mimétisme) et Didier Flamand en double très affaibli en fauteuil roulant. Chacun joue en symbiose, avec juste des nuances per-

sonnelles, leur présence alternant à l'écran en défiant toute logique chronologique ou spatiale.

« Ça faisait partie de mon envie de casser le biopic car tout le monde attend la performance et de voir comment untel va jouer untel. Ça peut être bluffant parfois, mais dix minutes, pas plus. En mélangeant les Dalí et en proposant à plusieurs comédiens de le jouer, ça reste ludique. On ne peut pas se lasser, on est toujours surpris. J'ai laissé chaque interprète s'emparer de son phrasé en français si particulier et j'ai cherché quelque chose d'harmonieux. Pour tout le monde, c'est deux moustaches en l'air, des grands yeux et un accent. Il a réussi à s'inventer comme un déguisement. Je voulais que le film montre ça aussi. Tout le monde est Dalí et personne ne l'est. J'avais imaginé un film très compliqué avec plus de Dalí mais certains acteurs ont lâché le projet car ils ont senti qu'ils n'avaient rien à apporter à Dalí. Ne sont restés que ceux qui, quelque part, s'étaient connectés à Dalí. C'est la première fois, je crois, qu'Édouard Baer compose un personnage. Ce roi de

**l'improvisation a pris le costume en cherchant à être au plus proche du texte. Tous ont compris l'exigence du personnage, comment sa folie, sa créativité, sa mélancolie se mélangent. »**

Quentin Dupieux ne cesse de jouer avec la notion du temps qui passe pour désarçonner le spectateur. Anaïs Demoustier est le cœur émotionnel du film, presque le vrai double de Dalí dans son rapport au rêve qui transcende la réalité. L'apprentie journaliste qu'elle joue s'autorise un pas de côté sur son avenir tracé d'avance en changeant de profession. À travers son parcours, le récit invite à résister au déterminisme (quitte à faire des erreurs) et à vivre ses rêves, littéralement, comme celui, interminable mais désopilant, raconté par un prêtre.

**« Anaïs, c'est devenu comme ma petite sœur. De films en films, on s'est apprivoisé et on n'a plus de barrière. Diriger des comédiens, c'est toujours sur le fil. Il faut s'adapter à eux, trouver la manière de leur parler. Anaïs a compris ma manière de travailler. J'aime ce qu'elle propose, son sérieux, son sens de l'humour. C'est une comédienne qui ne se regarde pas jouer. Elle a une façon d'être dans la scène, jamais au-dessus. On la suit et elle nous permet d'avancer dans le film, même quand on ne sait plus dans quel sens il va. »**

En mettant en scène l'esprit fracturé de « son » Dalí, Quentin Dupieux nous invite à plonger dans le sien qui ne serait pas plus aisé à appréhender mais en nous faisant rire. Ir-ré-sis-tible et surréaaaaaliste !

**« Attention, le mot surréaliste, c'est comme l'adjectif absurde, cela ne veut plus rien dire ! Ce sont devenus des mots passe-partout qui désignent tout et n'importe quoi. Le surréalisme, c'était un courant de pensée, on ne peut pas revendiquer ce mot d'une autre époque qui ne veut plus rien dire. Moi, ce qui me gêne, c'est de mettre un mot sur des scènes dites « surréalistes ». Ça rend le procédé prétentieux. Je parle de Dalí et de Buñuel que je respecte et que j'admire beaucoup, mais je n'ai pas envie de m'approprier leur langage non plus. On fait avec les codes d'aujourd'hui, des comédiens actuels, un truc marrant qui s'adresse aux gens d'aujourd'hui. Ce n'est pas trop un regard vers le passé, j'ai l'impression. » ■**

**En salle depuis le 7 février**

Un film de Quentin Dupieux

Avec Anaïs Demoustier,  
Gilles Lellouche, Édouard Baer

**Comédie dramatique, Comédie, Drame**



## La Bête ... dans la jungle virtuelle

2044. Gabrielle participe à une expérience scientifique supposée éliminer toute émotion en faisant revivre aux patients leurs vies antérieures afin de purifier leur ADN. Elle partage plusieurs vies avec l'énigmatique Louis qui la fascine et qui est tout autant séduit par elle, mais une menace insidieuse pèse sur leur(s) avenir(s)... Bertrand Bonello transpose sur trois époques *La Bête dans la jungle* de Henry James mais au pressentiment terrible du roman s'ajoute une crainte viscérale des technologies modernes, le cinéma dans la première partie, les réseaux sociaux puis l'intelligence artificielle ensuite. Léa Seydoux et George MacKay (qui a remplacé Gaspard Ulliel à qui le film est dédié) habitent des personnages tragiques avec intensité, dans un romantisme à l'ancienne, opprimé par les conventions sociales en 1910, dans un rapport toxique de harcèlement en 2014. La variété de périodes permet au réalisateur de mêler avec créativité le mélodrame, la science-fiction et le thriller à la David Lynch. Malgré des moments forts d'émotion et d'effroi, dans un Paris inondé ou lors d'une intrusion dans une maison luxueuse, l'approche expérimentale instaure une distance parfois rebutante.



## Race for Glory Audi contre Lancia

1983. L'écurie italienne Lancia peine à se hisser au niveau de l'allemande Audi qui domine le championnat de rallye. Déterminé à battre son homologue Roland Gumpert et le pilote Hannu Mikkola, le directeur sportif Cesare Fiorio recrute Walter Röhrl pour prendre le volant d'un nouveau modèle même si ce dernier n'est pas vraiment intéressé par la victoire... Le projet est né de la rencontre entre Riccardo Scamarcio et le leader fanfaron dont il interprète le rôle et qui l'a fasciné par sa façon d'évoquer ce combat entre David et Goliath, son équipe au budget réduit affrontant une entreprise richissime à la technologie avancée. La vérité historique est modifiée à des fins dramatiques pour adopter son point de vue. Cela n'empêche pas une authenticité dans les courses mises en scène avec réalisme jusque dans leur dangerosité, avec voitures d'époque et cascades à l'ancienne. Comme pour de vrais rallyes, elles sont filmées sur des routes rugueuses et non des circuits nets de Formule 1. Daniel Brühl joue son grand rival mais Volker Bruch intrigue le plus en pilote récalcitrant... et apiculteur amateur, capable de s'arrêter durant une compétition pour admirer le travail d'un confrère grec !

# Cinéma En bref

**NICOLAS CAGE** reprendra son rôle du trafiquant d'armes Yuri Orlov dans *Lords of War*, toujours écrit et réalisé par Andrew Niccol. Le pluriel souligne sa découverte qu'il a un fils (Bill Skarsgård) au moment où ce dernier constitue une armée de mercenaires pour combattre les conflits au Moyen-Orient ! Tournage prévu entre le Maroc, la Libye, l'Égypte et le Sénégal.

**CALEB LANDRY JONES** (*DogMan* de Luc Besson) et **HARRY MELLING** (le méchant cousin de Harry Potter) seront bientôt réunis dans *Harvest* (la moisson, en français) d'Athina Rachel Tsangari, produit par Ken Loach. Dans un village médiéval en Angleterre, trois nouveaux venus seront traités comme des boucs émissaires en pleine crise économique.

**HALLE BERRY** et **ANGELINA JOLIE** vont produire une comédie d'espionnage dont elles seront aussi les vedettes. *Maude contre Maude* est présenté comme un croisement entre *Mr & Mrs Smith* (où jouait la deuxième, avec Brad Pitt) et *Mission: Impossible*.

## TOUJOURS EN SALLES : LE DERNIER DES JUIFS

Bellisha, 27 ans, vit avec sa mère dans un quartier populaire d'Île-de-France. Lorsque leur boucher casher ferme, ils réalisent qu'ils sont les derniers juifs de leur cité. Alors qu'elle tombe gravement malade, il doit affronter l'idée saugrenue de devenir adulte... Le point le plus sympathique de ce premier long-métrage du scénariste de *Dheepan* est le côté Grand Duduche dégingandé de cet adolescent attardé à la drôle de mollesse. Il n'a pas d'amis, a vaguement une copine et n'est pas taillé pour le monde du travail. Toutes les mauvaises nouvelles glissent sur ce gentil menteur compulsif cherchant à protéger sa maman aimante ancrée dans ses traditions. En adoptant le ton de la comédie

lunaire, Noé Debré invite en douceur à réfléchir au sort d'une communauté qui ne se sent pas très bien en ce moment. Il trouve en Michael Zindel l'acteur idéal pour jouer cette apathie écrasante, qui s'impose sur le rythme du film au bout d'un moment. Malgré ses réparties piquantes, Agnès Jaoui a un côté tragique en recluse tentée par l'envie d'aller ailleurs sans savoir où ni comment y aller. Un éloge tendre de la flânerie et de la procrastination...

## SIXIÈME ÉTOILE POUR LUCIEN JEAN-BAPTISTE

L'auteur de la comédie à succès *La Première Étoile*, sorti en 2019, s'apprête à tourner son sixième long-métrage en tant que réalisateur. Il sera aussi l'acteur principal d'*Et maintenant*, aux côtés de Zabou Breitman, Gérard Darmon et Isabelle Nanty. Brutalement licencié à 58 ans, Alain décide de monter sa propre société pour se prouver et prouver au monde qu'il n'est pas devenu inutile. Embarquant dans son improbable projet Véronique, son ancienne collègue bloquée depuis des années dans la dépression, et Jean-Pierre Savarin, un animateur de jeu télévisé sur le retour, il s'attaque au secteur qu'il pense être le plus porteur : la garde d'enfants.

## BILAL HASSANI SUR GRAND ÉCRAN

Bilal Hassani, candidat français du Concours Eurovision de la chanson en 2019, fera ses débuts au cinéma dans *Nino dans la nuit* de Laurent Micheli, d'après un roman de Simon et Capucine Johannin. Suite à une soirée qui tourne mal, Nino Paradis, vingt ans, s'enfuit et tente de rejoindre la Légion étrangère mais ce sera un échec. Il retrouvera la fille qu'il aime et ses deux compagnons de galère. De sales petits boulots mal payés en soirées faites de drogues, il intègre un monde qui semble ne lui laisser aucune place, mais à quel prix ? Le jeune acteur belge Oscar Högström tiendra le premier rôle, aux côtés de Mara Taquin, partenaire de Fabrice Luchini dans *La Petite*.

## UNE FÉE ET UNE SORCIÈRE EN GRÈCE

Cynthia Erivo, remarquée en fée bleue dans le *Pinocchio* de Robert Zemeckis (celui où Tom Hanks était Gepetto) et nommée aux Oscars pour le biopic *Harriet*, tiendra le premier rôle de *Drift* (À la dérive) d'Anthony Chen (*Ilo Ilo*), elle jouera une femme fuyant son Liberia natal, déchiré par la guerre pour se réfugier sur une île grecque. Elle offre des massages aux touristes en échange de quelques euros pour se nourrir et se rapprochera d'un guide touristique. Honor Swinton Byrne, la fille de Tilda Swinton, et la française Suzy Bemba (*Pauvres créatures*) seront les témoins de son périple dramatique et sentimental. On la verra bientôt dans une préquelle du *Magicien d'Oz*, *Wicked* de Jon Chu, où elle sera la Méchante Sorcière de l'Ouest... ■

Selon l'arrêté du 14 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048680411>), le tarif des annonces judiciaires et légales est fixé à 0.183 euro HT le caractère pour le département de la Gironde.

Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les annonces mentionnées ci-dessous font l'objet en 2024 d'une tarification forfaitaire, selon les modalités suivantes :

- Le tarif des constitutions de sociétés est établi suivant la forme de la société, comme mentionné dans l'article 2 alinéa 2 ;
- Le tarif des annonces relatives à l'acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales est de 149 € HT ; le tarif lié à la clôture de la liquidation des sociétés commerciales est de 108 € HT ;
- Les tarifs des annonces légales relatives aux procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce sont mentionnés dans l'article 2 alinéas 5 et 6 ;
- Les tarifs des annonces relatives aux modifications de société sont mentionnées dans l'article 2 alinéa 8 ;
- Les tarifs des annonces relatives au changement de nom patronymique est de 56 € HT ;

Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 4 janvier 1955 susvisée et régie par le décret du 28 décembre 2012 susvisé (<https://actulegales.fr/>).

## VENTES AUX ENCHÈRES

**ELIGE**  
Avocats à la Cour  
70, rue de l'Abbé de l'Épée  
33000 - BORDEAUX - TEL 05 56 00 82 33

### VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

A l'audience du juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX, 30 Rue des Frères Bonie 33000 BORDEAUX

## UN STUDIO

TALENCE «Résidence de la Verrerie» 52 rue Jean Jaurès

**MISE A PRIX : 50.000 €**

**LE 21 MARS 2024 A 15 H 00**

#### DESIGNATION

UN STUDIO SITUÉ A TALENCE «Résidence de la Verrerie» 52 rue Jean Jaurès

Les biens et droits immobiliers dans un ensemble immobilier dénommée « Résidence de la Verrerie » cadastré dite ville section AR 709 et le lot n°66 : au 3<sup>ème</sup> étage un studio, composé d'une entrée, salle d'eau, une pièce de vie et un coin cuisine, le tout d'une superficie de 25,9 m<sup>2</sup> et les 125/1000<sup>èmes</sup>

Le logement était inoccupé mais encombré d'objets abandonnés et déchets en tout genre lors de l'établissement du procès-verbal descriptif du 21 juillet 2023.

Le cahier des conditions de la vente peut être consulté au Greffe du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX et au Cabinet d'Avocat poursuivant la vente.

(Renseignements téléphoniques tous les jours de 14 h 30 à 15 h 00)

Visites : le 5 mars 2024 de 09 h à 11 h et le 6 mars 2024 de 14 h 30 à 16 h 30.

L24EJ05237

## 24H/24H

PUBLICATION DE VOTRE  
ANNONCE LÉGALE EN LIGNE VIA  
NOTRE PLATEFORME WEB :

[annoncelegale.echos-judiciaires.com](https://annoncelegale.echos-judiciaires.com)



**ABR & ASSOCIES**  
(REDLINK NOUVELLE AQUITAINE)  
SELARL d'Avocats  
4 Quai Hubert Prom - 33300 BORDEAUX  
TEL : 05.35.54.98.12

Référence Greffe : 23/00097

### VENTE AUX ENCHERES

au TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX  
AU PALAIS DE JUSTICE 30 RUE DES FRERES BONIE

## UNE MAISON A USAGE D'HABITATION

79 avenue Conrad Gaussons  
33520 BRUGES

**MISE A PRIX 200.000 €**

**ADJUDICATION LE 28 MARS 2024 À 15 HEURES**

Le cahier des conditions de vente peut être consulté auprès du greffe du juge de l'exécution -service des ventes- du Tribunal judiciaire de Bordeaux et au cabinet de la SELARL d'Avocats poursuivant la vente.

VISITES SUR PLACE :

- 28/02/2024 de 9h00 à 11h00

- 06/03/2024 de 9h00 à 11h00

L24EJ05591

## APPELS D'OFFRES - AVIS D'ENQUÊTE



### DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

#### SERVICE DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

#### AVIS DE CONSULTATION PUBLIQUE

### INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

(Livre V du Code de l'environnement)  
Commune de Mios

Par arrêté préfectoral du 6 février 2024, est prescrite une consultation publique de quatre semaines sur la demande d'enregistrement présentée par la société MAXICOF-FEE en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de torréfaction de café (augmentation de la production), située sur le territoire de la commune de Mios.

Cette consultation se déroulera du 26 février 2024 au 25 mars 2024 inclus.

Un dossier de consultation sera déposé à la mairie de Mios où le public pourra en prendre connaissance, aux jours et heures habituels d'ouverture :

du lundi au vendredi : de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

Ces documents seront également consultables sur le site internet des services de l'État en Gironde ([www.gironde.gouv.fr/Publications/Publications-Légales](http://www.gironde.gouv.fr/Publications/Publications-Légales)).

Pendant toute la durée de la consultation, des observations peuvent être formulées :

- sur un registre ouvert à cet effet à la mairie de Mios ;

- par voie postale à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde (Service des procédures environnementales - Cité administrative - BP 90 - 33090 BORDEAUX Cedex ;

- par voie électronique à l'adresse suivante : [ddtm-spe1@gironde.gouv.fr](mailto:ddtm-spe1@gironde.gouv.fr)

Le Préfet de la Gironde est compétent pour statuer sur la demande d'enregistrement sollicitée par un arrêté éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L521-7, ou par un arrêté de refus.

L24EJ07063



## COMMUNE DE SAINTE-EULALIE (GIRONDE) MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME CONCERTATION PREALABLE

Par délibération en date du 5 février 2024 et conformément à l'article L153-47 du code de l'urbanisme, le conseil municipal a décidé de lancer la 1<sup>ère</sup> modification simplifiée du PLU ayant pour objet l'ajustement du règlement pour en limiter les interprétations et/ou de simplifier certaines règles, la mise à jour d'un emplacement réservé, l'adaptation du règlement pour faciliter l'implantation de certaines constructions ou installations directement liées aux services publics ou d'intérêt collectifs en zone A, l'autorisation de l'installation des ICPE nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif en zone UY, l'adaptation du règlement de la zone UY pour permettre la densification du secteur de la gare en lien avec le projet d'aménagement du Pôle d'échanges Multimodal.

Le dossier de modification simplifiée du PLU ainsi qu'un registre permettant de consigner des observations sont tenus à disposition du public du 19 février 2024 au 19 mars 2024 inclus, et peuvent être consultés à la mairie de Sainte-Eulalie aux jours et heures habituels d'ouverture des services administratifs.

L24EJ06741



## COMMUNE DE LACANAU MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME CLÔTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté n°AR2024/0067 en date du 18 janvier 2024, le Maire de la commune de Lacanau a clôturé l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Lacanau suite à la prescription par la MRAe d'études complémentaires.

Une nouvelle enquête publique sera ouverte pour une durée d'un mois, dès lors que les études complémentaires prescrites par la MRAe auront été réalisées.

Le Maire, Laurent PEYRONDET

Le 23 janvier 2024

L24EJ06503

# ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

## ABONNEMENT

### PAPIER + WEB

6 MOIS = 48 € TTC  1 AN = 79 € TTC  2 ANS = 119 € TTC

### WEB

6 MOIS = 24 € TTC  1 AN = 39 € TTC  2 ANS = 59 € TTC

SOIT 26 NUMÉROS

SOIT 52 NUMÉROS

SOIT 104 NUMÉROS

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

ENTREPRISE \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

EMAIL \_\_\_\_\_

TEL \_\_\_\_\_

Adresse de livraison si différente de l'adresse de facturation à compléter et à retourner, accompagné de votre règlement à l'ordre des ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS 108 rue Fondaudège CS 71900 - 33061 BORDEAUX Cedex

CONTACT : CATHERINE DEPETRIS

ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM / 05 57 14 07 55

## CONSTITUTIONS

### AVIS DE CONSTITUTION

#### MX PROPRETE

SAS au capital de 1.000 €

167 Allée d'ECK

33140 CADAUJAC

RCS BORDEAUX en cours

Suivant acte SSP du 19/01/2024, il a été créé une SASU dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

- Forme : Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle

- Capital social : 1 000 €

- Siège social : 167 Allée d'ECK à CADAUJAC (33140)

- Objet : Nettoyage courant des bâtiments

- Président : Xavier MIRAMON demeurant 167 Allée d'ECK à CADAUJAC (33140)

- Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX.

Pour avis, la Présidence

L24EJ03866

### AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 29 janvier 2024, à BORDEAUX.

Dénomination : **ALDALIE.**

Forme : Société civile immobilière.

Siège social : 33 rue de Ruat, 33000 BORDEAUX.

Objet : Acquisition, location de terrains et autres biens immobiliers.

Durée de la société : 99 année(s).

Capital social fixe : 1075 euros

Montant des apports en numéraire : 1075 euros.

Cession de parts et agrément : Cession libre au profit d'un associé, descendant ou conjoint. Toute autre cession est

soumise au préalable à l'agrément de la collectivité des associés réunis en Assemblée Générale.

Gérant : DAVID SIMON HOLDING SAS, sise 33 rue de ruat, 33000 BORDEAUX

La société sera immatriculée au RCS BORDEAUX.

Pour avis.

L24EJ05987



NOTAIRES DU JEU DE PAUME  
23 AVENUE DU JEU DE PAUME  
33200 BORDEAUX

### CONSTITUTION

Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître DAMBIER en date du 31 janvier 2024, il a été constitué une société civile de moyens dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : **SCM Kiné Boéite**

Forme : Société civile de moyens

Capital social : 1 800 €

Siège social : LE TAILLAN MEDOC (33320) 19 chemin des Agrières

Objet social : faciliter l'exercice de l'activité professionnelle de ses membres par la mise en commun de moyens tant humains que matériels nécessaires à l'exercice de leur profession de kinésithérapeute.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS.

Gérant : Monsieur Maxime DELOUCHE demeurant à EYSINES (33320) 21 bis rue Martin Porc et Madame Anna SANCHEZ SAUMELL demeurant à EYSINES (33320) 20 rue du Lagunet B26.

Cession de parts : Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX (33000).

L24EJ06128



### M.E.S.O.

Société à responsabilité limitée  
au capital de 2 000 €

Siège social : 3 Aux pins  
33580 SAINT SULPICE DE GUILLERAGUES

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Saint Sulpice de Guillerades du 05 janvier 2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : M.E.S.O.

Siège social : 3 Aux pins - 33580 SAINT SULPICE DE GUILLERAGUES

Objet social : L'activité d'agent commercial par l'exploitation de toute carte professionnelle, potentiellement dans tous les secteurs activités, et notamment dans le secteur de la menuiserie et des escaliers de toute nature.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 2 000 €

Gérance : Monsieur Thomas CHABRAT - DUCASSE, demeurant 3 Aux pins - 33580 SAINT SULPICE DE GUILLERAGUES, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

L24EJ06193

# ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

## POUR VOTRE COMMUNICATION PUBLICITAIRE

TÉL. 05 56 52 32 13

publicite@echos-judiciaires.com



M2N  
SAS au capital de 1 500€  
Siège Social : 133 Route de la Petite  
Landé, 33570 Petit-Palais-et-Cornemps

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date à Petit-Palais-et-Cornemps du 31/01/2024, il a été constitué M2N, SAS au capital de 1 500€, dont le siège social est situé au 133 Route de la Petite Landé, 33570 Petit-Palais-et-Cornemps. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS. Objet social : prise de participation minoritaire ou majoritaire dans tous types de sociétés créées ou à créer ; détention et gestion directe ou indirecte de toutes participations ; réalisation au bénéfice des filiales et participations de prestations de conseils et de services stratégiques, commerciales, administratives, de ressources humaines, de contrôle de gestion, d'actions de développement ; contrôle et/ou direction des filiales et participations, ainsi que la définition et la mise en oeuvre de la politique générale du groupe et l'animation des sociétés qu'elle contrôle ou sur lesquelles elle exerce une influence notable en participant à la définition de leurs objectifs économiques. Président : Nicolas AUBARET, demeurant au 133 Route de la Petite Landé, 33570 Petit-Palais-et-Cornemps. La Société sera immatriculée au RCS de Bordeaux.

POUR AVIS

L24EJ06230



Groupe CF  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

VERA JULIAN  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 180 avenue Denis Papin  
- Cellule n°9  
33260 LA TESTE DE BUCH

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LA TESTE DE BUCH du 30/01/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée  
Dénomination sociale : VERA JULIAN  
Siège social : 180 avenue Denis Papin  
- Cellule n°9, 33260 LA TESTE DE BUCH  
Objet social : Fabrication de mobilier, agencement, menuiserie ; Pose de mobilier, agencement, menuiserie ; Ebénisterie  
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros  
Gérance : Monsieur Julian VERA, demeurant 3 rue des Cistes, B2/101 33260 LA TESTE DE BUCH, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis  
La Gérance

L24EJ06325

Par ASSP en date du 29/01/2024, il a été constitué une SASU dénommée : **HOLDING HORIZON** Siège social : 36 B rue du Blayais , 33600 PESSAC Capital :

22500 € Objet social : La participation de la Société dans toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, et ce par tous moyens, notamment par voie d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion ou autrement ; La gestion et l'administration de ces participations ; Président : M DELCAMP Philippe demeurant 36B rue du Blayais 33600 PESSAC élu pour une durée illimitée Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. Clauses d'agrément : La cession de Titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX.

L24EJ06328

## DP.CLEAN

Société par actions simplifiée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 6 Place du Bey,  
33430 BAZAS

## AVIS DE CONSTITUTION

Forme : Société par actions simplifiée à associé unique

Dénomination : DP.CLEAN

Siège : 6 Place du Bey, 33430 BAZAS

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 1 000 euros

Objet : La réalisation de tous types de travaux d'entretien et de nettoyage, intérieur et/ou extérieur, portant sur des bâtiments de toute nature, et en particulier le nettoyage de tous types de bâtiments tels que les magasins, les autres locaux à usage commercial et professionnel, les immeubles à appartements, les usines, les bâtiments publics et les bureaux.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Monsieur Patrice DALLA PIETA, demeurant 6 Place du Bey, 33430 BAZAS

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

POUR AVIS

Le Président

L24EJ06450

Aux termes d'un acte SSP en date du 27.01.2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : société civile Immobilière

Dénomination sociale : **SCI Helm & Sons**

Capital social : 100 euros

Siège social : 13 Allée de la Perrucaède  
33650 BREDE

Objet : l'acquisition, l'entretien, l'amélioration la vente, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens et droits immobiliers situés en France ainsi que la prise de toute garantie et sûretés se rapportant à cet objet.

Gérance : M HELM Thomas demeurant à BORDEAUX (33 000) 32 Sentes des Mariniers.

Cession de parts sociales : la cession des parts sociales est effectuée par acte authentique ou sous seing privé. Les parts sociales sont librement cessibles

entre associés et au profit du conjoint, des ascendants ou descendants du cédant.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX  
L24EJ06469



ETUDE DE MAITRES PHILIPPE DAMBIER, PIERRE HOUZELOT, FABRICE CAUTHIER, HERVE DESQUEYREUX, ANTOINE PACERIE, EDOUARD BERTHELOT, OLIVIER LASSERE, SEBASTIEN CETRE, SEBASTIEN ARTAUD, GREGOIRE DELHOMME, NICOLAS ADRIEN LAMARE, ET ALDOUY DAMBIER, NOTAIRES ASSOCIES A BORDEAUX (GIRONDE) 23 AVENUE DU 11 FEVRIER

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous signatures privées en date du 6 janvier 2024 régulièrement enregistré a été constituée une société civile ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question et notamment l'acquisition et la gestion de biens et droits immobiliers sis à BORDEAUX (33000) 22 Cours du Chapeau Rouge.

Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ses droits et biens immobiliers au moyen de vente, échange ou apport en société

Le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement.

L'obtention de toutes ouvertures de crédit avec ou sans garanties hypothécaires, en vue de réaliser l'objet social et de permettre à la société d'acquitter toutes les sommes dont elle pourrait être débitrice à quelque titre et pour quelque cause que ce soit.

La faculté de se porter caution réelle des associés qui effectueraient des emprunts pour faciliter la réalisation de l'objet social ou pour toute autre cause et d'hypothéquer tout ou partie des immeubles sociaux, l'engagement de la société devant être limité à la valeur des immeubles hypothéqués.

La raison d'être de la société est de favoriser des actions en commun basées sur la réalisation de l'objet social en se dotant des moyens nécessaires à leur accomplissement. Il s'agit d'assurer la pérennité de celle-ci à travers ces actions, ainsi qu'un rôle social pour ses tiers intervenants et socio-patrimonial pour ses membres, dans le respect de l'éthique économique et environnementale.

La société est dénommée : **22 CCR 024**.

Le siège social est fixé à : BORDEAUX (33200), 86 rue Marcelin Berthelot.

La société est constituée pour une durée de quatre vingt dix neuf (99) années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1 000,00 EUR)

Toutes les cessions de parts quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Le gérant est Monsieur Antoine MAGENDI demeurant BORDEAUX (33200) 86, rue Marcelin Berthelot.

Pour avis.

L24EJ06480



## AVIS DE CONSTITUTION

Forme : Société par actions simplifiée à associé unique

Dénomination : ARNAUD DE LOUBES SOLUTIONS

Siège : ADS

Siège : 1 Dussaud, 33580 SAINT VIVIEN DE MONSEGUR

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 2 000 €

Objet : Maintenance industrielle et agricole, Achat et vente de pièces détachées industrielles et agricoles, Achat et vente de matériels et équipements industriels et agricoles, Conception, fabrication et vente de machines et équipements industriels et agricoles, Travaux par points chauds, Métaillerie, Tuyauterie industrielle, Travaux sur installations électriques, Génie climatique : installation et maintenance de pompe à chaleur, froid industriel et commercial

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions à un tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : M. Arnaud DE LOUBES demeurant 1 Dussaud, 33580 SAINT VIVIEN DE MONSEGUR

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

POUR AVIS

Le Président

L24EJ06555

POUR RECEVOIR  
LE SERVICE RÉGULIER DE NOTRE JOURNAL

ABONNEZ-VOUS !

SERVICE ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

abonnement@echos-judiciaires.com



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

M Primeurs  
Société par actions simplifiée au capital de  
1 000 euros  
Siège social : 69, Avenue Gambetta  
33480 CASTELNAU DE MEDOC

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature  
privée en date à CASTELNAU DE MEDOC  
du 26 janvier 2024, il a été constitué une  
société présentant les caractéristiques  
suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée  
Dénomination : M Primeurs  
Siège : 69 Avenue Gambetta 33480  
CASTELNAU DE MEDOC  
Durée : 99 ans à compter de son im-  
matriculation au Registre du commerce et  
des sociétés

Capital : 1 000 euros  
Objet : Vente de fruits et légumes  
Exercice du droit de vote : Tout associé  
peut participer aux décisions collectives  
sur justification de son identité et de l'in-  
scription en compte de ses actions au jour  
de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales,  
chaque associé dispose d'autant de voix  
qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession  
des actions de l'associé unique est libre.  
Agrément : Les cessions d'actions, à  
l'exception des cessions aux associés,  
sont soumises à l'agrément de la collec-  
tivité des associés.

Présidente :  
Madame Madison ORNE, demeurant  
69 Avenue Gambetta 33480 CASTELNAU  
DE MEDOC

La Société sera immatriculée au Re-  
gistre du commerce et des sociétés de  
BORDEAUX.  
POUR AVIS  
La Présidente

L24EJ06638

## AVIS DE CONSTITUTION

FORME : Société civile Immobilière

DENOMINATION : **ENDLESS SUM-  
MER**

SIÈGE SOCIAL 9 rue des Vignes  
33290 BLANQUEFORT

OBJET : acquisition, construction,  
gestion de tous immeubles bâtis

DUREE : 99 années

CAPITAL : 100 euros

APPORTS EN NUMERAIRE : 100 Eu-  
ros

GERANCE : - Monsieur Joris GUIL-  
LONNEAU demeurant 9 rue des Vignes  
33290 BLANQUEFORT

Les cessions de parts sont librement  
cessibles entre associés et soumises à  
agrément pour toute autre personne

IMMATRICULATION : au RCS de BOR-  
DEAUX

Pour avis

L24EJ06660

## AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination : **SALBREUX HOL-  
DING.**

Forme : Société par actions simplifiée  
unipersonnelle.

Siège social : 8 rue Voltaire, 33000  
Bordeaux.

Objet : gestion d'un portefeuille de  
participations, la participation active à la

conduite de la politique de son groupe et  
au contrôle de ses filiales, la fourniture de  
services spécifiques, administratifs, juri-  
diques, comptables, financiers et immo-  
biliers (Holding animatrice).

Durée de la société : 99 année(s).

Capital social fixe : 166552 euros

Cession d'actions et agrément : NON.

Admission aux assemblées générales  
et exercice du droit de vote :

Dans les conditions statutaires et lé-  
gales.

Ont été nommés :

Président : Madame Marthe SAL-  
BREUX 8 rue Voltaire 33000 Bordeaux.

La société sera immatriculée au RCS  
de Bordeaux.

L24EJ06680

Par ASSP en date du 04/02/2024, il  
a été constitué une SASU dénommée :  
**YSM FORMATION** Siège social : 5 rue  
Fénelon 33000 BORDEAUX Capital :  
10 € Objet social : Les services de for-  
mation. Toutes prestations de conseil et  
accompagnement auprès des particu-  
liers, des entreprises, des collectivités  
et autres organismes publics ou privés.  
Tout Conseil en stratégie, organisation,  
management, gestion, systèmes d'infor-  
mation, ressources humaines, marketing  
et communication, de la conception à la  
mise en œuvre. Le coaching personnal-  
isé. Le négoce de tous produits, matières  
premières et services, soit directement  
par voie d'achat-revente, soit en qualité  
d'intermédiaire, d'agent commercial de  
commissionnaire ou de courtier. Toutes  
opérations d'apport d'affaire et d'intermé-  
diation. Président : Mme Sadki Yasmina  
demeurant 4 rue Aristide Briand 94600  
CHOISY-LE-ROI élu pour une durée de 99  
ans. Admission aux assemblées et exer-  
cice du droit de vote : Chaque actionnaire  
est convoqué aux Assemblées. Chaque  
action donne droit à une voix. Clauses  
d'agrément : Les actions sont librement  
cessibles entre actionnaires uniquement  
avec accord du Président de la Société.  
Durée : 99 ans à compter de son immat-  
riculation au RCS de BORDEAUX.

L24EJ06699



## TAOUCHE A.N.

Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 8 avenue de la République  
33200 BORDEAUX

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signa-  
ture privée en date à BORDEAUX du  
02/02/2024, il a été constitué une société  
présentant les caractéristiques sui-  
vantes :

Forme sociale : Société à responsabi-  
lité limitée

Dénomination sociale : TAOUCHE A.N.

Siège social : 8 avenue de la Répu-  
blique, 33200 BORDEAUX

Objet social : activité de vente d'al-  
imentation générale, à l'exception de fruits  
et de légumes, produits d'épicerie fine sur  
place ou en livraison

Durée de la Société : 99 ans à com-  
pter de la date de l'immatriculation de la  
Société au Registre du commerce et des  
sociétés

Capital social : 1 000 euros

Gérance : Monsieur Abdellatif  
TAOUCHE demeurant 12 rue des Frères  
Portmann 33300 BORDEAUX

Immatriculation de la Société au Re-  
gistre du commerce et des sociétés de  
BORDEAUX.

Pour avis

La Gérance

L24EJ06723



www.opteam-avocats.com

Aux termes d'un ASSP en date du  
02/02/2024, il a été constitué une SAS  
ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : JIJEL  
Objet social : La restauration tradition-  
nelle

Siège social : 56, rue du Hamel, 33800  
BORDEAUX

Capital : 500 €  
Durée : 99 ans à compter de son imma-  
trication au RCS de BORDEAUX

Président : M. BELMERABET Bachir,  
demeurant 11, rue Saumenude, 33800  
BORDEAUX

Admission aux assemblées et droits de  
votes : Chaque actionnaire est convoqué  
aux Assemblées. Chaque action donne  
droit à une voix.

Pour avis

Le Président

L24EJ06758



## AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué par acte sous seing  
privé, en date du 02/02/2024 à SAINT  
SULPICE ET CAMEYRAC, une société  
présentant les caractéristiques sui-  
vantes :

- Forme : Société par actions simpli-  
fiée.

- Dénomination : **GUERINVESTIR.**

- Objet : - La réalisation de prestations  
de services, d'assistance, de consultant  
et d'apporteur d'affaires dans le domaine  
de la commercialisation de tous produits,  
notamment pour l'industrie pharmaceu-  
tique ou autres secteurs ; - L'activité de  
marchand de biens immobiliers, l'achat  
en vue de leur revente de tous immeubles  
bâti ou non bâti ; - L'acquisition, l'admini-  
stration et la gestion par voie de location  
ou autrement, de tous immeubles et biens  
immobiliers ; - La prise d'intérêts ou de  
participations, minoritaire ou majoritaire,  
dans toutes sociétés, et la détention, la  
gestion et la cession des titres de partici-  
pation.

- Durée de la société : 99 année(s) à  
compter de son immatriculation au Re-  
gistre du Commerce et des Sociétés.

- Siège social : 6 BIS Route de Sablot  
- 33 450 SAINT SULPICE ET CAMEYRAC.

- Capital social fixe : 500 euros.

- Président de la Société : Monsieur  
Thierry GUERIN, demeurant 6 BIS Route  
de Sablot - 33 450 SAINT SULPICE ET  
CAMEYRAC.

- Cession des actions : Tant que la So-  
ciété demeure unipersonnelle, toutes les  
cessions d'actions entre vifs s'effectuent  
librement. En cas de pluralité d'associés,  
les cessions à un conjoint, à un ascen-  
dant ou à un descendant, ou réalisées entre  
associés sont libres. Toutes les autres  
cessions sont soumises à l'agrément des  
associés.

- ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET  
DROIT DE VOTE : Tout associé peut par-  
ticiper aux assemblées sur justification de  
son identité et de l'inscription en compte  
de ses actions. Chaque associé dispose  
d'autant de voix qu'il possède ou repré-  
sente d'actions.

- La Société sera immatriculée au RCS  
de BORDEAUX.

Pour avis, le Président

L24EJ06769

**FIDAL**  
AVOCATS

19 Avenue du Président JF Kennedy  
CS 60073  
33692 MERIGNAC

## AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution par  
acte ssp en date du 13/12/2023, pour une  
durée de 99 années à compter de son im-  
matriculation au RCS de BORDEAUX, de  
la société **AB NEGOCE**, SAS au capital  
de 10.000 € ayant son siège social 1701  
route de Soulac 33290 LE PIAN MEDOC  
avec pour objet l'achat, la vente, la trans-  
formation de tous matériaux métalliques,  
organiques et composites, ainsi que de  
tous déchets recyclables, matières pre-  
mières, matériels d'occasion et produits  
manufacturés neufs ou d'occasion ainsi  
que toutes opérations se rapportant à  
l'activité de récupération de déchets triés  
dont la valorisation, le stockage, le trans-  
port et le négoce de tous métaux, fer-  
raillages, déchets métallurgiques et autres  
matières valorisables. Le président de la  
société est Arlette DECONS dt l'île 33590  
Vensac, le directeur général de la société  
est David DECONS dt 1902 route de Sou-  
lac 33290 Le Pian Médoc. Tout associé a  
le droit d'assister aux assemblées et de  
participer aux délibérations ; chaque ac-  
tion donne droit à une voix. Sauf en cas  
de transmission entre associé, en cas de  
succession, de liquidation du régime ma-  
trimonial ou de cession soit à un conjoint,  
soit à un ascendant ou à un descendant  
du cédant ou encore de disparition de  
la personnalité morale d'un associé,  
toute autre transmission d'actions sous  
quelque forme que ce soit est soumise  
à l'agrément des associés statuant aux  
conditions de majorité extraordinaire.

L24EJ06776

Suivant acte reçu par Me Mathieu CAL-  
VEZ, notaire à BORDEAUX, le 2 février  
2024, a été constituée la société civile  
dénommée « **SC FL** », siège social : BOR-  
DEAUX (33000), 115 rue de la Course.

Capital social : DEUX CENT CIN-  
QUANTE MILLE EUROS (250.000,00 €),  
divisé en 25000 parts sociales de DIX  
EUROS (10,00 €) chacune, numérotées  
de 1 à 25000, Constitué d'apports en nu-  
méraire.

Objet social : La gestion de son patri-  
moine mobilier et immobilier. L'emprunt,  
le cautionnement simple ou hypothécaire  
nécessaire à la réalisation de l'objet so-  
cial. La réalisation de toutes opérations  
financières, mobilières ou immobilières,  
l'emploi de fonds et valeurs pourvu que  
ces opérations n'affectent pas le caractè-  
re civil de la société. La prise de par-  
ticipation directe ou indirecte de la So-  
ciété dans toutes opérations financières,  
mobilières ou immobilières pouvant se  
rattacher à l'objet social. La participation  
de la société, par tous moyens, directe-  
ment ou indirectement, à toutes opéra-  
tions pouvant se rattacher à son objet,  
notamment par voie de création de socié-  
tés nouvelles, par voie de prise d'intérêts,  
d'apport, de souscription ou d'achat. De  
titres ou droits sociaux, de fusion ou au-  
trement dans toutes sociétés existantes  
ou à créer. L'acquisition, l'administration  
et l'exploitation par bail, location ou au-  
trement, de tous les immeubles bâtis ou non  
bâti, dont la société pourrait devenir pro-  
priétaire par voie d'acquisition, d'apport,  
d'échange ou autrement.

Durée : 99 ans à compter de son imma-  
trication au R.C.S de Bordeaux.

Cessions de parts soumises à l'agrè-  
ment des associés.

Nommé(s) premiers gérants de la  
dite société : - Monsieur TABASTE Alain  
Jacques Claude, retraité et Madame  
LANORE Anne-Marie Thérèse, retrai-  
tée, demeurant ensemble à BORDEAUX  
(33000), 115 rue de la course.

Pour avis

L24EJ06804

WWW.ECHOS-JUDICIAIRES.COM

Suivant acte reçu par Me Mathieu CALVEZ, notaire à BORDEAUX, le 2 février 2024, a été constituée la société civile dénommée «**SC LA**», siège social : BORDEAUX (33000), 115 rue de la Course.

Capital social : DEUX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (250.000,00 €), divisé en 25000 parts sociales de DIX EUROS (10,00 €) chacune, numérotées de 1 à 25000,

Constitué d'apports en numéraire.

Objet social : La gestion de son patrimoine mobilier et immobilier ; L'emprunt, le cautionnement simple ou hypothécaire nécessaire à la réalisation de l'objet social ; La réalisation de toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, l'emploi de fonds et valeurs pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société ;

L'acquisition, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous les immeubles bâtis ou non bâtis, dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement. La prise de participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher à l'objet social ; La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, par voie de prise d'intérêts, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement dans toutes sociétés existantes ou à créer.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de Bordeaux.

Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.

Nommé(s) premiers gérants de ladite société : - Monsieur TABASTE Alain Jacques Claude, retraité et Madame LANORE Anne-Marie Thérèse, retraitée, demeurant ensemble à BORDEAUX (33000), 115 rue de la course.

Pour avis  
L24EJ06823



## DOUBLE V

Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 €  
Siège social : 117 Rue Fondaudège -  
33000 BORDEAUX

## AVIS DE CONSTITUTION

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : DOUBLE V

Siège social : 117 Rue Fondaudège,  
33000 BORDEAUX

Objet social : La vente au détail de fleurs naturelles et artificielles, de plantes d'intérieur et d'extérieur, de compositions florales, de tous produits liés à l'activité de fleuriste, vente d'articles de décoration d'intérieur ou d'extérieur, activité de décoration, dispense d'ateliers, organisation d'événements ;

L'activité de caviste, l'achat et la vente au détail de vins, spiritueux, bières, alcools divers, boissons sans alcool et de tous produits dérivés et accessoires.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 €

Gérance : Madame Manon WILMOT, demeurant 68 Quai des Chartrons 33300 BORDEAUX, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis  
La Gérance  
L24EJ07092

## REACLIM

Société à responsabilité limitée  
au capital de 60 000 euros  
Siège social : 10 bis, Chemin du Solarium  
33170 GRADIGNAN

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à ST MEDARD EN JALLES du 26/01/2024, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : REACLIM

Siège social : 10 bis, Chemin du Solarium, 33170 GRADIGNAN

Objet social : travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 60 000 euros

Gérance : Monsieur Julien LABOUYRIE, demeurant 5, Allée Jean Caillaud 33160 ST MEDARD EN JALLES, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis

La Gérance  
L24EJ07131



**SARL CARMENT ET ASSOCIES**  
Notaires  
53 Quater rue du Général de Gaulle  
de Gaulle  
33740 ARES

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Bruno CARMENT, Notaire associé à ARES, (Gironde), 53 Quater rue du Général de Gaulle, le 31 janvier 2024 a été constituée une société civile ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Également, l'acquisition de tous biens mobiliers, créances et placements tels que les valeurs mobilières, les titres, les droits sociaux, les contrats de capitalisation, et autres produits financiers portant intérêt.

La société est dénommée : HEAL.LO.

Le siège social est fixé à : LACANAU (33680), 86 rue de Cantelaude.

La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1 000,00 EUR) en numéraire.

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Le gérant est Madame Maud MAROLLEAU demeurant à LACANAU (33680), 86 Rue de Cantelaude.

La société sera immatriculée au registre national des entreprises et au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux.

Pour avis  
Le notaire.  
L24EJ07205

26/01/2024 il a été constitué une SCI dénommée : **SCI HESPERIUS** Siège social : 5 rue de la Madeleine 33330 SAINT-EMILION Capital : 10000 € Objet social : La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. Gérance : Mme SERTOUT Anne-Sophie demeurant 5 rue de la Madeleine 33330 SAINT-EMILION Cession de parts sociales : Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de LIBOURNE.

L24EJ07216



**LABATTU & ASSOCIES**  
Société d'avocats  
15 rue Colbert  
33000 BORDEAUX  
Tel : 05.47.74.54.20

## AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la Société par actions simplifiée **EVOLUTION** - Capital social : 1 000 € - Siège social : 126 Rue FONDAUDEGE 33000 BORDEAUX - Durée : 99 ans - Objet social : commerce de gros de boissons, d'autres produits alimentaires ou denrées, de fournitures, approvisionnements, équipements ou matériels ; Toutes prestations de services notamment de conseil; et généralement toutes opérations pouvant se rattacher à l'objet social-Assemblée: Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire; chaque action donne droit à une voix; le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent - Transmission des actions : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés statuant selon les règles définies au Titre IV des statuts - Président: Société GAROPAILLES (SARL au capital de 7 100 € - siège social : 38, rue KIESER 33000 BORDEAUX - RCS BORDEAUX 750 132 532) - Directeur Général: Société MSC INVEST (SARL au capital de 1 000 € - siège social: 83 Avenue de Verdun 33200 BORDEAUX - RCS BORDEAUX 982 923 815.)

La société sera immatriculée au RCS de BORDEAUX.

L24EJ07246

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé en date du 22 janvier 2024, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : **NOVALINK MANAGEMENT**

Forme : Société à responsabilité limitée Unipersonnelle

Siège Social : 17 avenue du Président Vincent Auriol 33 700 MERIGNAC

Objet : Prestations de services aux entreprises dans les domaines commercial, financier, juridique, ressources humaines.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation

Capital : 100 euros représentés par des apports en numéraire

Gérant : Monsieur HASHIMLI Mazahir, né le 17 décembre 1989 à Nakhitchevan (azerbaïjan) demeurant 17 avenue du Président Auriol 33 700 MERIGNAC.

La Société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX.

L24EJ07310

## MODIFICATIONS

### JIN BORDEAUX

Société À Responsabilité Limitée  
au capital de 10 000,00 €  
Siège social : 22 rue Fernand Philippart  
33000 BORDEAUX  
508 505 666 RCS BORDEAUX

## MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 18 décembre 2023, il résulte que l'objet social de la société a été modifié comme suite, à compter du 18 décembre 2023 : L'activité de conseiller culinaire ; La vente à distance de produits alimentaires secs et de produits d'emballages. L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence. Mention sera faite au RCS de Bordeaux.

L24EJ02207



**GROUPE CAEC**  
CONSEIL-AUDIT-EXPERTISE COMPTABLE  
AUXILIAIRES - BORDEAUX - LANGON - MERIGNAC  
www.groupecaec.fr

SCI QLF

Société civile immobilière au capital de  
400 500 €  
Siège social : 9 CHE DE COUVERTAIRE,  
33450 SAINT-LOUBES  
884 478 967 RCS BORDEAUX

L'AGE du 02/01/2024 a décidé à compter du 02/01/2024: de transférer le siège social du 9 CHE DE COUVERTAIRE, 33450 SAINT-LOUBES au 34 allée de la BRANNE, 33610 CESTAS;- de diminuer le capital social de 400 000 € en le portant de 400 500 € à 500 € par diminution du nombre de parts sociales existantes, dans la proportion de 400 500 parts sociales anciennes pour 500 parts sociales nouvelles. Articles 4 et 7 des statuts modifiés en conséquence. Modification au RCS de BORDEAUX. Pour avis. La gérance

L24EJ04763

**MARIS JOTHIEU SAS** au capital de 100 euros Siège social : 5 Allée de Tourny, 33000 BORDEAUX 839 971 165 RCS BORDEAUX / Par AGM du 01/01/2024, la société LALANDE INVESTISSEMENT, SAS au capital de 1 000 euros, domiciliée 37 Impasse de la Mare, 33880 SAINT CAPRAIS DE BORDEAUX, immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le numéro 913146684, a été nommée en qualité de Présidente en remplacement de M. Joris LALANDE, démissionnaire. POUR AVIS, le Président

L24EJ05245

POUR RECEVOIR  
LE SERVICE RÉGULIER  
DE NOTRE JOURNAL  
ABONNEZ-VOUS !



26 Rue Beck  
33800 BORDEAUX

OMAJ

Société par actions simplifiée  
au capital de 5 000 euros  
Siège : 182 Rue Georges Mandel 33000  
BORDEAUX  
978 140 655 RCS BORDEAUX

## TRANSFERT DE SIÈGE

Suivant PV du 26/01/2024, l'AGE a décidé de transférer le siège social à l'adresse sise Centre Commercial Grand Moun, 307 boulevard Oscar Niemeyer à SAINT PIERRE DU MONT (40280) à compter du même jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. La société sera immatriculée au RCS de MONT-DE-MARSAN et sera radiée du RCS de BORDEAUX. Pour avis et mention, L24EJ05375

## INSEME

Société par actions simplifiée  
au capital de 24 500 euros  
Siège social : 231A Avenue du Taillan  
Médoc, 33320 EYSINES  
910 802 271 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 01/01/2024, l'associé unique a décidé de transférer le siège social du 231A Avenue du Taillan Médoc, 33320 EYSINES au 19 Avenue du Truc 33700 MERIGNAC à compter du 01/01/2024 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. Pour avis, Le Président.

L24EJ05975

## AVIS DE PARUTION TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL / CHANGEMENT DE GERANT

Aux termes d'une assemblée générale en date du 08 septembre 2023, les associés de la société civile immobilière «**TOGARR**», au capital de 245.450€ dont le siège est à BEGLES (33130), 05 rue Alexis Labro, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX, sous le numéro SIREN 439 330 093, dont l'objet est : -l'acquisition, la location, l'échange, la mise ou la prise à bail, la mise en valeur, l'entretien, l'exploitation et éventuellement, la vente de tout immeuble bâti ou non bâti.

ont décidé de :

- transférer le siège social à BALMA (31130), 84 chemin des Amis
- démission de Madame Danièle CHATONNET, née à TALENCE (Gironde), le 13 juin 1943, demeurant à BEGLES (Gironde), 5 rue Alexis Labro.
- nomination de Monsieur Romain TRAISSAC, né à BORDEAUX (Gironde), le 30 août 1974

à compter du 08 septembre 2023.

Radiation auprès du greffe du tribunal de commerce de BORDEAUX à compter du 08 septembre 2023, et inscription auprès du greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE à compter du 08 septembre 2023.

L24EJ05979

ABONNEZ VOUS



## CMA33

Société à responsabilité limitée  
au capital de 2 000 euros  
Siège social : 23 Chemin d'Arcins, Parc  
d'Activités «Tanesse», Lot 16 - 33360  
LASTRESNE  
RCS Bordeaux 905 076 105

Aux termes de la décision d'associé unique en date 15 janvier 2024, Monsieur Akim VIOLLEAU, né le 13 décembre 1990 à Saintes (17), de nationalité française, demeurant 26 avenue Raymond Manaud à Bruges (33520), a été nommé gérant de la Société à compter du 2 janvier 2024 pour la durée restant à courir jusqu'à l'expiration de la Société en remplacement de Monsieur José CATHERINE, né le 19 septembre 1969 à Saint-Germain-en-Laye (78), de nationalité française, demeurant 11 rue de la Planteyre à Salleboeuf (33370), qui a démissionné de son mandat de gérant à compter du 2 janvier 2024. En outre, aux termes de la décision d'associé unique en date 15 janvier 2024, l'article 7 des statuts ont été mis à jour dans le prolongement de la cession de parts sociales intervenue le 2 janvier 2024 entre la société GROUPE HRC d'une part et la société SODICO GROUP d'autre part.

Mention sera faite au RCS de Bordeaux  
L24EJ06014



Groupe CF  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

## RAY'NOVE

Société à responsabilité limitée à associé  
unique au capital de 2 000 euros  
Siège social : 14 Avenue Henri Bertrand  
33450 ST LOUBES  
532 949 617 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 29 janvier 2024, l'associé unique a décidé de transférer le siège social du 14 Avenue Henri Bertrand, 33450 ST LOUBES au 20 rue Jean Mermoz 33250 PAUILLAC à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

L24EJ06037

## C.R.D.

Société à responsabilité limitée  
Capital social : 8.000 €  
Siège : ANGLET (64600) 16 rue Maryse  
Bastie-Za de Maignon  
RCS BAYONNE N° 433592698.

Suivant Procès Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 26 Janvier 2024, il a été pris acte :

- de transférer le siège social de la société à compter du 26 janvier 2024 au 87 rue Caudères à TALENCE (33400).

- de modifier l'objet social qui est :

L'acquisition, la prise à bail, la gestion, la location à toute personne et l'administration de tout bien immobilier meublé ou non dont la société est propriétaire ou pourrait en devenir propriétaire par voie d'acquisition, échanges, apport ou autrement. La construction, la réfection, la rénovation, la réhabilitation et plus généralement la mise en valeur de tout bien immobilier. Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ses biens devenus inutiles à la société au moyen de vente, échange, ou apport en société. L'emprunt de tous fonds nécessaires à la réalisation de cet objet, et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires à la conclusion de ces emprunts. Plus généralement, toutes opérations notamment acquisition, construction, constitution d'hypothèque ou toutes autres sûretés réelles sur les biens sociaux. Tous placements de capitaux, sous toutes formes, y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions

et obligations, parts sociales, et en général toutes opérations ayant trait à l'objet ci-dessus défini, y compris la disposition des biens si nécessaire. Et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

- de modifier la gérance : suite au décès de Mr Guy SEGUETTE survenu le 26 Août 2023 Mr Gabriel SEGUETTE dt à BORDEAUX (33000) 25 rue des Faures a été nommé gérant.

Les articles des statuts seront modifiés en conséquence.

La société sera immatriculée au RCS DE BORDEAUX et sera radiée du RCS DE BAYONNE.

Pour avis

Le gérant.

L24EJ06078

## STE D'EXPLOITATION PRINT SYSTEME SARL

Société à responsabilité limitée  
Au capital de 234 000,00 €

Siège social  
ZI DU PORT, 143 AV DU MARECHAL  
LECLERC  
33130 BEGLES  
R.C.S. : 343 357 877 BORDEAUX

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 23/01/2024 :

- Madame Eve BRUNAUD, demeurant VILLENAVE D'ORNON (33140), 12 bis rue Georges Teixier.

- Monsieur Lou BRUNAUD, demeurant SOULAC SUR MER (33780), 21 rue Beehoven

- Monsieur Karl BRUNAUD, demeurant SOULAC SUR MER (33780), 21 rue Beehoven.

ont été nommés Gérants à compter du 23/01/2024

Mention sera faite au RCS de BEGLES

Pour avis,

L24EJ06122

## S.A.R.L S.M.S.O

S.A.R.L. au capital de 7 500 euros  
Siège Social : 4 Impasse du Forage 33 650  
Saucats  
RCS BORDEAUX 443 192 117

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 24 septembre 2021, il a été pris acte de transformer la société S.M.S.O, SARL au capital de 7

500 €, dont le siège social est 4 Impasse du forage 33 650 Saucats, immatriculée au RCS BORDEAUX 443 192 117 en SAS sans la création d'une nouvelle personne morale, à compter du 24 septembre 2021. La dénomination de la société, son capital, son siège, sa durée, son objet et la date de clôture de son exercice demeurent inchangés.

Président : Monsieur TUTER Alain, né le 01/06/1968 à Talence (33 400) et demeurant 159 bis chemin du Couhins 33 140 Villenave d'Ornon, pour une durée indéterminée.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Mention en sera faite au RCS de BORDEAUX

L24EJ06132



Société d'Avocats  
49 rue Camille Godard  
33001 BORDEAUX CEDEX

Aux termes du procès-verbal des décisions unanimes en date du 05/12/2023, les associés de la société JH IMMO, SAS, Capital : 1.000 €, Siège social : 112 route des Palues - 33450 SAINT-LOUBES, 847 535 804 RCS BORDEAUX, ont décidé de :

-Nommer en qualité de Président de la société, Monsieur Johnny HASBANI, demeurant 112 route des Palues - 33450 SAINT-LOUBES, en remplacement de la société JH SOLUTIONS, démissionnaire.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour avis,

L24EJ06195



## DOMAINES LAUJAC

Société par actions simplifiée au capital  
de 7 320 €  
Siège social : Château Laujac, 33340  
BEGADAN  
320 596 653 RCS BORDEAUX

Aux termes d'un PV des décisions de l'AU en date du 31.01.2024, il résulte que le mandat de la société SAS DUPOUY, Commissaire aux Comptes titulaire, est arrivé à expiration et qu'il n'est pas désigné de Commissaire aux Comptes.

POUR AVIS

La Présidente

L24EJ06226

LES ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS  
SONT HABILITÉES  
DANS LE DÉPARTEMENT 33  
NOUS PUBLIONS ÉGALEMENT  
VOS ANNONCES LÉGALES  
DANS TOUTE LA FRANCE, SANS SURCÔUT



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

#### CABINET DE SECRETARIAT DE LA RIVE DROITE

Société à responsabilité limitée  
transformée en société par actions  
simplifiée  
au capital de 37 800 euros  
Siège social : 44, rue Montméjean  
33100 BORDEAUX  
331 329 243 RCS BORDEAUX

### AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes de décisions constatées dans un procès-verbal en date du 31 Janvier 2024, l'associée unique a décidé :

- de remplacer à compter du 31 Janvier 2024 la dénomination sociale «CABINET DE SECRETARIAT DE LA RIVE DROITE» par «CENTRE DE SERVICES DE LA RIVE DROITE» et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts.
- de modifier l'objet social aux activités de :

Les services de gestion de relation -client, notamment par tout moyen de communication (téléphone, SMS, emails, messagerie, bots, gestion de calendrier); Toutes prestations de sous-traitance d'activités de services aux entités quelles qu'elles soient (secrétariat, domiciliation, recouvrement), de création, développement, commercialisation d'activités informatiques liées à la relation-client ; et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

- La transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

Le siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 37 800 euros.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Sous sa forme à responsabilité limitée, la Société était gérée par Monsieur Vincent COURTOIS.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

#### PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ :

Société VIVETEL, société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 300 000 euros, ayant son siège social 44, rue Montméjean 33100 BORDEAUX, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 479 909 913 RCS BORDEAUX, représentée par Monsieur Vincent COURTOIS en sa qualité de gérant.

Pour avis  
La Gérance

L24EJ06238



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

**PROJET BOIS BASSIN**  
Société en nom collectif  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 8 rue Emile Henriot  
33100 BORDEAUX  
880 139 266 RCS BORDEAUX

L'AGE réunie le 25/01/2024 a décidé de remplacer la dénomination sociale «PROJET BOIS BASSIN» par «ATELIERS BOYE

ENERGIE», a décidé d'étendre l'objet social aux activités de photovoltaïques et de modifier en conséquence les articles 2 et 3 des statuts.

L24EJ06239

### MODIFICATION OBJET SOCIAL

#### NF SOLER 8

Société à responsabilité limitée

au capital de 50 000 euros

Siège social : 341 avenue Vulcaïn

33260 LA TESTE DE BUCH

978 533 362 RCS BORDEAUX

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associé unique du 02/01/2024, l'objet social a été modifié. L'article 2 des statuts a été modifié comme suit : L'achat, la vente, le conseil, la représentation commerciale, le négoce de produits et matériel se rapportant à toute activité de cuisine équipée, de meubles de cuisine, salle de bains et autres sanitaires, d'agencements intérieurs notamment placards, dressings, de décoration, de cloisons amovibles ; toutes activités y afférentes notamment d'installation, pose, en direct ou en sous-traitance ; la mise en place d'un ou plusieurs magasins à enseigne, magasins pilotes, showroom et dérivés.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

L24EJ06270



### TAXIS TRANSPORTS COOPERATIVE

SARL au capital de 10 000 €  
Siège social : 461 RUE DE LA DEPORTATION  
33810 AMBES  
RCS de BORDEAUX n°801 583 493

L'AGO du 29/12/2023 a décidé à compter du 29/12/2023 de nommer en qualité de co-gérant M.KALB Kevin, demeurant 4 route d'avensan, le clos de moulis pavillon 6, 33480 MOULIS EN MEDOC et de co-gérant M.AUDEMAR Axel, demeurant 13 rue aristide briand, 33150 CENON  
Modification au RCS de BORDEAUX  
Pour avis  
les associés

L24EJ06272



**Société d'Avocats**  
49 rue Camille Godard  
33001 BORDEAUX CEDEX

Par décisions de l'associé unique du 01/12/2023 de la société MJL, SARL à associé unique, Capital : 10.000 €, Siège social : Avenue des Industries - 33440 AMBARES-ET-LAGRAVE, 837 643 253 RCS BORDEAUX, le capital social de la société a été augmenté d'un montant de 421.400 €, pour être porté de 10.000 € à 431.400 €, par voie d'apport en nature.

Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Mention en sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour avis,

L24EJ06282



**Etude de Maîtres**  
**Jean-Louis ROPION**  
**Johann ROPION**  
Notaires Associés  
27, boulevard de Strasbourg  
83000 TOULON

SCI CARE  
Au capital de 100 €  
Siège : 25 rue Grateloup 33800 Bordeaux  
RCS Bordeaux 500487194  
Par décision unanime des associés du

28/12/2023, le capital social a été porté de 100 € à 10000 €

Mention au RCS de Bordeaux  
L24EJ06292

OFFICE NOTARIAL BASTIDE - PONT DE PIERRE

11 Allée Serr 33100 BORDEAUX

### DEMISSION DE COGERANT

Aux termes de l'acte de liquidation après divorce reçu par Maître Alain JOUON, notaire à BORDEAUX (33100) le 1<sup>er</sup> avril 2021, publié au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de TARBES le 30 avril 2021, volume 2021P, numéro 4310, Madame Odile BONAVENTURE a démissionné à compter du 31 avril 2021 de ses fonctions de cogérante de la société civile immobilière dénommée **SCI DU 26 VICTOIRE**, au capital de 1.000.00€, siègeant au 12 rue Buchou 33800 BORDEAUX, identifiée au SIREN sous le numéro 482.985.967 et immatriculée au RCS de BORDEAUX, laissant Monsieur Philippe CORDIER devenir seul gérant de ladite société.

L24EJ06309



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

#### CENTRE DE FORMATION ET DE TELE-SECRETARIAT

Société à responsabilité limitée  
transformée en société par actions  
simplifiée

au capital de 57 750 euros  
Siège social : 44, rue Montméjean  
33100 BORDEAUX  
398 766 428 RCS BORDEAUX

### AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes de décisions constatées dans un procès-verbal en date du 31 Janvier 2024, l'associée unique a décidé :

- de remplacer à compter du 31 Janvier 2024 la dénomination sociale «CENTRE DE FORMATION ET DE TELE-SECRETARIAT» par «CENTRE DE FORMATION AUX TRAITEMENTS SECURISES» et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts.
- de modifier l'objet social aux activités de :

§ La création, le développement, la distribution, la commercialisation de logiciels liés à la gestion de la relation-client ainsi que la formation à l'utilisation et la prise en main de ces logiciels ;

§ Toute activité de conseil en recrutement, insertion professionnelle, audit et conseil en choix de formation ; et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

-La transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

Le siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 57 750 euros.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Sous sa forme à responsabilité limitée, la Société était gérée par Monsieur Vincent COURTOIS.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

#### PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ :

Société VIVETEL, société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 300 000 euros, ayant son siège social 44, rue Montméjean 33100 BORDEAUX, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 479 909 913 RCS BORDEAUX, représentée par Monsieur Vincent COURTOIS en sa qualité de gérant.

Pour avis  
La Gérance

L24EJ06357

### BANQUE POPULAIRE AQUITAINE CENTRE ATLANTIQUE

Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable  
Siège : 10 Quai de Queyries  
33072 Bordeaux Cedex  
Siren : 755 501 590 RCS Bordeaux

Le Conseil d'Administration de la Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique, en sa séance du 19 décembre 2023, a pris acte de la désignation par le Comité Social et Economique en date du 15 décembre 2023, de Monsieur Frédéric WEBER, né le 3 octobre 1971 à Limoges et domicilié 23 rue Suzanne Valadon - 87410 Le Palais-sur-Vienne, en qualité d'Administrateur représentant les salariés, à compter du 1<sup>er</sup> février 2024, en remplacement de Monsieur Christian BONNET, lequel a fait valoir ses droits à la retraite, sur la durée restant à courir de son mandat, soit jusqu'au 25 octobre 2024.

Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux.

Le Président du Conseil d'Administration.

L24EJ06422

### DE LA NATURE A LA SANTE

Société à responsabilité limitée  
au capital de 100 euros  
Siège social : 5 Rue Castelmoron  
33000 BORDEAUX  
980 043 186 RCS BORDEAUX

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31/10/2023, il résulte que :

- Madame JAOUEN Magali demeurant Hent Ar Feunteun, 29650 GUERLESQUIN a démissionné de la co-gérance à effet du 31/10/2023 et n'a pas été remplacée.

L'article 15 des statuts «Nomination ou des gérants» a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour avis,

L24EJ06438

### UFA ELGAREKIN

Société par actions simplifiée  
au capital de 154 440 euros  
Siège social : 6 avenue des Mondaults,  
33270 FLOIRAC  
793 402 009 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 01/02/2024, l'associée unique a décidé de transférer le siège social 6 avenue des Mondaults, 33270 FLOIRAC au 210, rue Ofizialeen Herrixkako Bidea, Zone artisanale Dubosca 2, 64990 VILLEFRANQUE et de modifier l'article 4 des statuts. POUR AVIS. Le Président.

L24EJ06440

CRÉATEURS D'ENTREPRISES  
POUR ÊTRE BIEN INFORMÉS

ABONNEZ-VOUS !

## CABINET BEDIN (C.B.I.)

Société par actions simplifiée  
au capital de 260 000 euros  
Siège social : 13, avenue Pasteur - 33600  
PESSAC  
327.843.546 RCS BORDEAUX

### AVIS DE MODIFICATION

Aux termes d'une délibération en date du 22/12/2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'étendre l'objet social à l'activité d'Organisme de Formation professionnelle continue à destination des adultes

L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence :

Ancienne mention :

L'activité de courtage et d'intermédiaire pour toutes transactions mobilières ou immobilières, la gestion d'immeubles, tant en France qu'à l'étranger, à l'exclusion de toutes opérations de construction, promotion, de marchand de biens, rénovateur, lotisseur, Tous travaux d'entretien, maintenance, peinture, réparation, liés à l'activité d'administration de biens, gestion, syndic et transactions.

Nouvelle mention :

La Société a pour objet :

L'activité de courtage et d'intermédiaire pour toutes transactions mobilières ou immobilières, la gestion et le syndicat d'immeubles, tant en France qu'à l'étranger. Tous travaux d'entretien, maintenance, peinture, réparation, liés à l'activité d'administration de biens, gestion, syndic et transactions. L'activité d'organisme de formation professionnelle continue à destination des adultes.

Pour avis, la Présidente

L24EJ06465

## OGMIOS

Société par actions simplifiée  
au capital de 126 000 euros  
Siège social : 78 rue Naujac,  
33000 BORDEAUX  
881 473 920 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision de l'associée unique du 29/12/2023, la société LARES AND CO, SARL au capital de 289 517 €, dont le siège social est 1 rue Rosa Bonheur, 33000 BORDEAUX, immatriculée sous le numéro 844 322 933 RCS BORDEAUX, a été nommée en qualité de Présidente en remplacement de Céline MEYFRET-RABIER, démissionnaire, à compter du 01/01/2024. Mention sera faite au RCS de BORDEAUX. Pour avis

L24EJ06493

## SCA DU CHATEAU DE BELCIER

Société civile au capital de 3 900 000 €  
Siège social : CHATEAU DE BELCIER  
33350 LES SALLES DE CASTILLON  
RCS de LIBOURNE n°310 130 299

L'AGE du 19/12/2023 a décidé à compter du 01/01/2024 de nommer en qualité de gérant M. NEJJAR Mourad, demeurant 1 rue Edouard Grimaux, 86000 POITIERS en remplacement de M. ISELI Roger, pour cause de démission.

Modification au RCS de LIBOURNE  
Pour avis  
le gérant

L24EJ06531

## SCI DU CHATEAU RAMAGE LA BATISSE

Société civile au capital de 7 600 000 €  
Siège social : LD TOURTERAN  
33250 SAINT SAUVEUR  
RCS de BORDEAUX n°782 003 818

L'AGO du 19/12/2023 a décidé à compter du 01/01/2024 de nommer en qualité de gérant M. NEJJAR Mourad, demeurant 1 rue Edouard Grimaux, 86000 POITIERS en remplacement de M. ISELI Roger, pour cause de démission.

Modification au RCS de BORDEAUX  
Pour avis  
le gérant

L24EJ06534

## SOGECA BORDEAUX

68 avenue Jean Jaurès  
33150 CENON  
05.57.77.90.00

## MODIFICATIONS STATUTAIRES

**MONTESQUIEU INVEST** qui devient **Groupe Montesquieu INVEST**

Société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros porté à 35 000 euros

Siège social : 20 L'Aïrial de Naudine, 33650 SAINT-SELVE

transféré au 14 ter chemin des Pignes, 33260 LA TESTE DE BUCH

841 371 222 RCS BORDEAUX

Aux termes de décisions en date du 10 janvier 2024, l'associée unique a décidé :

- D'augmenter le capital social de 30 000 euros par incorporation de réserves, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes : Ancienne mention : capital social : 5 000 euros Nouvelle mention : capital social : 35 000 euros divisé en 500 parts sociales de 70 euros chacune.

- De remplacer à compter de ce jour la dénomination sociale «MONTESQUIEU INVEST» par «Groupe Montesquieu INVEST» et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts.

- D'étendre l'objet social aux activités de sociétés de holding, la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés françaises ou étrangères, commerciales, civiles, industrielles, immobilières, financières ou autres et la gestion de ces participations, marchand de biens, promotion immobilière, promotion construction, lotisseur, aménageur, assistance à maîtrise d'ouvrage, conseil en matière immobilière, édification de toute construction en vue de leur location, leur entretien, leur aménagement, propriété, acquisition, administration, gestion d'immeubles et terrains, et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

- de transférer le siège social du 20 L'Aïrial de Naudine, 33650 SAINT-SELVE au 14 ter, Chemin des Pignes, 33260 LA TESTE DE BUCH à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis  
La Gérance

L24EJ06539

## ECHOS

JUDICIAIRES - GRONDINS

### SERVICE ANNONCE LÉGALE

TÉL. 05 56 52 32 13

annonces-legales@echos-judiciaires.com

## SCM MILHADE PATERNE VAUDOIS VIGNAL

SCM au capital de 1 200 €  
siège social : 24 rue de Cavailles  
33310 LORMONT  
494 046 378 RCS BORDEAUX

## MODIFICATIONS

Par AGE du 15.11.2023, les associés ont :

- pris acte de la démission de Monsieur Jean-François MILHADE de son mandat de gérant avec effet rétroactif au 30.06.2023 ;

- décidé de modifier le dénomination de la société comme suit : SCM PATERNE VAUDOIS-VIGNAL.  
Pour avis

L24EJ06604



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

### NEOGY

Société par actions simplifiée au capital de 625 000 euros  
porté à 2 100 000 euros  
Siège social : 9 Avenue Henri Becquerel  
33700 MERIGNAC  
820 476 554 RCS BORDEAUX

Des PV des décisions de l'associée unique en date du 22/12/2023, du certificat délivré le 07/12/2023 par le Commissaire aux Comptes de la Société, constatant la libération d'actions nouvelles par compensation de créances liquides et exigibles sur la Société, il résulte que le capital social a été augmenté d'un montant de 75 000€, puis réduit d'un montant de 700 000€, puis augmenté de 2 100 000 euros par émission de 210 000 actions nouvelles de numéraire. En conséquence, les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés.

L24EJ06613



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

### U.F CONSULTANTS

Société à responsabilité limitée  
au capital de 10 000 euros  
Siège social : 90, avenue Saint-Exupéry  
33260 LA TESTE DE BUCH  
908 972 623 RCS BORDEAUX

Suivant décisions du 22/01/2024, l'associée unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société. Pour avis La Gérance

L24EJ06629

## JD SOLUTIONS

SASU au capital de 3 000 €  
Siège social : 4 cours de la Marne  
33460 MARGAUX CANTENAC  
RCS BORDEAUX 982 059 560

L'AGE du 12/01/2024 a décidé de procéder à l'extension de l'objet social en ajoutant à l'article STATUTS - Article 2 les activités suivantes : Ajout de l'activité suivante :

Transport de marchandises, déménagement ou location de véhicules avec conducteur destinés au transport de marchandises à l'aide de véhicules n'excédant pas 3,5 tonnes.

La décision sera effective à compter du 12/01/2024, l'article STATUTS - Article 2 des statuts a été modifié en conséquence.

Le reste est sans changement.

Modification au RCS BORDEAUX.

Justine SIMON

L24EJ06701

**J P ET COMPAGNIE** SC au capital de 7.622.45 € Siège social : 22 rue Carnot - 95240 CORMEILLES EN PARISIS 429 933 005 RCS PONTOISE Suivant AGE en date du 24/10/2023, il a été décidé de transférer le siège social au 6 rue des Portes du Pyla - 33260 LA TESTE-DE-BUCH. Gérant : Mr Jean-Pierre LEFEBVRE demeurant 6 rue des Portes du Pyla - 33260 LA TESTE-DE-BUCH. La société sera radiée du RCS de PONTOISE et immatriculée au RCS de BORDEAUX.

L24EJ06711

**LE COMPTOIR DES ENERGIES RENOUVELABLES** Société par actions simplifiée au capital de 150.000 € siège social : 9-11 Avenue Roger Lapébie 33140 VILLENAVE D'ORNON 798 354 429 RCS BORDEAUX Aux termes d'une décision de l'associée unique en date du 31.01.2024, la société RICHARDSON (Société par actions simplifiée au capital de 15.300.000 €, dont le siège social est situé 2 Place Gantès, 13002 MARSEILLE 2e arrondissement, immatriculée au RCS de MARSEILLE sous les numéros 054 800 958), a été nommée en qualité de présidente en remplacement de M. Jean-Luc CHARRY, président démissionnaire. Pour avis.

L24EJ06713



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

**ANGERS BRETONNIERES**  
SCCV au capital de 1 000 €  
Siège social : 7 rue Crozilhac 33000  
BORDEAUX  
921 292 850 RCS BORDEAUX

## AVIS DE PUBLICITÉ

Par AGEX du 20/12/2023, les associées ont décidé de transférer le siège social du 7 rue Crozilhac, 33000 BORDEAUX au 21 -35 rue de l'Ecole Normale 33200 BORDEAUX, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. Modification sera faite au GTC de BORDEAUX.

L24EJ06724



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

**ELAZUR**  
Société par actions simplifiée au capital de 640 000 euros  
Siège social : 374 bis Avenue Aristide Briand  
33700 MERIGNAC  
834 755 803 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en date du 12 décembre 2023, il résulte que le mandat de la société EXCO ECAF, Commissaire aux Comptes titulaire, est arrivé à expiration et qu'il n'est pas désigné de Commissaire aux Comptes.

POUR AVIS  
La Présidente

L24EJ06781

## XN IMMOBILIER

SCI au capital de 100 €  
Siège social : Les TERRASSES 5G  
Apt 114, Rue Henry de Montherlant  
33400 TALENCE  
RCS BORDEAUX 884 883 810

L'Assemblée générale extraordinaire du 13/07/2023 a décidé le transfert du siège social à compter du 13/07/2023 et de modifier l'article articles 4 / 13-1 / 13 -3 / 16-3 / 16-4 / des statuts comme suit :

- Ancienne mention : le siège social de la société est fixé au Les TERRASSES 5G - Apt 114, Rue Henry de Montherlant, 33400 TALENCE.

- Nouvelle mention : le siège social de la société est fixé au 17 rés Étoile de Palmer, 1 allée Charlotte Lescure, 33150 CENON.

L'inscription modificative sera portée au RCS BORDEAUX tenue par le greffe du tribunal.

Noelle FOUET - Xavier COUILBAUD  
L24EJ06813



**LABATTUT & ASSOCIÉS**  
Société d'avocats  
15 rue Colbert  
33000 BORDEAUX  
Tel : 05.47.74.54.20

Par décisions du 30 janvier 2024, l'associé unique de la société **DELTA INTERIM EST GIRONDE** (SARL au capital de 128 000 € - siège social : 59 Avenue du Maréchal Foch, 33500 LIBOURNE - 421 244 989 RCS de LIBOURNE) a décidé :

- de transformer la Société en société par actions simplifiée (à associé unique). La dénomination de la Société, son objet, sa durée, son siège social, les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social restent inchangés. Selon les statuts, tout associé a le droit d'assister aux assemblées générales, une voix étant attachée à chaque action ; les actions ne sont cessibles qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés ; la Société est représentée et administrée par un Président assisté, le cas échéant, d'un Directeur Général disposant des mêmes pouvoirs que le Président à l'exception du pouvoir de représentation ; le capital social est fixé à 128 000 € divisé en 500 actions d'une seule catégorie de 256 € chacune entièrement libérées ;

- de nommer en tant que Présidente Madame Catherine Marie TUNAJEK, gérante de la société sous son ancienne forme de SARL.

Cette transformation entraîne donc la modification des mentions ci-après qui sont frappées de caducité :

Forme

Ancienne mention : Société à responsabilité limitée

Nouvelle mention : Société par actions simplifiée

Administration

Ancienne mention : Gérant : Catherine Marie TUNAJEK - 23 Gouzourde 33790 MASSUGAS

Nouvelle mention : Président : Catherine Marie TUNAJEK - 23 Gouzourde 33790 MASSUGAS

RCS de LIBOURNE

Pour avis,

L24EJ06846



**LEXIADE-ENTREPRISES**  
Maître Olivier BROUSSE  
37 rue Barthélémy Thimonnier  
87280 LIMOGES  
tél : 05.55.32.89.04

## TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL

Le 27/12/2023, les associés de «**SCI STELINE**», Société Civile Immobilière au capital de 1.000 euros, dont le siège social est à CADAUJAC (33) 1050 Rue Truchon, RCS BORDEAUX n°522.719.749, ont, en Assemblée Générale Extraordinaire, décidé de transférer à compter du 27/12/2023 le siège social à BORDEAUX (33) 8 Rue Roborel de Climens et de désigner à compter de cette même date Monsieur César XANS, demeurant à BOR-

DEAUX (33) 8 Rue Roborel de Climens, en qualité de Gérant, en remplacement de Monsieur Stéphane LARROZA, démissionnaire.

Pour avis,

L24EJ06891

**ERNST & YOUNG**  
Société d'Avocats  
bureau de Bordeaux  
Hangar 16 - CS 20052 - Quai de Balacan  
33006 BORDEAUX

Aux termes d'une décision de l'associée unique en date du 5 février 2024 de la société **CORDOUAN TECHNOLOGIES**, SAS au capital de 144.156 € - 11 avenue Canteranne - Parc d'Activités «Cité de la Photonique-Unitec» - 33600 PESSAC - 499 736 924 R.C.S. BORDEAUX, Monsieur David JACOB, né le 22 avril 1966 à VANNES (56) a été nommé en qualité de Directeur Général en remplacement de Monsieur Sylvain BOJ, démissionnaire à cette même date.

L24EJ06915



**SOCIÉTÉ JURIDIQUE ET FISCALE**  
**MOYART BARALE ET ASSOCIÉS**  
Société d'Avocats  
27 Cours Errard de Fayolle  
33006 BORDEAUX  
Tel. 05 56 01 98 77

## MONTI BROS.

Société par actions simplifiée  
au capital de 599 760 euros  
Siège social : 7 avenue Raymond Manaud,  
33520 BRUGES  
524 029 071 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 5 février 2024, il résulte que :

- Monsieur Romain MONTAGNAC, demeurant 15, Rue Pasteur, 33000 BORDEAUX a été nommé en qualité de Président en remplacement de Monsieur Thomas MONTAGNAC, démissionnaire.

- Monsieur Thomas MONTAGNAC, demeurant 40, Rue Scaliger, 33000 BORDEAUX a été nommé en qualité de Directeur Général en remplacement de Monsieur Romain MONTAGNAC, démissionnaire.

POUR AVIS

Le Président

L24EJ06961



**Stéphane D'OLIVEIRA**  
139 Avenue de la Marne  
33 700 MERIGNAC  
Tel : 05 56 52 64 34

## SCI COCOGWEN

Société Civile Immobilière  
au Capital de 1 000 €  
Siège Social : 9 Allée des Salamandres  
33170 GRADIGNAN  
RCS BORDEAUX 449 497 031

## AVIS DE CHANGEMENT DE GERANCE

Aux termes d'une délibération en date du 15/01/2024, les associés de la société civile SCI COCOGWEN, ont décidé de changer de gérance.

Corrélativement l'article 17 des statuts a été modifié.

Ainsi, à compter du 15/01/2024, Madame Valérie DUPUIS épouse LINARES née le 09/01/1969 à BLAYE (33), demeurant 9 Allée des Salamandres 33170 GRADIGNAN, devient seule gérante de ladite société.

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux.

Pour avis

L24EJ07014

**CornetVincent**  
**Ségurol**  
Société d'Avocats  
49 rue Camille Godard  
33001 BORDEAUX CEDEX

Par décisions unanimes des associés du 17/11/2023 de la société **SAINT LAC CONSEILS**, Capital : 2.000 €, Siège social : 9 Avenue Alfred Grimal - 33200 BORDEAUX, 792 411 779 RCS BORDEAUX, le capital social de la société a été augmenté d'un montant de 341.110 €, pour être porté de 2.000 € à 343.110 €, par voie d'apport en nature.

Les articles 7 et 8 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Mention en sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour avis,

L24EJ07017



## EURL VAYSSE DAVID

EURL au capital de 45 500 €  
Siège social : 5 impasse de la Palique  
33380 MIOS  
510 195 852 RCS BORDEAUX

Le 31/01/2024, l'associé unique a décidé de modifier l'objet social en supprimant l'activité de «réparation de machines et matériel agricole», et en ajoutant celle de «transports publics de marchandises au moyen de véhicules de tout tonnage et la location de véhicules industriels avec conducteur», et a décidé également de modifier les statuts.

L24EJ07024

## GUY MACAUD SAS

Société par actions simplifiée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 21, Chemin du Phare  
BP 90222, 33708 MERIGNAC Cedex  
821 044 658 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 01/08/2023, l'associé unique a décidé de transférer le siège social 21, Chemin du Phare - BP 90222 - 33708 MERIGNAC Cedex au 4 Rue Madeleine Brès - BP 60085 - 33185 LE HAILLAN à compter du 01/08/2023 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. POUR AVIS - Le Président

L24EJ07028

## COMPAGNIE HPR

Société à responsabilité à associée unique  
au capital de 50 000 euros  
Siège Social : 16 Avenue Georges BRASSENS  
33240 PEUJARD  
822 089 561 RCS LIBOURNE

Suivant PV en date du 30/12/23, l'associée unique décide de transférer le siège social de 16 Avenue Georges BRASSENS - 33240 PEUJARD à 6 Allée de CANTILLAC - 33370 POMPIGNAC à compter du 01/01/24.

Gérance : M. Evrard de PONNAT demeurant 1 allée du Manège - 78600 LE MESNIL LE ROI

La société sera immatriculée au RCS de BORDEAUX.

L24EJ07058

ABONNEZ VOUS



## AKEROS

Société par actions simplifiée  
au capital de 41 350 euros  
Siège social : 215 Avenue Pasteur,  
33600 PESSAC  
823 564 240 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 4 décembre 2023, le Président a pris acte de la démission de Monsieur Guillaume THIBAUT de ses fonctions de Directeur Général à compter rétroactivement du 30 avril 2023 et a décidé de ne pas pourvoir à son remplacement.

POUR AVIS

Le Président

L24EJ07132



**Groupe CF**  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@roupecf.com

**STRATTON OAKMONT SPORTS**  
Société par actions simplifiée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 184 rue Haute de Crouin  
16100 COGNAC  
978 020 139 RCS ANGOULEME

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 26 janvier 2024, il résulte que :

- Benjamin GUFFLET, demeurant 21 allée Pierre de Ronsard 33170 GRADIGNAN a été nommé en qualité de Président en remplacement de Jean-Charles VICARD, démissionnaire.

L'article 32 des statuts a été modifié en conséquence et le nom de Jean-Charles VICARD a été retiré des statuts sans qu'il y ait lieu de le remplacer par celui de Benjamin GUFFLET.

- La société HOLDING JCV, société par actions simplifiée au capital de 10.822.200 euros, dont le siège social est 184 rue Haute de Crouin 16100 COGNAC, immatriculée sous le numéro 525 387 882 RCS ANGOULEME a été nommée Directrice Générale en remplacement de Benjamin GUFFLET, démissionnaire.

L'article 32 des statuts a été modifié en conséquence et le nom de Benjamin GUFFLET a été retiré des statuts sans qu'il y ait lieu de le remplacer par celui de La société HOLDING JCV.

- Le siège social a été transféré du 184 rue Haute de Crouin 16100 COGNAC au 16-18 rue de l'Herminette, Domaine Eparc, Bâtiment A Bureau 208 à 215, 33520 BRUGES à compter du 26 janvier 2024.

L'article 3 des statuts a été modifié en conséquence.

La Société, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de ANGOULEME sous le numéro 978 020 139 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

POUR AVIS

Le Président

L24EJ07141

## ESI CONCEPT

SARL au capital de 477520 €  
siège social : 2 bis rue de Marmande  
33800 Bordeaux  
RCS Bordeaux 399 071 257

Par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29/12/2023, il a été décidé de transférer le siège social au 8 rue de Marmande 33800 Bordeaux à compter du 01/01/2023.

Cession de parts sociales, M. L. Sabi 234 rue Emille Combes 33000 Bordeaux cède 124 parts, M. S. Bouton 8 rue de Sète 33800 Bordeaux, cède 124 parts à M. J.C. Brendrell 8 rue de Marmande 33800 Bordeaux détenteur de 632 parts + 248 parts ce qui fait 880 Ps.

Modification au RCS de Bordeaux.

L24EJ07225



## VERENGIE

Société à responsabilité limitée  
au capital de 10 000 euros  
Siège social : 114 Avenue du Général de  
Gaulle 33500 LIBOURNE  
948 898 374 RCS LIBOURNE

Par décision du 01/02/2024, l'associée  
unique a décidé de ne pas remplacer  
Monsieur Thomas VERGNE, co-gérant  
démisionnaire, et de supprimer la men-  
tion des premiers gérants des statuts.

Pour avis  
L24EJ07276



SCI PAUPY SCI au capital de 1 000 €  
siège social : 25 rue Ferrère 33000 BOR-  
DEAUX 815 280 086 RCS BORDEAUX

## TRANSFORMATION EN SARL

Suivant délibération en date du  
01.01.2024, l'AGE a décidé la transforma-  
tion de la Société en SARL à compter du  
même jour, sans création d'un être moral  
nouveau et a adopté le texte des statuts  
qui régiront désormais la Société.

Le siège social, la durée et les dates  
d'ouverture et de clôture de l'exercice so-  
cial de la société demeurent inchangés.

L'objet social a été étendu à l'activité  
de location meublée.

Le capital reste fixé à la somme de 1  
000 euros, divisé en 100 parts sociales de  
10 euros chacune.

La dénomination de la société a été  
modifiée pour devenir : SARL PAUPY.

Monsieur Eric LACOMBE, demeurant :  
25 rue Ferrère 33000 BORDEAUX, a été  
nommé gérant de la société.

Modification sera faite au Greffe du Tri-  
bunal de commerce de BORDEAUX.

Pour avis  
La Gérance

L24EJ07293

Par décision du 31 janvier 2024, l'as-  
socié unique de la société « **A.C.I - AQUI-  
TAINE CARROSSERIE INDUSTRIELLE** », SAS au capital de 217 368 € dont le  
siège social est à ARTIGUES PRES BOR-  
DEAUX (33370) - Avenue Descartes - Z.I.  
d'Artigues, immatriculée sous le n° 343  
803 300 RCS BORDEAUX, a pris acte de  
la démission de Mme Emilie FRAISSE de  
ses fonctions de Directeur Général de la  
Société, à compter de ce jour, et décide  
de ne pas pourvoir à son remplacement.

Pour avis  
L24EJ07351

## CERIB

Société À Responsabilité Limitée  
au capital de 1 000,00 €  
Siège social : 22 rue Lucien Piet  
33320 EYSINES  
788 686 871 RCS BORDEAUX

Par décision du 15 octobre 2023, l'as-  
socié unique a décidé une augmentation  
du capital social de 19 000 euros par in-  
corporation de réserves, ce qui entraîne  
la publication des mentions suivantes :  
Ancienne mention : Capital social : 1 000  
euros. Nouvelle mention : Capital social :  
20 000 euros. Dépôt légal au Greffe du Tri-  
bunal de commerce de BORDEAUX. Pour  
avis, La Gérance.

L24EJ07365

## DISSOLUTIONS



Groupe CF  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

TB LAVERIE  
Société à Responsabilité Limitée en  
liquidation  
Au capital de 500 euros  
Siège : 15 avenue Durand Dassier, 33290  
PAREMPUYRE  
Siège de liquidation : 12 lotissement L'en-  
clos des Peyrettes 33460 MACAU  
528 495 963 RCS BORDEAUX

## AVIS DE DISSOLUTION

L'AGE réunie le 31/12/2023 a décidé  
la dissolution anticipée de la Société à  
compter du même jour et sa mise en li-  
quidation amiable sous le régime conven-  
tionnel dans les conditions prévues par  
les statuts et les délibérations de ladite  
assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Mon-  
sieur Frédéric TUQUET, demeurant 12  
lotissement L'enclos des Peyrettes 33460  
MACAU pour toute la durée de la liquida-  
tion, avec les pouvoirs les plus étendus  
tels que déterminés par la loi et les statuts  
pour procéder aux opérations de liquida-  
tion, réaliser l'actif, acquitter le passif,  
et l'a autorisé à continuer les affaires en  
cours et à en engager de nouvelles pour  
les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 12  
lotissement L'enclos des Peyrettes 33460  
MACAU. C'est à cette adresse que la cor-  
respondance devra être envoyée et que  
les actes et documents concernant la li-  
quidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquida-  
tion seront déposés au Greffe du Tribunal  
de commerce de BORDEAUX, en annexe  
au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis  
Le Liquidateur

L24EJ05848



## DISSOLUTION ANTICIPÉE

Dénomination : **LE FIEF**.  
Forme : EURL société en liquidation.  
Capital social : 1000 euros.

Siège social : 31 Rue JEAN-JACQUES  
ROUSSEAU, 33340 LESPASSE-MEDOC.

952059921 RCS de Bordeaux.

Aux termes de l'assemblée générale  
extraordinaire en date du 28 décembre  
2023, l'associé unique a décidé la disso-  
lution anticipée de la société à compter  
du 28 décembre 2023. Monsieur ALAN  
PENASSOU, demeurant 31 RUE JEAN  
JACQUES ROUSSEAU 33340 Lesparre  
Medoc a été nommé liquidateur et lui a  
conféré les pouvoirs les plus étendus.

Le siège de la liquidation est au siège  
social, adresse où doit être envoyée la  
correspondance.

Pour avis.  
L24EJ06004

## BATI SERVICES PRO

Société par actions simplifiée  
Capital : 1.000 Euros  
Siège social : 38 rue Rouget de Lisle  
33700 MERIGNAC  
RCS Bordeaux B 501 743 066

L'AGE du 31 décembre 2023 a décidé  
la dissolution anticipée de la société à  
compter du 31 décembre 2023 et sa mise  
en liquidation.

Monsieur Daniil Zenoveiov demeurant  
40 rue Poujeau 33200 BORDEAUX a été  
nommé liquidateur de la société.

Le siège de la liquidation est fixé 38 rue  
Rouget de Lisle 33700 MERIGNAC

Pour avis  
L24EJ06167

## SCI BIG BURN'S

SCI au capital de 200 Euros  
Siège social : 67 rue de Romainville  
33600 PESSAC  
RCS BORDEAUX 439 652 835

L'AGE du 31 octobre 2023 a décidé  
la dissolution anticipée de la société à  
compter du 31 octobre 2023 et sa mise  
en liquidation.

Monsieur Lionel GARNIER demeurant  
67 rue de Romainville 33600 PESSAC a  
été nommé liquidateur de la société .

Le siège de la liquidation est fixé 67  
rue de Romainville 33600 PESSAC

Pour avis  
L24EJ06605



## AVOCATS

Parc d'activités Kennedy  
19 avenue Becquerel  
33700 MERIGNAC

## DISSOLUTION ANTICIPÉE

Dénomination : **BALAC PATRIMOINE**.

Forme : SARL société en liquidation.

Capital social : 1000 euros.

Siège social : 15 Avenue Général de  
Gaulle, 33120 ARCACHON.

824260277 RCS de Bordeaux.

Aux termes d'une décision en date du  
29 janvier 2024, l'associé unique a décidé  
la dissolution anticipée de la société . Ma-  
dame Laureen BALAC, demeurant 80 rue  
André Lesca 33260 LA TESTE DE BUCH a  
été nommé liquidateur et lui a conféré les  
pouvoirs les plus étendus.

Le siège de la liquidation est à  
l'adresse du liquidateur, adresse où doit  
être envoyée la correspondance.

Pour avis.  
L24EJ06616



Groupe CF  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

## ECHO CONSEIL

Société par actions simplifiée en liquida-  
tion au capital de 5 000 euros  
Siège social : 10 Allée du château  
33170 GRADIGNAN  
Siège de liquidation : 10 Allée du Château  
33170 GRADIGNAN  
818 355 877 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du  
31 mars 2023, l'associé unique a décidé  
la dissolution anticipée de la Société à  
compter du 31 mars 2023 et sa mise en li-  
quidation amiable sous le régime conven-  
tionnel.

Monsieur Amo BEY, demeurant 10 Al-  
lée du Château 33170 GRADIGNAN, as-  
socié unique, exercera les fonctions de  
liquidateur pour réaliser les opérations de  
liquidation et parvenir à la clôture de  
celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 10 Al-  
lée du Château 33170 GRADIGNAN. C'est  
à cette adresse que la correspondance  
devra être envoyée et que les actes et  
documents concernant la liquidation de-  
vront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquida-  
tion seront déposés au Greffe du Tribunal  
de commerce de BORDEAUX, en annexe  
au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis  
Le Liquidateur

L24EJ06811



Groupe CF  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupecf.com

SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLIS-  
SEMENTS ARANEGA

Société à Responsabilité Limitée en  
liquidation  
Au capital de 7 622,45 euros  
Siège : Avenue de l'Aérodrome - Zone  
industrielle  
33260 LA TESTE DE BUCH  
Siège de liquidation : Avenue de l'Aéro-  
drome - Zone industrielle  
33260 LA TESTE DE BUCH  
388 488 652 RCS BORDEAUX

## AVIS DE DISSOLUTION

L'AGE du 10/12/2023 a décidé la disso-  
lution anticipée de la Société à compter  
du 10/12/2023 et sa mise en liquidation  
amiable sous le régime conventionnel  
dans les conditions prévues par les statuts  
et les délibérations de ladite assem-  
blée.

Elle a nommé comme liquidateur Ma-  
dame Marie-France ARANEGA, demeu-  
rant 22 rue Brémontier 33260 LA TESTE  
DE BUCH, pour toute la durée de la liqui-  
dation, avec les pouvoirs les plus étendus  
tels que déterminés par la loi et les statuts  
pour procéder aux opérations de liquida-  
tion, réaliser l'actif, acquitter le passif,  
et l'a autorisé à continuer les affaires en  
cours et à en engager de nouvelles pour  
les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé Ave-  
nue de l'Aérodrome-Zone industrielle  
33260 LA TESTE DE BUCH. C'est à cette  
adresse que la correspondance devra  
être envoyée et que les actes et docu-  
ments concernant la liquidation devront  
être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquida-  
tion seront déposés au Greffe du Tribunal  
de commerce de BORDEAUX, en annexe  
au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis  
Le Liquidateur

L24EJ06825



76 cours Georges Clemenceau  
33000 Bordeaux  
Tél : 09 72 30 20 40

## SCI JEAN JAURES SIX

en liquidation  
Société civile immobilière  
au capital de 152,45 €  
Siège social et de liquidation :  
6 avenue Jean Jaurès 33520 Bassens  
RCS Bordeaux n° 417 710 522

## AVIS DE DISSOLUTION DESIGNATION DU LIQUIDATEUR

Par consultation écrite du 2 janvier  
2024, les associés ont décidé de la disso-  
lution de la Sci Jean Jaurès Six à com-  
pter du même jour, et a désigné la Selarl  
FHBX en la personne de Maître Sylvain  
Hustaix, 76 cours Georges Clemenceau  
33000 Bordeaux, en qualité de liquidateur  
amiable.

Pour avis.  
L24EJ06914

ABONNEZ VOUS

Le siège de la liquidation est fixé 30 allée Belem 33950 LEGE CAP-FERRET. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis Le Liquidateur

L24EJ07198

Le siège de la liquidation est fixé 69 Boulevard du Président Wilson 33200 BORDEAUX. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés. L24EJ07252

HOURTIN CONSEILS-MENUISERIE-AGENCEMENTS  
Société par actions simplifiée en liquidation  
Au capital de 500 euros  
Siège social : 2 rue de la Draisine, 33990 HOURTIN  
Siège de liquidation : 2 rue de la Draisine, 33990 HOURTIN  
809 797 855 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 02/01/2024, l'associé unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Henri GONZALEZ demeurant 2 rue de la Draisine, 33990 HOURTIN, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation à compter rétroactivement du 31/12/2023.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis  
Le Liquidateur  
L24EJ06765

## CLÔTURES

**FIDUCIAL**  
SOFIRAL  
Rue du Cardinal Richaud  
33000 Bordeaux

**LES CHALET DU GELAT** Société à Responsabilité Limitée en liquidation Au capital de 8 000 euros Siège social : 2 Le Gélât, 33730 NOAILLAN Siège de liquidation : Le Bourg, 64130 MENDITTE 802 844 266 RCS BORDEAUX L'Assemblée Générale réunie le 08/12/2023 au siège de liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Laurent MINVIELLE, demeurant Le Bourg, 64130 MENDITTE, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée dudit registre. Pour avis, Le Liquidateur

L24EJ05068

Cabinet **Medocan**  
L'expertise comptable

## CLÔTURE DE LIQUIDATION

Dénomination : **LE FIEF**.  
Forme : EURL société en liquidation.  
Capital social : 1000 euros.

Siège social : 31 Rue JEAN-JACQUES ROUSSEAU, 33340 LESPARRE-MEDOC. 952059921 RCS de Bordeaux.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2023, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur Monsieur ALAN PENASSOU demeurant 31 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU, 33340 Lesparre Medoc et prononcé la clôture de liquidation de la société.

La société sera radiée du RCS du BORDEAUX.

Le liquidateur  
L24EJ07146

**JPA**  
WANLIN/GRELIER

## PBT

SARL au capital de 1 000 €  
Siège social : 6 IMP DU GRAND COIN 33950 LEGE CAP FERRET  
RCS de BORDEAUX n°829 893 841

En date du 05/02/2024, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. PE-DEMAY Bertrand de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 05/02/2024.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX.

Pour avis  
le liquidateur  
L24EJ07156

**AXIALIS IMMO**  
Société à Responsabilité Limitée en liquidation au capital de 100 euros  
Siège : 459 Bis avenue de Verdun 33700 MERIGNAC  
Siège de liquidation : 459B avenue de Verdun 33700 MERIGNAC  
893 415 133 RCS BORDEAUX

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 31 décembre 2023 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31 décembre 2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Madame Laure DAUDIGNON, demeurant 82 avenue d'Aquitaine 33520 BRUGES, par toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 459B avenue de Verdun 33700 MERIGNAC. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis  
Le Liquidateur

L24EJ07108

## CCM SOLUTIONS

SASU au capital de 500 €.  
Siège social :  
125 AV ARISTIDE BRIAND  
33700 MERIGNAC.  
910 351 824 RCS BORDEAUX

Par décision de l'associée unique du 29/12/2023, il a été décidé de la dissolution de la société à compter du 31/12/2023, de nommer en qualité de Liquidatrice la Société JMC CAMPAN, SAS au capital de 2 500 euros, immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le numéro 909 788 549 dont le siège social est situé 125 AV ARISTIDE BRIAND 33700 MERIGNAC représentée par Monsieur Jean-Michel ESTOVERT demeurant 125 AVENUE ARISTIDE BRIAND 33700 MERIGNAC, et de fixer le siège de liquidation au siège social où seront également notifiés actes et documents. Dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation au Greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX.

Modification au RCS de BORDEAUX  
L24EJ07120

**avocats**

**Yves MOUNIER**  
Avocat à la Cour  
6 bis, rue de la Croix de  
Seguey 33000 BORDEAUX  
Tél : 05.56.52.74.60

SCI SYM' INVEST

## AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPEE

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 5 janvier 2024 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 5 janvier 2024 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur amiable M. Michel CHARPENTIER, demeurant 30 allée Belem 33950 LEGE CAP-FERRET, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation.

**BSF**  
AGENCEMENT DE BIENS MOBILIERS ET IMMOBILIERS  
COMMERCE DE BORDEAUX

## EARL DU ROC

Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée en liquidation au capital de 13 405 €  
Siège social et de liquidation :  
Le Roc, 53 Route de l'Ecluse,  
33660 SAINT ANTOINE SUR ISLE  
403 948 946 RCS LIBOURNE

Aux termes d'une décision en date du 30.11.2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de cette date et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur Daniel PHILIPPE, demeurant Le Roc, 157, Route de l'Ecluse 33660 SAINT ANTOINE SUR ISLE, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de LIBOURNE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis  
Le Liquidateur  
L24EJ07210

**HAPPY DIAG**  
SARL au capital de 100 €  
Siège social :  
14 RUE GOUNOD 33270 Floirac  
850 564 485 RCS de Bordeaux  
L'AGE du 31/12/2023 a décidé la dissolution et sa mise en liquidation amiable à compter du , nommé liquidateur M. FERNANDES Daniel, demeurant 14 RUE GOUNOD 33270 Bouliac, et fixé le siège de liquidation au siège social.  
Mention au RCS de Bordeaux  
L24EJ07219

**CF**  
Compagnie  
Fiduciaire

Groupes CF  
Société d'Expertise Comptable  
et Commissariat aux Comptes  
www.compagnie-fiduciaire.com  
contact@groupepcf.com

## TANE DEVELOPMENT

Société par actions simplifiée en liquidation  
Au capital de 1 500 euros  
Siège social :  
69 Boulevard du Président Wilson  
33200 BORDEAUX  
Siège de liquidation :  
69 Boulevard du Président Wilson  
33200 BORDEAUX  
812 817 450 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 15/12/2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 15/12/2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur Jean-Christophe DRAI, demeurant 69 Boulevard du Président Wilson 33200 BORDEAUX, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

L'Assemblée Générale du 29/01/2024 au 9 ter rue de Pujeau Bâtiment A 33380 MIOS a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Philippe LECLERCQ, demeurant 9 ter rue de Pujeau Bâtiment A 33380 MIOS, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée dudit registre. Pour avis

L24EJ06374

## FORET SENS

SASU au capital de 5 000 €  
Siège social : 5 allée Glaudiche  
33650 LA BREDE  
RCS de BORDEAUX n°892 545 633

En date du 31/12/2023, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. BEL-LANGE Emmanuel de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/12/2023.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX.

Pour avis  
Le Liquidateur  
L24EJ06484

**ECHOS**  
JUDICIAIRES - GIRONDINS

**SERVICE ABONNEMENT**

TÉL. 05 57 14 07 55

abonnement@echos-judiciaires.com

## EARL DU ROC

Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée en liquidation au capital de 13 405 €  
 Siège social et de liquidation :  
 Le Roc, 53 Route de l'Ecluse,  
 33660 SAINT ANTOINE SUR ISLE  
 403 948 946 RCS LIBOURNE

Aux termes d'une décision en date du 15.12.2023, l'associé unique, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Daniel PHILIPPE, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de LIBOURNE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis

Le Liquidateur

L24EJ07212



**Groupe CF**  
 Société d'Expertise Comptable  
 et Commissariat aux Comptes  
 www.compagnie-fiduciaire.com  
 contact@groupecf.com

## TANE DEVELOPMENT

Société par actions simplifiée  
 en liquidation  
 Au capital de 1 500 euros  
 Siège social :  
 69 Boulevard du Président Wilson  
 33200 BORDEAUX  
 Siège de liquidation :  
 69 Boulevard du Président Wilson  
 33200 BORDEAUX  
 812 817 450 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 31/01/2024 au au siège social, l'associé unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Jean-Christophe DRAI, demeurant 69 Boulevard du Président Wilson 33200 BORDEAUX, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

L24EJ07260

## CONVOICATIONS

### CAVE DE QUINSAC

Siège social : 89 Pranzac 33360 Quinsac.  
 Agrément ministère  
 de l'agriculture : n° 10617  
 RCS Bordeaux 781 973 110

#### L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE 2024

Le Conseil d'Administration invite tous ses associés coopérateurs à participer à l'Assemblée Générale Ordinaire le Jeudi 22 Février 2024 à 17h00, à la Cave de Quinsac, a effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du compte rendu de l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 Février 2023,

- Lecture du rapport moral du Conseil d'Administration,

- Examen des comptes de l'exercice clos au 31 Août 2023,

- Rapport du Commissaire aux Comptes,

- Votes des résolutions,

- Quitus à donner aux Membres du Conseil d'Administration,

- Affectation du résultat,

- Renouvellement du mandat des administrateurs sortants et élection d'administrateurs,

- Rapports et renouvellement des commissions : ventes, inventaires, communication, technique-dégustation,

- Fixation de la somme destinée à couvrir les remboursements de frais du Conseil d'Administration,

- Fixation de la somme destinée à la formation des administrateurs,

- Questions diverses.

Chaque sociétaire a :

- Le droit de présenter sa candidature au poste d'administrateur 10 jours francs avant l'Assemblée Générale, par Lettre Recommandée avec Avis de Réception adressée au Président.

- La possibilité, à partir du quinzième jour précédant cette assemblée, de prendre connaissance à la Cave des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes ainsi que des comptes détaillés.

Le Président du Conseil d'Administration,

Jean Pierre DANCHOTTE

L24EJ06196

## FONDS DE COMMERCE



**CABINET BERTOLO  
 MAILLET CONTOZ  
 21 BD DE LATRE DE  
 TASSIGNY  
 73100  
 AIX LES BAINS**

Suivant acte ssp en date à Jonquières du 12/01/2024, enregistré au SDE de BORDEAUX le 15/01/2024, dossier 2024 00002381, réf. 3304P61 2024 A 00286, la société SARL **DIEXYSSIES**, SARL au capital de 10000 euros, dont le siège social est 7 Avenue de la Libération - 33490 ST-PIERRE-D'AURILLAC, immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le n° 801 690 835, a cédé sa branche complète et autonome d'activité de négoce de plants de vigne, sis et exploité 7 Avenue de la Libération, 33490 ST-PIERRE-D'AURILLAC et pour l'exploitation duquel elle est immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le n° 801 690 835 et à l'INSEE sous le n° SIRET 801 690 835 00021, à la société **PEPINIERES VELLETAZ GRAND-OUEST**, SAS au capital de 1000 euros, dont le siège social est situé 86A Route de Cruet, Chef-lieu, 73250 ST-JEAN-DE-LA-PORTE, immatriculée au RCS de de CHAMBERY sous le n° 852 993 542, moyennant le prix de 160 000 euros et entrée en jouissance au 12/01/2024. Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales au siège du fonds cédé pour la validité et pour la correspondance au CABINET BERTOLO-MAILLET-CONTOZ, sis 21 Bld de Latre de Tassigny, 73100 AIX LES BAINS. Pour avis,

L24EJ05927



**Carine Souquet-Roos  
 AVOCAT - MÉDIATEUR**

148, rue Sainte-Catherine  
 33000 BORDEAUX  
 Tél 05 47 50 06 07

Suivant acte sous seing privé à BORDEAUX en date du 31 janvier 2024 enregistré le 2 février 2024 au service départemental de l'enregistrement de Bordeaux dossier 2024 00004765, référence 3304P61 2024 A 00501 :

La Société dénommée **ACTA IV**,

Société par actions simplifiée à associé unique au capital de 2000 €,

Siège social : 2 avenue de la Plage 33121 CARCANS,

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 850 028 861

A cédé à :

La société **SOLFO**,

Société à responsabilité limitée au capital de 5.000 €,

Siège social : 73, rue des Sablières 33800 BORDEAUX,

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 981 584 766,

**Son fonds de commerce de bar brasserie, connu sous le nom commercial « ATLANTIC CAFE » sis et exploité 2, avenue de la plage, 33121 CARCANS,** pour lequel la société ACTA IV est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX sous le numéro 850 028 861 et sous le numéro SIREN 850 028 861 00019 comprenant :

l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés,

le droit au bail des locaux dans lequel le fonds de commerce est exploité pour le temps restant à courir,

le matériel et le mobilier commercial servant à l'exploitation du fonds,

Le bénéficiaire de toutes autorisations et licences, concessions et de tous accords, conventions, marchés passés avec tous tiers, clients et fournisseurs, en vue de l'exploitation du Fonds,

Et le droit au transfert de la licence III,

tous les biens meubles corporels de faible valeur passés en comptabilité et utiles à la société.

La cession a été réalisée moyennant le prix principal de 156.000 euros se décomposant comme suit pour les éléments corporels : 25.539 euros et pour les éléments incorporels : 130.461 euros

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du 31 janvier 2024 et en a la jouissance à compter de cette date.

Pour la réception des oppositions et de la correspondance, domicile est élu au Cabinet de Maître Jérémy BRU, notaire demeurant 169, boulevard de la Plage 33120 ARCACHON.

Pour avis, RCS BORDEAUX.

L24EJ06612

Suivant acte sous seing privé en date à ANDERNOS LES BAINS du 31/01/2024, enregistré au Service des Impôts de BORDEAUX le 01/02/2024, **M. Jean Eric CAMINS** artisan inscrit au Répertoire des Métiers de la Gironde sous le numéro 332 255 173 et dont le siège et établissement principal est situé 8 rue Louis Lumière 33510 ANDERNOS LES BAINS a cédé à la société « **PEINTURE MOESSNER-CAMINS** », EURL au capital de 5 000 € dont le siège social est situé 17 rue Nicéphore Niepce 33510 ANDERNOS LES BAINS, immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le numéro 982 819 872, un fonds artisanal de peinture en bâtiment sis et exploité 8 rue Louis Lumière 33510 ANDERNOS LES BAINS, moyennant le prix de 160 000 €. La prise de possession et l'exploitation effective par l'acquéreur ont été fixées au 01/02/2024. Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales à l'adresse du fonds pour la validité et pour la correspondance également.

L24EJ07182

## REGIMES MATRIMONIAUX

Monsieur Joël Bernard Marie **DAUGA**, retraité, né à AUCH (32000), le 01 juin 1956 et Madame Gislaine Marie-Joëlle Mauricette **RAYMOND**, retraitée, née à BORDEAUX (33000), le 23 avril 1958, demeurant ensemble à BRUGES (33520), 14 chemin de la Marianne, mariés à la Mairie de BORDEAUX (33000), le 30 juin 1990, initialement sous le régime légal de la communauté réduite aux acquêts, ont procédé à un aménagement de leur régime matrimonial afin d'effectuer un apport en nue-propriété de deux appartements appartenant à Madame à la communauté.

L'acte a été reçu par Me Fabrice VEYS-SIERES, notaire à BLANQUEFORT, le 29 janvier 2024.

Les oppositions seront reçues en l'étude de Me Fabrice VEYS-SIERES, notaire à BLANQUEFORT, où domicile a été élu à cet effet, pendant un délai de trois mois à compter de la date de parution du présent journal, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial auprès du juge aux affaires familiales du tribunal judiciaire compétent

Pour insertion conformément aux dispositions de l'article 1397 du Code civil - Me Fabrice VEYS-SIERES

L24EJ05985



**SCP A NAVARRI,  
 L MARSANT  
 & J-B GIACCONI**  
 Notaires Associés  
 24 Avenue Jean Jaurès  
 CS 80021  
 33152 Cenon Cedex

## AMENAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Laurent MARSANT, Notaire à CENON, 24 Avenue Jean Jaurès, CRPCEN 33040, le 21 décembre 2023, a été reçu l'aménagement de régime matrimonial portant adjonction d'une société d'acquêts entre : Monsieur Olivier Gaston LECUILLER, Directeur Commercial, et Madame Marie-Laurence AFFRE, Chef d'Entreprise, demeurant ensemble à MERIGNAC (33700) 22 rue Pierre de Coubertin. Monsieur est né à SAINT-JEAN-D'ANGELY (17400) le 14 avril 1967, Madame est née à TOULOUSE (31000) le 6 février 1981. Mariés à la mairie de SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94100) le 15 avril 2006 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Olivier BICHEL, notaire à PARIS, le 3 février 2006. Les oppositions des créanciers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet. Pour insertion Le notaire.

L24EJ06594



**Maître Romain VIGNAU,**  
 Notaire  
 à VILLENAVE D'ORNON  
 (33140),  
 9 route de Léognan

## AMÉNAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Romain VIGNAU, notaire à VILLENAVE D'ORNON, le 2 février 2024, a été effectué un apport à communauté aménagé le régime matrimonial.

ENTRE :

Monsieur Michele Filippo Maria **AIELLO**, retraité, et Madame Marie-France Colette **BORDEAUX**, retraitée, demeurant ensemble à VILLENAVE-D'ORNON (33140) 12 rue Paguemaou.

Monsieur est né à MATELICA (ITALIE) le 22 avril 1946,

Madame est née à BORDEAUX (33000) le 13 juin 1946.

Mariés à la mairie de BORDEAUX (33000) le 21 septembre 1968 sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts régi par les articles 1400 et suivants du Code civil, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître POU-LIN, notaire à PESSAC (33600), le 3 septembre 1968.

Aux termes de l'acte, Madame Marie-France Colette **BORDEAUX** a déclaré apporter :

Une maison située à TALENCE (33400), 43 rue Redeuilh, 103-105 avenue Paul Bert cadastrée section A1 numéro 546 pour une contenance de 2 ares 20 centiares.

Et

Le lot numéro 2 d'un ensemble immobilier situé à LEGE-CAP-FERRET (33950), 5 avenue Toumelin et avenue Henri Guérin cadastrée section BB 263 pour une contenance de 2 ares 51 centiares.

les oppositions des créanciers pouvant exister sur le bien apporté, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L24EJ06657



**Stéphanie PETIT**  
Notaire  
324 Rue de l'Hôtel de Ville 286 rue Judaïque  
33710 PUGNAC 33000 BORDEAUX  
Détenteur Supérieur de Notariat



**NOTAIRES DU JEU DE PAUME**  
23 AVENUE DU JEU DE PAUME  
33200 BORDEAUX

## AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil

Article 1378-1 Code de procédure civile

Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant un testament olographe en date du 17 août 2018, **Monsieur Sébastien DELOUBES-PRADET** a consenti un legs universel au profit de Monsieur Théo BOZEC.

Consécutivement à son décès survenu à LES BILLAUX (33500) le 28 août 2023, ledit testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Stéphanie PETIT Notaire Associé de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée «N3B NOTAIRES», titulaire d'un office notarial dont le siège social est à BORDEAUX (33000) 266 rue Judaïque, le 20 novembre 2023 duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Stéphanie PETIT à BORDEAUX référence CRPCEN : 33137, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de BORDEAUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession

L24EJ06436

## AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil

Article 1378-1 Code de procédure civile  
Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 24 septembre 2009, **Monsieur Jean - Claude Etienne Moïse PEREYRE**, retraité, demeurant à LANTON (33138) 4 avenue des Catalans CASSY, né à BORDEAUX (33000), le 14 octobre 1950, célibataire, décédé à BORDEAUX (33000), le 7 octobre 2023, a consenti un legs universel. Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Elysa EHRHART-OHRENSSTEIN, notaire à ANDERNOS LES BAINS (33510) 91 boulevard de la République, le 10 novembre 2023, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine. Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Fabien ROUCHOUT, Notaire Associé de la Société par Actions Simplifiée dénommée « NOTAIRES COEUR DU BASSIN, Maîtres Thomas de RICAUD, Bertrand FAYE, Fabien ROUCHOUT et ASSOCIES », société multioffices titulaire des études de LANTON (33138), 29 avenue de la République, d'AUDENGE (33980), 3 avenue de Certes et d'ANDERNOS-LES-BAINS (33510), 22 avenue d'Arès, et exerçant en qualité de notaire à ANDERNOS-LES-BAINS (code CRPCEN N° 33168), référence CRPCEN : 33138, suivant la réception par le greffe du tribunal de grande instance de BORDEAUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L24EJ06716

## AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil

Article 1378-1 Code de procédure civile

Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 2 mai 2023,

**Madame Agnès Maria Annunciacion ZABALA**, en son vivant Représentée, veuve de Monsieur Guy René Henri COSTE, demeurant à BORDEAUX (33200) 45 avenue Alsace Lorraine.

Née à SAINT-JEAN-DE-LUZ (64500), le 28 février 1936.

Décédée à VILLENAVE-D'ORNON (33140) (FRANCE) où elle se trouvait momentanément, le 30 octobre 2023.

A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Pauline CAVALIER, Notaire au sein de la SOCIÉTÉ TITULAIRE D'OFFICES NOTARIAUX, à BORDEAUX (Gironde) CRPCEN 33015, 23 Avenue du Jeu de Paume et à PARIS (2<sup>ème</sup> arrondissement) CRPCEN 75329, 32 rue Etienne Marcel, le 5 février 2024, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Sébastien ARTAUD, notaire à BORDEAUX (33200) 23 avenue du Jeu de Paume, référence CRPCEN : 33015, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de BORDEAUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L24EJ06883



Etude de Maîtres Philippe JEAN, Johanne DELEGLISE, Guillaume MOGA et Joséphine BLANCHARD-MOGA  
Notaires associés à ARCAÇON (Gironde)  
14 Boulevard Général Leclerc.

## DEPOT DE TESTAMENT - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil

Article 1378-1 Code de procédure civile

Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 19 décembre 2016,

**Madame Thérèse Cécile Jeanne BAUDEZ**, en son vivant représentée, veuve de Monsieur Alain Pierre Charles Marie FRIOCOURT, demeurant à GUJAN-MESTRAS (33470) 7 allée des pins verts section La Hume.

Née à DUNKERQUE (59140), le 22 novembre 1919.

Décédée à GUJAN-MESTRAS (33470), le 5 janvier 2024.

A consenti un legs universel.

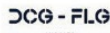
Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Philippe JEAN, Notaire membre de la Société à Responsabilité Limitée «Office Notarial B'A» à la résidence d'ARCAÇON (Gironde), 14, Boulevard Général Leclerc, le 5 février 2024.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Aude DE RATULD, notaire à CHATEAUGIRON (35410), 14 rue Alexis Garnier, référence CRPCEN : 35018, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de BORDEAUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L24EJ07096

## RECTIFICATIFS



583 avenue du Prado  
13295 Marseille CEDEX 08  
Tél : 04 96 17 60 90 - Fax : 04 96 17 60 91

Rectificatif à l'annonce publiée dans Les Echos Judiciaires Girondins du 02/02/2024 concernant LCV INCORPORATED. Il fallait lire :

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

Tout commerce et notamment commerce de détail et via internet, création, édition, diffusion, location, vente de jeux de société, jeux, jouets, statuettes, objets décoratifs et articles cadeaux, livres, produits audiovisuels, multimédia, prestation d'animation.

Et d'une manière générale, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement ou de le rendre plus rémunérateur.

L24EJ06354

RECTIFICATIF à l'insertion parue dans LES ECHOS JUDICIAIRES GIRONDIN du 26 janvier 2024, concernant la société SAGGIO PIZZA, 9 BIS ROUTE DE LA HALTE, 33590 Vensac. Il y a lieu de lire la société a pour objet : Restauration rapide, pizza, snack, le tout à emporter, sédentaire et ambulancier, et non pas : le sur place.

L24EJ06815

Rectificatif à l'annonce L23EJ60332 parue le 29 décembre 2023 concernant la société JD SERVICES, il y a lieu de lire pour le siège social de la société «48B rue Jouis 33400 TALENCE» au lieu de «48 rue Jouis 33400 TALENCE»

L24EJ07022

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX

EXTENSION DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 30 janvier 2024)

**SARL PNS ENTRETIEN**, 5 Avenue de la Gironde, 33480 Moulis-En-Médoc, RCS BORDEAUX 807 996 947. Vente pose et entretien mât de climatisation chauffage solaire et énergies Renouvelables. Jugement d'extension d'une procédure de liquidation judiciaire ouverte initialement à l'égard de la société PNS ENTRETIEN SARL à Monsieur Patrick MAHE, né le 20 mai 1963 à JAU DIGNAC LOIRAC (33) , et confirmant la désignation du liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559443431



OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE  
LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 31 octobre 2023)

**SARL CHRISEMWINE**, 133b Avenue de l'Hippodrome, 33320 Eysines, RCS BORDEAUX 880 959 325. Cave à vins, bières et spiritueux, vente au détail d'épicerie fine, vente d'objets du vin. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 septembre 2023, désignant liquidateur Maître Jacques de LATUDE : 14 rue Boudet, 33000 BORDEAUX. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559675478

**SARL LM PLOMBERIE 33**, 16 Rue Albert Camus, 33440 Ambarès-Et-Lagrave, RCS BORDEAUX 808 110 738. Entreprise de plomberie sanitaire chauffage couverture Zinguerie en France et à l'étranger toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à l'objet social. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 14 septembre 2023, désignant liquidateur Maître Jacques de LATUDE : 14 rue Boudet, 33000 BORDEAUX. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559675483

**SARL FRANKLIN**, 103 Cours de la Marne, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 399 076 611. Transaction et gestion immobilière, diffusion publicitaire. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 25 septembre 2023, désignant liquidateur Maître Jacques de LATUDE : 14 rue Boudet, 33000 BORDEAUX. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559675504

(Jugement du 30 janvier 2024)

**SAS BONDUT SAS**, Lieu-Dit Barbouran, 33190 Puybarban, RCS BORDEAUX 912 862 695. Charpente, couverture, isolation, doublage. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 janvier 2024, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559443470

**SARL MCLS**, 2 Avenue de Bordeaux, 33740 Arès, RCS BORDEAUX 818 386 930. Restauration rapide pizzeria rotisserie sur place à emporter et à livrer restauration Traditionnelle. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 octobre 2022, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559443434

**SAS E.C.R.A.**, 8 Chemin de Lescan, 33150 Cenon, RCS BORDEAUX 819 555 400. Rénovation, construction, maçonnerie, carrelage, plâtrerie et peinture. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 21 décembre 2023, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559443437

**SARL LES SUCCULENTES DE LA MALICE**, 39 Rue Huguier, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 847 600 855. L'exploitation exclusive des activités de concept store dédié au végétal décliné en vente de plantes, objets de décoration neufs et occasion, dégustation de thé, café, pâtisseries, sans cuisson sur place et excluant toute obligation légale administrative ou Règlementaire de conduit D2 extraction. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 28 décembre 2023, désignant liquidateur Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559443452

**SARL JEGSBAT**, 6 Rue du Maréchal Lannes, 33560 Carbon-Blanc, RCS BORDEAUX 890 829 120. Travaux de plâtrerie travaux de revêtement des sols et des murs travaux de peinture. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 décembre 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559443461

**SARL ACTIVITI'S**, 9 Rue Gustave Eiffel, Zone Industrielle Frimont Ouest, 33190 la Réole, RCS BORDEAUX 509 837 811. Prestations Viticoles et travaux mécanisés ,travaux de de Minipelle pour prestations Viticoles. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 novembre 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559443425

(Jugement du 31 janvier 2024)

**BERNARD Mylène**, Zae la Meule, 7 Rue de la Berle, 33680 Lacanau. Travaux De Menuiserie Bois Et Pvc. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 septembre 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544839

**SARL ACHEMINEMENT COLIS SERVICE (A C S)**, 23 Avenue des Chardonnet, 33320 le Taillan Médoc, RCS BORDEAUX 478 428 600. Transport express de petits colis véhicules de moins de 3,5 tonnes. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 octobre 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544756

**SARL KERIBIN**, 102 Avenue du Médoc, 33320 Eysines, RCS BORDEAUX 480 710 763. Maître d'oeuvre en bâtiment et toutes activités s'y rapportant, coordination, réalisation par sous-traitance et la commercialisation de toutes constructions... achat en propre d'immeubles en vue de leur revente et toutes activités se rapportant à celle de marchand de biens toutes prestations de services s'y rapportant. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 18 décembre 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à

adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544761

**SARL PINHEIRO ET FILS**, 205 Allée Isaac Newton, Parc d'Entreprises Boulac, Dauphine, 33127 Saint-Jean-D'Illiac, RCS BORDEAUX 533 360 228. Pose de Menuiseries bois, alu, Pvc, plâtrerie, Plaquist. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 20 décembre 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544765

**SAS INNOV ROBOTICS**, 147 Avenue de la Somme, Immeuble Margaux, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 821 723 723. Centre de formation notamment en robotique et centre de formation par apprentissage. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 février 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544779

**SAS A.D.A.G.C PIZZA**, 6 B Avenue Léon Delagrangé, 33380 Mios, RCS BORDEAUX 823 627 021. Préparation et cuisson de pizzas à emporter ou livrées restauration rapide et service de livraison à domicile, et à consommer sur place. pizzeria, Sandwicherie, hamburger, Saladerie, traiteur. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 10 décembre 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544782

**SARL MYC**, 1 Route de Vayres, 33450 Saint-Sulpice-Et-Cameyrac, RCS BORDEAUX 851 224 071. Activités des agences de publicité, la communication globale pour toutes les entreprises, institutions de tous secteurs. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 5 septembre 2023, désignant liquidateur SCP Silvestri -Baujé 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544804

**SARL AC2B**, 5 Impasse des Hironnelles, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 884 604 547. Achat, vente et montage de pneus, parallélisme. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 18 décembre 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544813

**SAS Les Noces de Bacchus**, 5 Rue Pierre Latecoere, 33740 Arès, RCS BORDEAUX 883 337 248. Traiteur spécialisée dans les réalisations d'apéritifs dinatoires et mignardises, à emporter ou à livrer à domicile. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 septembre 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail

électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544819

**SARL LUD'OR AQUITAINE GRAVURE**, 3 Chemin de la Moulinotte, 33450 Saint-Loubès, RCS BORDEAUX 838 616 803. Exploitation d'un atelier de réparation d'articles de bijouterie en Sav. fabrication d'ouvrages en métaux précieux. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 décembre 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544827

**SARL STORM**, 14 Rue Clemenceau, 33680 Lacanau, RCS BORDEAUX 909 465 312. Travaux de second-oeuvre tels que la peinture. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 16 octobre 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544830

**SARL LE PANIER DE PRUNE**, 143 Rue Judaïque, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 914 379 805. L'exploitation d'un commerce de vente de fruits et légumes ainsi que d'épicerie fine. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 23 décembre 2023, désignant liquidateur SCP Silvestri -Baujé 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544836

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 31 octobre 2023)

**SAS AUTO-ECOLE DES 4 PAVILIONS BORDEAUX**, 160 Cours du Médoc, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 823 276 084. Auto-école. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 17 octobre 2023 désignant mandataire judiciaire Maître Jacques de LATUDE : 14 rue Boudet, 33000 BORDEAUX Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559675464

(Jugement du 30 janvier 2024)

**SAS AQUITERRA I.S.E.**, 38b Rue Saubotte, 33540 Sauveterre-De-Guyenne, RCS BORDEAUX 412 990 129. Bureau d'études techniques et d'ingénierie du sol et de l'environnement. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 17 novembre 2023 désignant mandataire judiciaire Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559443422

**SARL EDDEN PATRIMOINE**, 19 Cours Balguerier Stutzenberg, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 510 400 955. Le conseil en investissement immobilier, les transactions immobilières, le courtage en opérations de banque et en services de paiement, le courtage en assurances. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire,

date de cessation des paiements le 15 novembre 2023 désignant mandataire judiciaire Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559443428

**SARL ARRA Logistique**, 43 Rue Raymond Lavigne Résidence Botanica, Appartement 6, 33100 Bordeaux, RCS BORDEAUX 902 768 373. Transport public routier de marchandises, de déménagement ou de loueur de véhicules avec conducteur au moyen exclusif de véhicules n'exédant pas un poids maximum autorisé de 3,5 tonnes. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 15 janvier 2024 désignant mandataire judiciaire Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559443464

**SAS MAISON LEMAIRE**, 14 Avenue Gustave Eiffel, 33440 Saint-Vincent-De-Paul, RCS BORDEAUX 911 845 386. Boulangerie, pâtisserie, traiteur. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 15 mai 2023 désignant mandataire judiciaire Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559443467

(Jugement du 31 janvier 2024)

**SAS FULL FLY**, 18 Avenue de Pythagore, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 829 111 731. L'enseignement de disciplines sportives et d'activités récréatives et de loisirs (code ape 85512), la gestion d'installations sportives, l'organisation de salons professionnels et de congrès. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1 novembre 2023 désignant administrateur SCP Cbf Associes 58 Rue Saint Genès 33000 Bordeaux mandataire judiciaire SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544785

**SAS ARPM 33**, 68 Bis Avenue Jean Jaurès, 33150 Cenon, RCS BORDEAUX 835 092 529. Electricité, plomberie, ventilation, isolation par panneaux isothermes, climatisation installation Cuisin professionelles, chambres froides. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 30 novembre 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544795

**ECHOS**  
JUDICIAIRES - GIRONDINS

SERVICE  
ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

abonnement@echos-judiciaires.com

**SAS LE PETIT ZINGUE**, 489 Avenue Maréchal de Lattre de, 33200 Bordeaux, RCS BORDEAUX 851 248 005. Bar restaurant brasserie. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 30 avril 2023 désignant mandataire judiciaire SCP Silvestri-Baujé 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544801

**SAS TRANSPORTS H DUCROS**, 6 Rue de Strasbourg, 33520 Bruges, RCS BORDEAUX 306 494 899. Transports routiers, services de transports publics de marchandises et commissionnaires de transports. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 5 janvier 2024 désignant administrateur SELARL Ajilink Vigreux 30 Cours de l'Intendance 33000 Bordeaux mandataire judiciaire SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544749

#### OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

(Jugement du 30 janvier 2024)

**SAS BORDEAUX IMMOBILIER CON-SEILS**, 7 Rue des Faussets, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 823 361 860. Transactions sur immeubles bâtis ou non bâtis et fonds de commerce et toutes opérations s'y rapportant. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde et désignant mandataire judiciaire Selarl Laura Lafon 155 Rue Fondaudège 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559443443

(Jugement du 31 janvier 2024)

**SAS SOREFAB (SOCIETE DE RENOVATION ET D'ENTRETIEN DES FACADES EN BETON) (SOREFAB)**, 5 Route de Carbon Blanc Cs 20005, 33306 Lormont Cedex, RCS BORDEAUX 472 202 845. Etanchéité des bâtiments façades Terrasses sols. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde et désignant administrateur SELAS Arva Administrateurs Judiciaires Associés 6 Rue d'Enghien 33000 Bordeaux mandataire judiciaire SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544746

**SAS CHEZ TOI IMMOBILIER**, 434 Avenue de la Libération, 33110 le Bouscat, RCS BORDEAUX 831 524 384. Transaction sur immeubles et fonds de commerce, conseil en immobilier, en placements en décoration, home Staging, réalisation de toutes études immobilières, rénovation en sous-Traitance. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde et désignant mandataire judiciaire SCP Silvestri-Baujé 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544788

**Société d'exercice libéral à responsabilité limitée à associé unique PHARMACIE FOCH**, 2 Rue du Maroc, 33150 Cenon, RCS BORDEAUX 888 536 968. L'exercice de la profession de pharmacien d'officine. Jugement prononçant l'ouver-

ture d'une procédure de sauvegarde et désignant mandataire judiciaire SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544816

**SARL SUBBA**, 14 Avenue Pierre Mendès France, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 899 679 708. Toute activité de consultant et de conseil aux particuliers et aux entreprises, notamment dans le domaine de la prise de participation et de la gestion d'entreprise par quelque moyen que ce soit; l'exercice de fonctions de direction et d'animation d'entreprises, quelles qu'elles soient, via notamment l'exercice de mandats sociaux; l'acquisition, la gestion et la cession, sous quelque forme que ce soit de parts sociales, valeurs mobilières ou autres dans toutes sociétés, entreprises ou groupements quelconques. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde et désignant mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302559544824

#### AUTRE JUGEMENT ET ORDONNANCE

(Jugement du 07 septembre 2022)

**SAS PYLA GOURMET**, Lieu-Dit Pyla sur Mer, 35 Boulevard de l'Océan, 33260 la Teste-De-Buch, RCS BORDEAUX 418 447 439. Restaurant, traiteur, conseiller culinaire. Constatant la bonne exécution du plan.

13302559675492

(Jugement du 24 janvier 2024)

**SARL V G**, 109 Quai Wilson, 33130 Bègles, RCS BORDEAUX 432 778 066. Maîtrise d'ouvrage prisé de participations dans toute entreprise toutes prestations liées à la construction. Constatant l'ouverture de la liquidation judiciaire, désignant la SELARL EKIP' : 2 rue Caudéran, 33000 BORDEAUX en qualité de liquidateur.

13302559675578

#### JUGEMENT D'INTERDICTION DE GÉRER

(Jugement du 16 octobre 2023)

**SAS CONSTRUCTIONS VERISSIMO**, 4b Rue du Met, 33990 Naujac-Sur-Mer, RCS BORDEAUX 820 400 844. Construction de piscines entreprise générale du bâtiment vente et pose de Menuiseries. Jugement prononçant l'interdiction prévue à l'article L. 653-8 du code de commerce à l'encontre de Monsieur Jorge Manuel LOPES VERISSIMO pour une durée de 10 ans.

13302559779873

#### JUGEMENT D'INTERDICTION DE GÉRER LOI DE 1985

(Jugement du 16 octobre 2023)

**SAS CONSTRUCTIONS VERISSIMO**, 4b Rue du Met, 33990 Naujac-Sur-Mer, RCS BORDEAUX 820 400 844. Construction de piscines entreprise générale du bâtiment vente et pose de Menuiseries. Jugement prononçant l'interdiction prévue à l'article L625-8 (ancien) du code de commerce à l'encontre de Monsieur Jorge Manuel LOPES VERISSIMO pour une durée de 10 ans pris en sa qualité de dirigeant.

13302559779870

ABONNEZ VOUS

#### JUGEMENT DE REPRISE DE LA PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 31 janvier 2024)

**SAS JORDAIR**, 43 Avenue Charles de Gaulle, 33200 Bordeaux, RCS BORDEAUX 453 689 366. Le commerce et le négoce de produits finis d'électroménager. Jugement prononçant la reprise de la procédure de liquidation judiciaire, liquidateur désigné SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux.

13302559544775

#### CONVERSION EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 30 janvier 2024)

**SAS JANE**, 1 Cours du Chapeau Rouge, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 821 452 067. Transactions sur immeubles et fonds de commerce - gestion immobilière. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux.

13302559443440

**SARL C&R 33**, 16 Allée du Pré de la Rosière, 33650 la Brède, RCS BORDEAUX 842 354 177. Maçonnerie, rénovation, démolition, peinture, revêtements sols et murs, vitrerie. activités connexes. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux.

13302559443446

**SARL EMAKY**, 6 Place de la Ferme Richemont, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 851 000 612. Restauration. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux.

13302559443449

**SARL FERNORD**, 55 Allée des Chênes Verts, 33480 Sainte-Hélène, RCS BORDEAUX 804 439 131. Activités du bâtiment tous corps d'état. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux.

13302559443455

**SAS YOUPING**, 4 Rue Duquesne, 33950 Lège-Cap-Ferret, RCS BORDEAUX 885 374 025. Prise de participations et d'intérêts et gestion de Ces participations et intérêts dans toutes sociétés françaises et étrangères, ainsi que toutes activités liées à la gestion de Ces participations; organisation d'événements à caractère promotionnel ou autre, de commerce éphémères (de type pop-Up), de séminaires, location de bureaux partagés (type Coworking) et de salle de réunion, studio de radio, et plus largement réalisation de toutes prestations de services et commercialisation de tous produits ou articles relatifs à Ces domaines. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux.

13302559443458

(Jugement du 31 janvier 2024)

**SAS NET'B**, 212 Avenue de Tivoli, le Patio, 33110 le Bouscat, RCS BORDEAUX 801 829 193. Climatatisation, ballon thermodynamique, installation de Vmc et de ventilation, réalisation de l'installation, achat et vente et la pose se rapportant aux activités du Btp, de l'électricité et des systèmes électriques. le nettoyage de locaux et de matériels industriels, la vente et installation en sous Traitance de système de climatatisation de ventilation et de pompe à chaleur. installation et entretien de pompes à chaleur. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux.

13302559544772

**SAS NATIONALE SECURITY**, 44 Rue Montmejean, 33100 Bordeaux, RCS BORDEAUX 834 808 313. Toutes les activités de sécurité, gardiennage, prévention et protection. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux.

13302559544792

**SAS OXYMI**, 7 Impasse du Logey, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 840 342 331. Commissionnaire de transport. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux.

13302559544798

**SAS BATINORME**, 6 Avenue Neil Armstrong, 33692 Mérignac Cedex, RCS BORDEAUX 830 990 032. Rénovation immobilière. la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant Ces activités. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux.

13302559544807

**SAS SAM AUTOS 33**, Route de Toulouse, 164-168, 33130 Bègles, RCS BORDEAUX 880 784 822. Achats - ventes de véhicules neufs et d'occasion, entretiens et réparations de véhicules, ventes pneus neufs et d'occasion. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux.

13302559544810

**SARL MABBAM**, 114 Cours d'Alsace et Lorraine, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 803 705 409. Prise de participation dans toutes sociétés françaises ou étrangères quels que soient leur objet social et leur activité. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clemenceau 33000 Bordeaux.

13302559544833

#### AUTRE JUGEMENT PRONONÇANT

(Jugement du 21 novembre 2023)

**SAS SB COBOREST**, 14 Rue Georges Clemenceau, 85220 Apremont, RCS LA ROCHE SUR YON 820 967 479. Restauration traditionnelle, bar à vins, restauration rapide, snack. Jugement du tribunal de commerce de BORDEAUX, prononcé en date du 21/11/2023, l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le numéro 2023J01178, date de cessation des paiements le 17/09/2023 désigne Mandataire judiciaire Maître Jacques de LATUDE : 14 rue Boudet, 33000 BORDEAUX, Les déclarations des créances sont à déposer au mandataire judiciaire dans les deux mois à compter de la date de publication au Bodacc.

13302559675451

(Jugement du 06 décembre 2023)

**SARL SOURY SEBASTIEN SARL (LENK'@GOURMAND)**, 3 Impasse Jean Vige, 33240 Saint-André-De-Cubzac, RCS LIBOURNE 751 136 912. Restauration sur place et à emporter, restauration en ambulancier. Le tribunal de commerce de BORDEAUX a prononcé en date du 06/12/2023, l'ouverture de la liquidation judiciaire et a décidé de l'application de la procédure de liquidation judiciaire simplifiée, sous le numéro 2023J01279 date de cessation des paiements le 01/10/2023 et a désigné liquidateur SELARL FIRMA : 54 cours Georges Clemenceau, 33000 BORDEAUX. Les déclarations des créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au Bodacc.

13302559675530

**ECHOS**  
JUDICIAIRES - GIRONDINS

(Jugement du 13 décembre 2023)

**SARL SPORT ACCESS COACHING**, 6 Rue d'Armaille, 75017 Paris, RCS PARIS 832 881 205. L'enseignement de disciplines et d'activités de loisirs, Coaching à domicile, Coaching dans des espaces sportifs. Jugement du tribunal de commerce de BORDEAUX, prononce en date du 13/12/2023, l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le numéro 2023J01309, date de cessation des paiements le 10/11/2023 désigne Mandataire judiciaire SELARL PHILAE : 123 avenue Thiers, 33100 BORDEAUX. Les déclarations des créances sont à déposer au mandataire judiciaire dans les deux mois à compter de la date de publication au Bodacc.

13302559675534

(Jugement du 14 décembre 2023)

**SAS 2D/3D ANIMATIONS**, 72 Rue Fontaine du Lizier, 16000 Angoulême, RCS ANGOULEME 428 717 409. Création, développement, fabrication, adaptation, achat, vente location prestation de services, production, édition, diffusion d'imageries fixes et animées tels que dessins animés, effets spéciaux, conversions graphiques, tirages à réaliser en 2 et ou en 3 dimensions par des procédés numériques et autres de films cinématographiques courts et longs métrages de Tte nature mettant en oeuvre même partiellement Ces techniques édités sur tous supports destinés à tous secteurs d'activité. enseignement dans les domaines techniques et artistiques relatif à Ces activités mise à disposition de moyens techniques et humains nécessaires à Ces activités. Jugement du tribunal de commerce de BORDEAUX prononce en date du 14/12/2023, la liquidation judiciaire sous le numéro 2023J1302, date de cessation des paiements le 24/11/2023, désigne liquidateur LA SELARL EKIP, 16 place de Turenne, 16000 ANGOULEME, les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au Bodacc.

13302559675512

(Jugement du 10 janvier 2024)

**SAS FLAT LEASE GROUP**, 6 Rue d'Armaille, 75017 Paris, RCS PARIS 478 440 480. Location de matériel et équipement divers - toutes activités de conseils notamment en stratégie et organisation prendre détenir gérer toutes participations dans des entreprises. Jugement du Tribunal de Commerce de BORDEAUX en date du 10/01/2024 constate l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire prononcée par la Cour d'Appel de BORDEAUX par arrêt en date du 28/11/2023, constate que la date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 17/10/2023 dans ce même arrêt, désigne la AJLINK VIGREUX : 30 cours de l'Intendance, 33000 BORDEAUX en qualité d'administrateur judiciaire avec mission d'assistance, désigne la SCP SILVESTRI-BAUJET : 23 rue du Chai des Farines, 33000 BORDEAUX en qualité de mandataire judiciaire, Les déclarations des créances sont à déposer au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.812-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la date de publication au Bodacc.

13302559675655

(Jugement du 17 janvier 2024)

**SAS AU TOP DU ROULIER DE MOULINS**, Zone Industrielle les Gris, 03400 Toulon-Sur-Allier, RCS CUSSET 478 350 622. Restaurant, brasserie, plats à emporter, bar, café et notamment exploitation du restaurant du centre routier Is zone industrielle les gris 03400 Toulon sur allier. Jugement du Tribunal de Commerce de BORDEAUX en date du 17/01/2024 prononçant la liquidation judiciaire et nommant la SELARL PHILAE : 123 avenue Thiers, 33100 BORDEAUX en qualité de liquidateur.

13302559675608

(Jugement du 24 janvier 2024)

**SAS LAMARQUE SOGY BOIS (LSB)**, 40110 Ygos-Saint-Saturnin, RCS MONT DE MARSAN 895 750 107. Bois, exploitations forestières. Jugement du Tribunal de Commerce de BORDEAUX en date du 24/01/2024 constatant l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire telle que prévue par le jugement du 03/11/2023 du Tribunal de Commerce de MONT DE MARSAN, et maintenant les organes de la procédure tels que désignés.

13302559675606

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOBIGNY

CONVERSION EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE DE LA PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

(Jugement du 16 novembre 2023)

**SARL S.M. BORDEAUX**, 49/51 Rue Émile Zola, 93100 Montreuil, RCS BOBIGNY 387 533 128. Prêt à porter et accessoires. Jugement du tribunal de commerce de Bobigny en date du 16 novembre 2023, convertissant la procédure de sauvegarde en procédure de redressement judiciaire, Administrateur SELARL Fhb en la personne de Maître Hélène Bourbouloux 176 Avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine et la SELARL A.JAssociés prise en la personne de Me Nicolas DESHAYES, 46 Promenade Jean Rostand, 93000 BOBIGNY avec pour mission de : assistance, Mandataire judiciaire SELARLU Bally M.J. 69 Rue d'Anjou 93000 Bobigny et la SELARL ASTEREN prise en la personne de Me Axel CHUINE, 14/16 Rue de Lorraine, 93000 BOBIGNY, date de cessation des paiements le 30 septembre 2023.

13302559675705

**SARL SM MONTPELLIER**, 49 Rue Émile Zola, 93100 Montreuil, RCS BOBIGNY 387 675 242. Vente de prêt à porter enfants. Jugement du tribunal de commerce de Bobigny en date du 16 novembre 2023, convertissant la procédure de sauvegarde en procédure de redressement judiciaire, Administrateur SELARL Fhb en la personne de Maître Hélène Bourbouloux 176 Avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine et la SELARL A.Jassociés prise en la personne de Maître Nicolas DESHAYES, 46 Promenade Jean Rostand, 93000 BOBIGNY avec pour mission de : assistance, Mandataire judiciaire SELARLU Bally M.J. 69 Rue d'Anjou 93000 Bobigny et la SELARL ASTEREN prise en la personne de Maître Axel CHUINE, 14/16 Rue de Lorraine 93000 BOBIGNY, date de cessation des paiements le 30 septembre 2023.

13302559675717

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE DAX

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 15 novembre 2023)

**SARL TRADE OFFICE (Viveros Domingo)**, 120 Avenue Georges Clemenceau, 40100 Dax, RCS DAX 794 988 907. Vente alimentaire, coquillages, vins, boissons, végétaux, bazar. Jugement du tribunal de commerce de Dax prononçant en date du 15 Novembre 2023 l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, désignant mandataire judiciaire Selas Guérin Et Associées En La Personne De Me Hélène Branchu Bord 2, rue du 49<sup>ème</sup> Ri - BP 8278 - 64182 Bayonne Cedex.

13302559675704

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE MÉTROPOLE

MODIFICATION DE LA DATE DE CESSATION DES PAIEMENTS

(Jugement du 14 novembre 2023)

**SAS CAMAIEU INTERNATIONAL**, 211 Avenue Brame, 59100 Roubaix, RCS LILLE METROPOLE 345 086 177. Commerce de détail de l'habillement. Jugement du tribunal de commerce de LILLE -MÉTROPOLE en date du 14-11-2023 modifiant la date de cessation des paiements au 15-04-2020.

13302559675743

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE LYON

CONVERSION EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 01 décembre 2023)

**SAS SEPPA**, 6b Rue Paul Gros, 33270 Floirac, RCS BORDEAUX 434 804 720. Toutes activités dans le domaine de la communication. Act de réalisation d'événements et de formation (Act. créée) régie publicitaire édition de revues de travaux d'édition (Act. achetée). toutes activités de stratégies, de mercatique, de marketing business to business. prestations de services stratégiques, graphiques, techniques et de formation permettant l'accompagnement transversal des marques publiques et privées

ainsi que de personnes physiques dans leur communication digitale de réalisation de sites internet, de conseils en stratégie, de présence digitale de créations de dispositifs de communication on line et de contenus Web. de formation 2.0. de prestations «print» (stratégiques, Rédactionnels graphiques, techniques) à la définition et la mise en oeuvre de stratégies territoriales de concertation locales ou des opérateurs privés, dans un cadre volontaire ou réglementaire, à la conception et l'organisation de débats publics, de dialogues territorial et citoyen, de médiation et plan de communication entre les différentes parties prenantes d'un projet territorial ainsi que les déploiement des programmes d'action; toutes activités de formation, développement de contenu et d'outils pédagogiques à destination des élus locaux. Jugement du Tribunal de Commerce de Lyon en date du 01/12/2023 prononçant l'arrêt du plan de cession et la conversion en liquidation judiciaire. Liquidateur judiciaire : La SELARL JEROME ALLAIS représentée par Maître Jérôme ALLAIS immeuble l'Europe 62 rue de Bonnel 69003 Lyon.

13302559675785

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 13 novembre 2023)

**SAS O'SAVEURS BELGES**, 160 Avenue de Fès, Centre Advisor, le Scribe -Bâtiment a, 34080 Montpellier, RCS MONTPELLIER 908 195 498. Restauration rapide à emporter sans vente de boissons alcoolisées. Jugement du tribunal de commerce de Montpellier prononçant en date du 13 Novembre 2023 la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 Janvier 2023, désignant liquidateur Me Christine Dauverchain 2, rue Saint-Come - 34000 Montpellier.

13302559675676

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE NICE

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 23 novembre 2023)

**SARL SIMA**, 14 Rue François Guisol, 06300 Nice, RCS NICE 909 043 812. Bar à ongles, vente de produits et accessoires s'y rapportant. Jugement du tribunal de commerce de Nice, prononce en date du 23 novembre 2023, l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le numéro 2023J00534, date de cessation des paiements le 16 novembre 2023 désigne Administrateur SELARL Bg & Associes prise en la personne de Maître Stéphanie Bienfait 7 Rue Delille 06000 Nice avec pour mission : de surveiller, Mandataire judiciaire SELARL Funel Et Associes prise en la personne de Me Jean-Patrick Funel 54 Rue Giofrédo 06000 Nice, et ouvre une période d'observation expirant le 23 mai 2024 Les déclarations des créances sont à déposer au mandataire judiciaire dans les deux mois à compter de la date de publication au Bodacc.

13302559675769

## 24H/24H

PUBLICATION DE VOTRE  
ANNONCE LÉGALE EN LIGNE VIA  
NOTRE PLATEFORME WEB :

[annoncelegale.echos-judiciaires.com](http://annoncelegale.echos-judiciaires.com)

**ECHOS**  
JUDICIAIRES - GIRONDINS

POUR VOTRE  
COMMUNICATION  
PUBLICITAIRE

TÉL. 05 56 52 32 13

[publicite@echos-judiciaires.com](mailto:publicite@echos-judiciaires.com)

ANNONCES LÉGALES

**SAS A2G**, 14 Rue François Guisol, 06200 Nice, RCS NICE 880 392 089. Bar à ongles, vente de produits et accessoires s'y rapportant. Jugement du tribunal de commerce de Nice, prononce en date du 23 novembre 2023, l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le numéro 2023J00533, date de cessation des paiements le 16 novembre 2023 désigne Administrateur SELARL Bg & Associes prise en la personne de Maître Stéphanie Bienfait 7 Rue Deille 06000 Nice avec pour mission : de surveiller, Mandataire judiciaire SELARL Funel Et Associes prise en la personne de Me Jean-Patrick Funel 54 Rue Giofrédo 06000 Nice, et ouvre une période d'observation expirant le 23 mai 2024 Les déclarations des créances sont à déposer au mandataire judiciaire dans les deux mois à compter de la date de publication au Bodacc.

13302559675770

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 22 novembre 2023)

**SAS PRIVILEGE COURTAGE AQUITAINE**, 33 Rue Joubert, 75009 Paris 9<sup>e</sup> Arrondissement, RCS PARIS 848 370 516. Conseil, assistance et ingénierie en matière financière; courtage en opération de banque et service de paiement. Le Tribunal de Commerce de PARIS, a prononcé, en date du 22/11/2023, l'ouverture de la liquidation judiciaire sous le numéro P202303267, date de cessation des paiements le 10/11/2023, et a désigné : juge commissaire Mme Nathalie Dostert liquidateur SELARL ATHENA en la personne de Me Camille Steiner 16 rue Friant 75014 Paris, les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au bodacc.

13302559675745

**SAS Groupe Lifestone**, 33 Rue Joubert, 75009 Paris 9<sup>e</sup> Arrondissement, RCS PARIS 844 718 155. Activité de transaction sur immeubles et fonds de commerce ainsi que toutes prestations de services relatives à cette activité; création, acquisition, location, prise en location-gérance de tous fonds de commerce, prise à bail, installation, exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées; assistance, management et conseil auprès de toutes sociétés, organismes, institutionnels et particuliers ainsi que toutes prestations de services relatives à cette activité. Le Tribunal de Commerce de PARIS, a prononcé, en date du 22/11/2023, l'ouverture de la liquidation judiciaire sous le numéro P202303259, date de cessation des paiements le 10/11/2023, et a désigné : juge commissaire Mme Nathalie Dostert liquidateur SELARL ATHENA en la personne de Me Camille Steiner 16 rue Friant 75014 Paris, les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au bodacc.

13302559675747

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 23 novembre 2023)

**SARL LA MAISON DE L'INVESTISSEUR MAINE**, 151bis Rue Blomet, 75015 Paris 15<sup>e</sup> Arrondissement, RCS PARIS 499 617 553. Le conseil en optimisation du patrimoine, notamment par le biais de l'investissement immobilier ; le conseil et l'intermédiation de toutes sortes pour tous types d'opérations immobilières et notamment l'agence immobilière. Le Tribunal de Commerce de PARIS a pro-

noncé en date du 23/11/2023 l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le numéro P202303289 date de cessation des paiements le 11/11/2023, et a désigné juge commissaire : M. Bernard Rossignol, juge commissaire suppléant : Mme Pascale Cholmé, administrateur : SELARL AJASSOCIES en la personne de Me Franck Michel 90 boulevard Flandrin 75116 Paris, avec pour mission : d'assister, mandataire judiciaire : SELARL MONTRAVERS YANG-TING en la personne de Me Yohann Yang-Ting 11 boulevard de Sébastopol 75001 Paris, et a ouvert une période d'observation expirant le 23/05/2024, les déclarations des créances sont à déposer au mandataire judiciaire dans les deux mois à compter de la date de publication au bodacc.

13302559675748

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE

AUTRE JUGEMENT ET ORDONNANCE

(Jugement du 23 novembre 2023)

**SAS RESONNANCES**, 30 Rue Theron de Montage, 31200 Toulouse, RCS TOULOUSE 792 077 422. Achat et vente d'ouvrages en métaux précieux, commercialisation de bijoux fantaisie, d'articles d'horlogerie et accessoires de mode, cosmétiques, parfumerie, prêt-porter, lingerie et maroquinerie. Jugement du Tribunal de Commerce de Toulouse du 23/11/2023 étendant la procédure de redressement judiciaire de la SARL TRANSPARENCE à La SAS RESSEMBLANCE (RCS 788.564.276) La SAS RESONNANCES (RCS 792.077.422) La SAS NUANCES (RCS 811.733.377) La SAS CAROLIANE (RCS 513.524.405) 30 rue Thérôn de Montaugé, 31200 TOULOUSE.

13302559675746

## TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX

Par jugement en date du 02 Février 2024 Le Tribunal, Prononce la clôture pour insuffisance d'actif de la procédure de liquidation judiciaire de :

**Association COMITE ASS DEFENSE DES MALADES INVALIDES (AMI)** Activité : Action sociale sans hébergement 42 rue Paul Louis Lande 33000 BORDEAUX SIRET : 390 043 032 00023

Liquidateur : S.E.L.A.R.L. FIRMA Maître MAYON 54 cours Georges Clémenceau 33000 BORDEAUX L24EJ06518

Par jugement en date du 02 Février 2024 Le Tribunal, Prononce la clôture pour insuffisance d'actif de la procédure de liquidation judiciaire de :

**Madame Albane DUGAS** Profession : Culture de la vigne 89 avenue de la République 33240 VAL DE VIRVEE SIRET : 504 482 605 00012.

Liquidateur : Maître MAYON SELARL FIRMA 54 cours georges Clémenceau 33000 BORDEAUX L24EJ06521

Par jugement en date du 02 Février 2024 Le Tribunal, Prononce la clôture pour insuffisance d'actif de la procédure de liquidation judiciaire de :

**M. Alain JAUNATRE** 18, route de la Forêt 33370 SALLEBOEUF.

Liquidateur : Me SILVESTRI SCP SILVESTRI-BAUJET 23 rue du Chai des Farines 33000 BORDEAUX L24EJ06522

## MANDATAIRES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES



Les candidats intéressés sont invités à se manifester auprès de :

**SELARL FHBX**  
Me Sylvain HUSTAIX  
Administrateurs  
Judiciaires Associés  
76 cours Georges  
Clémenceau  
33000 Bordeaux  
[www.fhbX.eu](http://www.fhbX.eu)

e-mails :  
[juliette.bardet@fhbX.eu](mailto:juliette.bardet@fhbX.eu)

### RECHERCHE DE REPRENEURS

#### OU D'INVESTISSEURS

Hélène Bourbouloux | Jean-François Blanc | Gaël Couturier  
Cécile Dür | Nathalie Leboucher | Sylvain Hustaix  
Benjamin Tamboise | Charlotte Fort | Alicia Alves  
Eric Samson | Théophile Fornacciarì

#### SAS BAM & CO

**Magasins sous concession d'enseigne TARA JARMON et multimarque**

Redressement judiciaire du 06/12/2023  
• Activité : Société spécialisée dans la vente au détail de vêtements et accessoires, via l'exploitation de deux boutiques l'une en concession d'enseigne TARA JARMON et l'autre en multimarque  
• Sites d'exploitation : 18 Cours de l'Intendance 33000 BORDEAUX, et Centre Commercial Rives d'Arcins, rue des frères Lumières 33130 BEGLES  
• Chiffre d'affaires au 30/09/2022 (exercice clos) : 496.997 €  
• Chiffre d'affaires au 30/09/2023 (provisoire) : 541.425 €  
• Effectif total : 4 salariés

**La date limite de dépôt des offres de reprise est fixée au 27/02/2024 à 12h00.**

L'accès à une data room électronique sera autorisé après régularisation d'un engagement de confidentialité et une présentation succincte du candidat.



Les candidats intéressés sont invités à se manifester auprès de :

**SELARL FHBX**  
Me Sylvain HUSTAIX  
Administrateurs  
Judiciaires Associés  
76 cours Georges  
Clémenceau  
33000 Bordeaux  
[www.fhbX.eu](http://www.fhbX.eu)

e-mails :  
[juliette.bardet@fhbX.eu](mailto:juliette.bardet@fhbX.eu)

### RECHERCHE DE REPRENEURS

#### OU D'INVESTISSEURS

Hélène Bourbouloux | Jean-François Blanc | Gaël Couturier  
Cécile Dür | Nathalie Leboucher | Sylvain Hustaix  
Benjamin Tamboise | Charlotte Fort | Alicia Alves  
Eric Samson | Théophile Fornacciarì

#### SASU LAMARQUE SOGY BOIS

**Exploitation forestière, scierie et rabotage de bois, fondée en 1895**

Redressement judiciaire du 03/11/2023

• Activité : sciage, rabotage de bois (pin maritime), activité de négoce (distribution exclusive de bois rares), fabrication et commercialisation de parquets, lambris, lames de terrasse, moules  
• Certifiée PEFC, FSC, NIMP15  
• Chiffre d'affaires au 31/12/2022 (exercice clos) : 12.173.808,94 €  
• Sites d'exploitation : 306 rue d'Albret et 506 avenue de Brassens 40110 YGOS-SAINT-SATURNIN  
• Effectif total : 78 salariés

**La date limite de dépôt des offres de reprise est fixée au 26 février 2024 à 12h.**

L'accès à une data room électronique sera autorisé après régularisation d'un engagement de confidentialité et une présentation succincte du candidat.

**POUR RECEVOIR  
LE SERVICE RÉGULIER DE NOTRE JOURNAL**

**ABONNEZ-VOUS !**

**SERVICE ABONNEMENT**

TÉL. 05 57 14 07 55

[abonnement@echos-judiciaires.com](mailto:abonnement@echos-judiciaires.com)

**POUR ÉCOURTER LES DÉLAIS,  
PENSEZ À NOTRE SUPPORT NUMÉRIQUE :**

[echos-Judiciaires.com](http://echos-Judiciaires.com)



REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



**SELARL EKIP' – MANDATAIRES JUDICIAIRES**  
6-7 BOULEVARD ARISTIDE BRIAND  
33500 LIBOURNE



**À VENDRE MATERIEL D'EXPLOITATION  
d'entreprise générale du bâtiment  
A IZON (33450)**

Les offres devront impérativement être adressées auprès de  
la SELARL EKIP', prise en la personne de Me Romain RABUSSEAU 6 et 7 Boulevard  
A.Briand 33506 LIBOURNE **avant le 01/03/2024 à 12h**

Les pièces du dossier ne seront accessibles qu'après communication  
par courriel de l'attestation de confidentialité dûment paraphée et librement  
téléchargeable sur le site : [www.ekip.eu](http://www.ekip.eu) Onglet : «cession d'actif»

Référence : 43070

Coordonnées de la personne en charge du dossier : [amandine.elizondo@ekip.eu](mailto:amandine.elizondo@ekip.eu)

DESCRIPTIF SUR LE SITE [WWW.MJ-SO.COM](http://WWW.MJ-SO.COM)

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



**SCP SILVESTRI-BAUJET – MANDATAIRES JUDICIAIRES**  
23 RUE DU CHAI DES FARINES  
33000 BORDEAUX



**À VENDRE  
STOCK DE BOUTEILLES DE VINS & VINS EN VRAC  
CHATEAU TOUR SAINT BONNET  
33340 SAINT-CHRISTOLY-MÉDOC**

Dossier n° 13271 sur demande à la **SCP SILVESTRI-BAUJET**  
Mandataires Judiciaires  
23 rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux  
courriel : [pasilvestri@mjsb.fr](mailto:pasilvestri@mjsb.fr)

DESCRIPTIF SUR LE SITE [WWW.MJ-SO.COM](http://WWW.MJ-SO.COM)

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



**SELARL PHILAE  
MANDATAIRES JUDICIAIRES**  
123 AVENUE THIERS 33100 BORDEAUX



**À VENDRE FONDS DE COMMERCE DE  
SALLE DE LOISIRS, ESCAPE GAME,  
REALITE VIRTUELLE  
«VIRTUOZ ESCAPE»  
A MERIGNAC (33)**  
233B Avenue de la Marne  
Local de 270 m<sup>2</sup> avec 2 salles de 30 m<sup>2</sup>  
d'escape game équipées des espaces  
de réalité virtuelle  
Loyer mensuel : 3.613€  
CA 2022 : 102.427€

Offres à adresser à SELARL PHILAE,  
123 avenue Thiers à Bordeaux (33100) fax : 05 56 79 09 65  
Email : [contact@philaemj.fr](mailto:contact@philaemj.fr)  
Réf : 8267

DESCRIPTIF ET PIÈCES SUR LE SITE [WWW.MJ-SO.COM](http://WWW.MJ-SO.COM)

APPEL D'OFFRES



**AJILINK TOULOUSE**  
Me Sébastien VIGREUX  
Administrateur  
Judiciaire Associé  
1 rue Montardy  
31000 TOULOUSE  
mail : [vigreux@ajilink.fr](mailto:vigreux@ajilink.fr)  
Tel : 05 56 44 90 19

**RECHERCHE DE REPRENEUR  
SUD OUEST  
SECTEUR  
GIRONDE (33) et HAUTE-VIENNE (87)  
«SENTINO»**

Etablissements :

- Zone commerciale LE VIGAN (BOISSEUIL 87)  
enseigne CELIO (3 salariés)  
CA du 01/10/2022 au 30/09/2023 : 536 k€ HT  
CA du 01/10/2023 au 31/12/2023 : 181 k€ HT  
Loyer de : 50 k€ annuel HT
- Centre commercial MOLEON (LANGON 33)  
enseigne CELIO (4 salariés )  
CA du 01/10/2022 au 30/09/2023 : 607 k€ HT  
CA du 01/10/2023 au 31/12/2023 : 55 k€ HT  
Loyer de : 39 k€ annuel HT
- Centre commercial MOLEON (LANGON 33)  
enseigne TAILLY WEIJL (2 salariés)  
CA du 01/10/2022 au 30/09/2023 : 265 k€ HT  
CA du 01/10/2023 au 31/12/2023 : 193 k€ HT  
Loyer de : 31 k€ annuel HT

**Date limite de dépôt des offres : 23/02/2024**

[WWW.ECHOS-JUDICIAIRES.COM](http://WWW.ECHOS-JUDICIAIRES.COM)

# Taux 1<sup>er</sup> semestre 2024 d'intérêt légal

Pour le premier semestre 2024, le taux d'intérêt légal s'établit à 8,01 % pour les créanciers particuliers et 5,07 % pour les créanciers professionnels.

**L**e taux de l'intérêt légal constitue la référence pour le calcul des intérêts dus par un débiteur en cas de retard de paiement. Il est déterminé en fonction du taux moyen du crédit et du taux refi (taux de refinancement de la Banque centrale européenne). Deux taux sont fixés chaque semestre, l'un pour les créanciers professionnels, l'autre pour les créanciers particuliers (peu importe le statut du débiteur, professionnel ou particulier).

Au premier semestre 2024, les taux de l'intérêt légal sont les suivants :

- pour les créanciers professionnels, le taux est de 5,07 % (contre 2,06 % au premier semestre 2023 et 4,22 % au second) ;

- pour les créanciers particuliers (personnes physiques n'agissant pas pour des besoins professionnels), le taux légal est de 8,01 % (contre 4,47 % au premier semestre 2023 et 6,82 % au second).

Le taux d'intérêt légal est un taux annuel. Le calcul doit être effectué pour chaque semestre en fonction du

nombre de jours de retard dans le semestre sur 365 jours (y compris pour une année bissextile telle que 2024).

## TAUX MAJORÉ

Lorsque la somme est due à la suite d'une décision de justice, le taux d'intérêt légal est majoré de cinq points si le paiement n'est pas effectué dans les deux mois suivant la date d'application du jugement (date d'expiration des voies de recours ou date de la signification du jugement en cas d'exécution provisoire). Pour le premier semestre 2024, le taux majoré s'établit donc à 10,07 % si le créancier est un professionnel, et à 13,01 % si le créancier est un particulier.

## PÉNALITÉS DE RETARD ENTRE PROFESSIONNELS

Entre professionnels, le montant des pénalités de retard de paiement est fixé dans les conditions générales de vente, les factures ou tout autre document commercial. Le taux des pénalités de retard ne peut être inférieur à trois fois le taux légal, soit 15,21 % pour le premier semestre 2024. En absence de convention, le taux des pénalités est égal au taux refi de la Banque centrale européenne majoré de 10 points, soit 14,50 % depuis le 14 septembre 2023. S'y ajoute l'indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 euros par facture. ■

INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX		
	EN NIVEAU	ÉVOLUTION ANNUELLE EN %
2022 T2	123,65	+ 4,43 %
2022 T3	126,13	+ 5,37 %
2022 T4	126,05	+ 6,29 %
2023 T1	128,68	+ 6,69 %
2023 T2	131,81	+ 6,60 %
2023 T3	133,66	+ 5,97 %

source : INSEE

Selon la Loi 2014-626 du 18 juin 2014 (article 9) qui modifie l'article L145-34 du Code de commerce, deux indices peuvent être utilisés pour la révision des baux commerciaux :  
- l'indice des loyers commerciaux pour les activités commerciales ou artisanales ;  
- l'indice des loyers des activités tertiaires pour les activités autres que commerciales.

### SÉCURITÉ SOCIALE PLAFOND MENSUEL

2024 : 3 864 €

Le nouveau montant du plafond est valable toute l'année, le gouvernement ayant décidé de fixer désormais un seul plafond par an (46 368 €)

BARÈME KILOMÉTRIQUE 2023			
VOITURES	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
PUISSANCE FISCALE	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV	d x 0,529	(d x 0,316) + 1 065 €	d x 0,370
4 CV	d x 0,606	(d x 0,340) + 1 330 €	d x 0,407
5 CV	d x 0,636	(d x 0,357) + 1 395 €	d x 0,427
6 CV	d x 0,665	(d x 0,374) + 1 457 €	d x 0,447
7 CV et plus	d x 0,697	(d x 0,394) + 1 515 €	d x 0,470
VÉLO-MOTEUR	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 001 À 5 000 KM	AU-DELÀ DE 5 000 KM
moins de 50 cm <sup>3</sup>	d x 0,315	(d x 0,079) + 711 €	d x 0,198
MOTOS	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
PUISSANCE	JUSQU'À 3 000 KM	DE 3 001 À 6 000 KM	AU-DELÀ DE 6 000 KM
1 ou 2 CV	d x 0,395	(d x 0,099) + 891 €	d x 0,248
3, 4 ou 5 CV	d x 0,468	(d x 0,082) + 1 158 €	d x 0,275
plus de 5 CV	d x 0,606	(d x 0,079) + 1 583 €	d x 0,343

INDICE DES PRIX			
(BASE 100 EN 2015 À PARTIR DE 2016) CE CHANGEMENT DE BASE NAFFECTE EN RIEN LE NIVEAU DE L'INDICE ET SON ÉVOLUTION			
	DÉCEMBRE 2022	DÉCEMBRE 2023	AUGMENTATION SUR UN AN
INDICE D'ENSEMBLE	114,16	118,39	+ 3,7 %
INDICE HORS TABAC	113,42	117,50	+ 3,6 %
INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS - IRL			
TRIMESTRE DE RÉFÉRENCE	IRL DES LOYERS	VARIATION ANNUELLE EN %	
2 <sup>e</sup> TRIMESTRE 2022	140,59	+ 3,5 %	
3 <sup>e</sup> TRIMESTRE 2023	141,3	+ 3,69 %	
4 <sup>e</sup> TRIMESTRE 2023	142,06	+ 3,5 %	
SMIC			
HORAIRE		MENSUEL (35 H)	
11,65 €		1 766,96 €	

# TENDANCES BOURSE



**SÉBASTIEN HÉNIN**  
 Directeur de  
 la Gestion Privée  
 Alienor Capital

INDICES ACTIONS							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2024		Pays
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
CAC 40	7 638,97	2,9%	1,3%	15,1%	7 677,47	7 318,69	France
SBF 120	5 789,41	2,7%	1,0%	13,8%	5 818,30	5 555,78	France
EURO STOXX 50	4 690,87	5,1%	3,7%	20,0%	4 690,87	4 403,08	Europe
S&P 500	4 944,39	5,3%	3,7%	25,2%	4 958,61	4 688,68	USA
NASDAQ 100	17 500,79	7,3%	4,0%	51,5%	17 642,73	16 282,01	USA
FOOTSIE 100	7 681,01	-0,1%	-0,7%	4,1%	7 733,24	7 446,29	Royaume-Uni
DAX 30	17 033,24	2,6%	1,7%	18,5%	17 033,24	16 431,69	Allemagne
SMI	11 245,03	0,5%	1,0%	1,4%	11 443,13	11 137,79	Suisse
NIKKEI	36 160,66	8,3%	8,1%	29,4%	36 546,95	33 288,29	Japon
SSE COMPOSITE	2 789,49	-4,8%	-6,2%	-9,6%	2 974,94	2 702,19	Chine

VALEURS RÉGIONALES							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2024		Rendement 2023
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
AEIS FARMA	13,30	0,0%	1,5%	47,8%	13,60	13,05	-
ARVERNE GROUP SA	8,65	-9,5%	-8,9%	-13,5%	9,65	8,65	-
ASHLER ET MANSON	3,20	0,0%	0,0%	-2,4%	3,20	3,20	-
BLUE SHARK PS	3,78	0,0%	-35,9%	0,0%	7,30	5,90	-
CERINNOV GROUP	2,68	-2,5%	1,9%	159,2%	2,85	2,41	-
CHEOPS TECHNOLOGY	63,50	-1,6%	-1,6%	1,6%	65,00	56,00	2,3%
DOCK.PETR.AMBES AM	486,00	1,3%	3,0%	7,5%	496,00	470,00	7,8%
EAUX DE ROYAN	88,50	0,6%	-2,7%	2,9%	91,00	84,00	6,9%
EUROPLASMA	0,001	-68,2%	-73,6%	-99,9%	0,005	0,001	-
FERMENTALG	0,87	195,9%	187,1%	-45,8%	0,90	0,27	-
GASCOGNE	3,50	-1,4%	-3,8%	-10,9%	3,64	3,42	-
GPE BERKEM	2,59	-18,8%	-15,4%	-51,0%	3,68	2,45	-
GPE PAROT (AUTO)	8,25	0,6%	0,0%	291,0%	8,30	8,15	-
HYDROGENE DE FRANCE	11,02	-3,3%	-12,5%	-55,3%	12,70	10,76	-
HUNYVERS	13,55	-3,9%	-3,2%	15,8%	14,25	13,55	-
I.CERAM	2,64	-13,2%	-9,0%	-77,0%	3,24	2,54	-
I2S	6,35	15,5%	9,5%	0,8%	6,80	5,10	2,2%
IMMERSION	1,97	10,1%	1,5%	-58,4%	2,02	1,79	-
IMPLANET	0,08	30,8%	28,1%	-50,4%	0,09	0,06	-
KLARSEN DATA	2,54	-24,2%	-6,6%	30,9%	3,38	2,54	-
LECTRA	31,75	3,4%	1,6%	-6,8%	33,20	29,15	1,5%
LEGRAND	91,12	-0,2%	-3,2%	15,5%	94,10	89,28	2,1%
MON COURTIER ENERGIE	7,95	1,0%	-	-	8,19	7,86	-
MULTIMICROCLOUD	0,25	19,0%	19,0%	0,0%	0,25	0,20	-
OENEO	11,55	-6,9%	-10,5%	-16,0%	12,90	11,40	3,0%
POUJOLAT	15,45	-3,4%	-6,4%	-31,6%	16,50	14,65	2,1%
SERMA TECH.	430,00	0,0%	0,0%	0,0%	430,00	430,00	-
UV GERMI	4,14	10,7%	17,6%	9,5%	4,34	3,45	-
VALBIOTIS	4,22	-17,6%	-15,6%	18,9%	5,12	4,00	-



**GESTION PRIVÉE, GRANDS MANDATS  
 ET GESTION DE FONDS**

18 allées d'Orléans, 33000 Bordeaux – Tel : 05 56 81 17 22  
[www.alienorcapital.com](http://www.alienorcapital.com)

Sources : Euronext, Banque de France, CPoR

« Les renseignements inclus au présent avis ne constituent en aucune sorte une offre, sollicitation ou recommandation d'achat ou de vente, de placement ou d'engagement dans toute autre transaction. Aucune information contenue ou à laquelle il est fait référence dans cet avis ne peut être considérée comme créatrice de droits ou d'obligations. »

---

# SANS CONTRAT, C'EST VOUS QUI PAYEZ L'ADDITION.

Pacs, mariage, avant de vous engager, interrogez les notaires girondins dans leurs études.

*Joyeuse Saint-Valentin !*



création :  VESTIAIRE